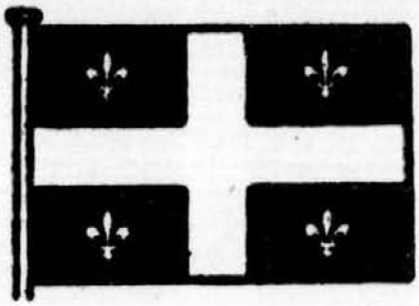
TOME 93, No 26 2925 VOL. 93, No. 26



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, VENDREDI 30 JUIN 1961

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, JUNE 30, 1961

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 décembre 1960. 53551 — 1-53-o

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1 per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, December 5, 1960. 53551 — 1-53-o

Lettres patentes

(P.G. 12094-61)

A. R. O. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1961, constituant en corporation: Gérard-B. Tanguay, administrateur, de Jacques-Cartier, Fernand Bonhomme, marchand, de Longueuil, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, de Saint-Bruno, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « A. R. O. Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

(A.G. 12094-61)

A. R. O. Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of May, 1961, incorporating: Gérard-B. Tanguay, administrator, of Jacques-Cartier, Fernand Bonhomme, merchant, of Longueuil, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, of Saint-Bruno, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "A. R. O. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11691-61)

All Star Attractions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin et Arthur Yanofsky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'agents de théâtre, de propriétaires, constructeurs, exploitants et gérants de théâtres; produire et montrer au public des représentations, expositions et divertissements de toutes sortes, sous le nom de « All Star Attractions Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11729-61)

Alvical Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Michael Awada, George Bey, avocats, et Anna Bey, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Alvical Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées de catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 380 actions privilégiées de catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11730-61)

Arcand Auto Body Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1961, constituant en corporation: J.-Roch St-Germain, avocat, Rita Dufresne et Estelle Thérien, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce de tout ce qui se rapporte directement ou indirectement aux véhicules automobiles, sous le nom de « Arcand Auto Body Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11691-61)

All Star Attractions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of April, 1961, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin and Arthur Yanofksy, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of theatrical agents, theatre proprietors, builders, operators and managers; to produce and exhibit to the public performances, exhibitions and entertainments of all kinds, under the name of "All Star Attractions Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of a par value of $10 each and 800 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11729-61)

Alvical Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of April, 1961, incorporating: Michael Awada, George Bey, advocates, and Anna Bey, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Alvical Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 380 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11730-61)

Arcand Auto Body Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of April, 1961, incorporating: J.-Roch St-Germain, advocate, Rita Dufresne and Estelle Thérien, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To operate in all its forms a business of all that pertains directly or indirectly to motor vehicles, under the name of "Arcand Auto Body Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11935-61)

Autolav Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1961, constituant en corporation: J.-E.-Alphonse Gauthier, homme d'affaires, Gisèle R. Gauthier, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-E.-Alphonse Gauthier, tous deux de Montréal, Doulgas C. Van Alstine, homme d'affaires, et Alice H. Van Alstine, ménagère, épouse séparée de biens dudit Douglas C. Van Alstine, ces deux derniers de Préville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes et pourvoir au nettoyage et à l'entretien des automobiles, sous le nom de « Autolav Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11929-61)

F. Bachand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Fernand Bachand, J.-Claude Bachand, tous deux de Sherbrooke, et Camille Bachand, de R.R. No 1, Katevale, tous entrepreneurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « F. Bachand Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 70, rue Radisson, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11934-61)

H. Barrie Poultry Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, avocats, Sonya Schneyer et Evelyn Lortie, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de négociants et de marchands de volaille dans toutes ses spécialités, sous le nom de « H. Barrie Poultry Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11935-61)

Autolav Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of April, 1961, incorporating: J.-E.-Alphonse Gauthier, businessman, Gisèle R. Gauthier, householder, wife separate as to property of the said J.-E.-Alphonse Gauthier, both of Montreal, Douglas C. Van Alstine, businessman, and Alice H. Van Alstine, householder, wife separate as to property of the said Douglas C. Van Alstine, the latter two of Préville, for the following purposes:

To do business as garage-keepers and to provide for the cleaning and upkeep of automobiles, under the name of "Autolav Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11929-61)

F. Bachand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of April, 1961, incorporating: Fernand Bachand, J.-Claude Bachand, both of Sherbrooke, and Camille Bachand, of R.R. No. 1, Katevale, all contractors, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "F. Bachand Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 70 Radisson street, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11934-61)

H. Barrie Poultry Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of April, 1961, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, advocates, Sonya Schneyer and Evelyn Lortie, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of poultry merchants and poultry dealers in all its branches, under the name of "H. Barrie Poultry Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à R. R. No 1, Rawdon, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11713-61)

Bayrut Outfitting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin et Arthur Yanofsky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fournitures domestiques, appareils électriques, meubles, linge, ustensiles ménagers et de cuisine de toutes sortes et natures, sous le nom de « Bayrut Outfitting Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10851-61)

Beauce Publications Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Victor Rodrigue, agent d'assurances, Vincent Rodrigue, propriétaire de journaux, tous deux de la ville de Saint-Georges, et Roger Bolduc, journaliste, de la ville de Saint-Georges-Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Beauce Publications Ltée », avec un capital total de $120,000, divisé en 1,200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11824-61)

Beauvoir Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Ben Shecter, conseil en loi de la Reine, Philip Shaposnick, tous deux avocats, et Raymonde Lutterman, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Beauvoir Development Corporation », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

The head office of the company will be at R. R. No. 1, Rawdon, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11713-61)

Bayrut Outfitting Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of April, 1961, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin and Arthur Yanofsky, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in household furnishings, electrical appliances, furniture, clothing, kitchen and household utensils of every kind and nature, under the name of "Bayrut Outfitting Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each and 900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 10851-61)

Beauce Publications Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of April, 1961, incorporating: Victor Rodrigue, insurance agent, Vincent Rodrigue, newspaper owner, both of the town of Saint-Georges, and Roger Bolduc, journalist, of the town of Saint-Georges-West, for the following purposes:

To operate a business as editors, printers, engravers, binders and in other similar businesses, under the name of "Beauce Publications Ltée", with a total capital stock of $120,000, divided into 1,200 shares of $100 each.

The head office of the company will be in the town of Saint-Georges, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11824-61)

Beauvoir Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1961, incorporating: Ben Shecter, Queen's Counsel, Philip Shaposnick, both advocates, and Raymonde Lutterman, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Beauvoir Development Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 1255 rue Université, Suite 1406, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12187-61)

Bétons Lac-St-Jean Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1961, constituant en corporation: Louis-Philippe Villeneuve, ingénieur, Rosaire Gagnon, industriel, et Roland Bergeron, avocat, tous de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de ciment et de ses sous-produits, blocs de ciment, tuiles, chaux, pierre à chaux et autres produits semblables, sous le nom de « Bétons Lac-St-Jean Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Roberval, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11674-61)

C.A. Sales (Quebec) Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Neil Phillips, Robert Benson, avocats, de Westmount, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments, huiles essentielles, produits chimiques, nouveautés, appareils ménagers, de restaurant et d'hôtel, et d'ustensiles et accessoires de cuisine, sous le nom de « C.A. Sales (Quebec) Corporation », avec un capital total de $110,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 100,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11888-61)

Caron & Fils (meubles) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Georges Hébert, Paul Dolan, notaires, Lionel Corriveau, comptable, et Mlle Marie-Claire Gaumond, sténographe, tous de Montmagny, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Caron & Fils (meubles) Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company will be at 1255 University Street, Suite 1406, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12187-61)

Bétons Lac-St-Jean Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of May, 1961, incorporating: Louis-Philippe Villeneuve, engineer, Rosaire Gagnon, industrialist, and Roland Bergeron, advocate, all of Roberval, for the following purposes:

To operate a business dealing in cement and its by-products, cement blocks, tiles, lime, limestone, and other similar products, under the name of "Bétons Lac-St-Jean Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be in the parish of Roberval, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11674-61)

C.A. Sales (Quebec) Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of April, 1961, incorporating: Neil Phillips, Robert Benson, advocates, of Westmount, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To deal in food products, essential oils, chemicals, novelties, household, restaurant and hotel appliances, and kitchen utensils and accessories, under the name of "C.A. Sales (Quebec) Corporation", with a total capital stock of $110,000, divided into 100 common shares of $100 each and 100,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11888-61)

Caron & Fils (meubles) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of April, 1961, incorporating: Georges Hébert, Paul Dolan, notaries, Lionel Corriveau, accountant, and Miss Marie-Claire Gaumond, stenographer, all of Montmagny, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and in novelties of all kinds, under the name of "Caron & Fils (meubles) Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 400 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58016-o

(P.G. 11521-61)

Centre de Golf Trout River Inc.
Trout River Golf & Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1961, constituant en corporation: Roger Morin, avocat, Josaphat Legault, agent d'assurances, tous deux de Salaberry-de-Valleyfield, et Pierre Ménard, agent, d'Elgin, pour les objets suivants:

Établir et administer un centre de golf et une plage y contiguë, sous le nom de « Centre de Golf Trout River Inc.— Trout River Golf & Country Club Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Elgin, comté de Huntingdon, district juciciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58016-o

(P.G. 11681-61)

Chabanel Industrial Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Abraham Harold Crestohl, gérant, Leonard Simcoe, avocat, tous deux de Montréal, et Harvey Crestohl, avocat, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « Chabanel Industrial Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58016

(P.G. 11712-61)

Charest & Forget Électrique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Jean Forget, électricien, André Charlebois, entrepreneur, François Charest, plombier, tous trois de Montréal, et Gilles Bouthillette, instructeur, de Ste-Philomène, comté de Châteauguay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens et faire le commerce d'appareils et accessoires électriques et électroniques, sous le nom de « Charest & Forget Électrique Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 50 actions ordinaires de catégorie « A »

The head office of the company will be at Sainte-Anne-de-la-Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11521-61)

Centre de Golf Trout River Inc.
Trout River Golf & Country Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of May, 1961, incorporating: Roger Morin, advocate, Josaphat Legault, insurance agent, both of Salaberry-de-Valleyfield, and Pierre Ménard, agent, of Elgin, for the following purposes:

To establish and administrate a golfing center and the beach adjacent to same, under the name of "Centre de Golf Trout River Inc.— Trout River Golf & Country Club Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Elgin, county of Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11681-61)

Chabanel Industrial Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of April, 1961, incorporating: Abraham Harold Crestohl, manager, Leonard Simcoe, advocate, both of Montreal, and Harvey Crestohl, advocate, of Mount Royal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Chabanel Industrial Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11712-61)

Charest & Forget Électrique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of April, 1961, incorporating: Jean Forget, electrician, André Charlebois, contractor, François Charest, plumber, all three of Montreal, and Gilles Bouthillette, instructor, of Ste-Philomène, county of Châteauguay, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in electric and electronic appliances and accessories, under the name of "Charest & Forget Électrique Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 50 Class "A" common

d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions de catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau su Secrétaire de la province, le 10e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11705-61)

Coastal Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, de St-Laurent, Murray B. Spiegel, de Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux en construction générale, sous-entrepreneurs et construire, bâtir, améliorer et réparer des propriétés immobilières de toutes sortes, sous le nom de « Coastal Homes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11417-61)

Colibri Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Oskar Schnaithmann, Robert Schnaithmann, tous deux ébénistes, de St-Jean, et Ludwik Kos-Rabcewitcz-Zubkowski, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'ameublements, ébénisterie et toutes sortes d'articles de ménage, sous le nom de « Colibri Furniture Inc. », avec un capital total de $3,000, divisé en 150 actions ordinaires de $10 chacune et 15 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12011-61)

La Compagnie Dufresne & Vinet Ltée
Dufresne & Vinet Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Mme Ernest Rolland, veuve, Pierrette Picotte, fille majeure, toutes deux secrétaires, de Montréal, et Guy-J. Coupal, notaire, de Cartierville, pour les objets suivants:

shares of the par value of $100 each and 250 Class "B" shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11705-61)

Coastal Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of April, 1961, incorporating: Samuel H. Shriar, of St-Laurent, Murray B. Spiegel, of Montreal West, both advocates, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of general building contractors and subcontractors and to construct, build, improve and repair immoveable property of all kinds, under the name of "Coastal Homes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11417-61)

Colibri Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of April, 1961, incorporating: Oskar Schnaithmann, Robert Schnaithmann, both cabinet makers, of St-Jean, and Ludwik Kos-Rabcewitcz-Zubkowski, lawyer, of Outremont, for the following purposes:

To deal in home furniture, woodwork and all kinds of household articles, under the name of "Colibri Furniture Inc.", with a total capital stock of $3,000, divided into 150 common shares of $10 each and 15 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12011-61)

La Compagnie Dufresne & Vinet Ltée
Dufresne & Vinet Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of April, 1961, incorporating: Mrs. Ernest Rolland, widow, Pierrette Picotte, fille majeure, both secretaries, of Montreal, and Guy-J. Coupal, notary, of Cartierville, for the following purposes:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « La Compagnie Dufresne & Vinet Ltée — Dufresne & Vinet Company Ltd. », avec un capital total de $25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11858-61)

La Corporation de l'Hôpital de Sept-Iles

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Réginald Jarnet, gérant, J. C. Bigonesse, comptable, et Dr Maurice Vigneault, médecin, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Établir et administrer un hôpital avec services appropriés, sous le nom de « La Corporation de l'Hôpital de Sept-Iles ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11547-61)

D.B. Bowl More Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1961, constituant encorporation: Gregory Charlap, de Montréal, Max Slapack, de Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de machines, planteurs de quilles, outillages, pièces et fournitures pour ou rattachés ou incidents au jeu de quilles et aux salles de quilles, sous le nom de « D.B. Bowl More Co. Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4632 rue McKenzie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
58016 P. FRENETTE.

(P.G. 11897-61)

Day Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin, conseil en loi de la Reine, et Arthur Yanofsky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on a business dealing in immoveables and construction under the name of "La Compagnie Dufresne & Vinet Ltée — Dufresne & Vinet Company Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 1,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11858-61)

La Corporation de l'Hôpital de Sept-Iles

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Réginald Jarnet, manager, J. C. Bigonesse, accountant, and Dr. Maurice Vigneault, physician, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To establish and administrate a hospital with appropriate services under the name of "La Corporation de l'Hôpital de Sept-Iles".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11547-61)

D.B. Bowl More Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of March, 1961, incorporating: Gregory Charlap, of Montreal, Max Slapack, of Côte-St-Luc, both advocates, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machines, pinsetters, equipment, parts and supplies for or pertaining or incidental to bowling and bowling establishments, under the name of "D.B. Bowl More Co. Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4632 McKenzie Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
58016-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11897-61)

Day Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of April, 1961, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin, Queen's Counsel, and Arthur Yanofsky, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Day Holdings Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions, catégorie « A », d'une valeur au pair de $1 chacune et 48,000 actions, catégorie « B », d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Day Holdings Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,000 Class "A" shares of a par value of $1 each and 48,000 Class "B" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11922-61)

Delico Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Michael Stewart Mather, avocat, Joyce Harding et Margaret Irene Stewart, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'aliments et produits alimentaires, épiceries et autres produits se rapportant au commerce de la boulangerie, de la boucherie et de la charcuterie, sous le nom de « Delico Sales Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 901 Carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11922-61)

Delico Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of April, 1961, incorporating: Michael Stewart Mather, advocate, Joyce Harding and Margaret Irene Stewart, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of food and food products, groceries and other products relating to a bakery, butchery and delicatessen business, under the name of "Delico Sales Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 900 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at 901 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11966-61)

Dubé-Abitibi Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Jean-Baptiste Dubé, exploitant forestier, Gérard Raymond, avocat et conseil en loi de la Reine, tous deux de Montréal, et Jean Vincent, gérant d'industrie forestière, de Duvernay, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Dubé-Abitibi Limitée », avec un capital total de $500,000, divisé en 500 actions de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 276, rue St-Jacques, ouest, suite 814, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11966-61)

Dubé-Abitibi Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of April, 1961, incorporating: Jean-Baptiste Dubé, forestry grower, Gérard Raymond, advocate and Queen's Counsel, both of Montreal, and Jean Vincent, manager in the industry of forestry, of Duvernay, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in lumber under the name of "Dubé-Abitibi Limitée", with a total capital stock of $500,000, divided into 500 shares of $1,000 each.

The head office of the company will be at 276 St-James Street, West, suite 814, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11711-61)

Georges Dubois Marine Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1961, constituant en corpo-

(A.G. 11711-61)

Georges Dubois Marine Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of April, 1961, incorporating: Jack Lightstone,

ration: Jack Lighstone, Marvin Riback et Julian Kotler, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes et descriptions d'appareils et accessoires pour les sports nautiques, ou y appartenant, ou incidents à iceux, sous le nom de « Georges Dubois Marine Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7915 rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

Marvin Riback and Julian Kotler, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in equipment and supplies for or pertaining, or incidental to water sports of all kinds and descriptions, under the name of "Georges Dubois Marine Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7915 Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11877-61)

Cécile Dumas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Yolande Roy, Doris Pelletier, secrétaires, filles majeures, et Jacques O'Bready, avocat, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Cécile Dumas Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11877-61)

Cécile Dumas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of April, 1961, incorporating: Yolande Roy, Doris Pelletier, secretaries, filles majeures, and Jacques O'Bready, advocate, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in women's clothing, under the name of "Cécile Dumas Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11617-61)

East Angus Brick & Tile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Charles Leblanc, Jean-Guy Fréchette, F.-Edmund Barnard, tous trois avocats, et Anne-Marie Cadorette, sténographe, épouse commune en biens de Léo Cadorette, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de briques de toutes sortes, terre cuite, tuile, tuyaux d'égout et de drainage, matériaux étanches et ignifuges, sous le nom de « East Angus Brick & Tile Inc. », avec un capital total de $110,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans le canton de Westbury, adresse postale East Angus, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11617-61)

East Angus Brick & Tile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of April, 1961, incorporating: Charles Leblanc, Jean-Guy Fréchette, F.-Edmund Barnard, all three advocates, and Anne-Marie Cadorette, stenographer, wife common as to property of Léo Cadorette, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in bricks of all kinds, terra-cotta, tile, sewers and drainage pipes, fireproof and waterproof materials, under the name of "East Angus Brick & Tile Inc.", with a total capital stock of $110,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be in the township of Westbury, postal address East Angus, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11894-61)

Les Entreprises d'Excavation Ste-Rose Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 11894-61)

Les Entreprises d'Excavation Ste-Rose Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Monique Baillargeon, épouse séparée de biens de Bruno Cyr, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Annette Pelletier, épouse séparée de corps et de biens de Laurent Pelletier, toutes deux secrétaires, et Bruno Cyr, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en excavation et en construction, sous le nom de « Les Entreprises d'Excavation Ste-Rose Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11829-61)

Les Entreprises Urgel St-Jacques Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Lise Latour, secrétaire, fille majeure, Gilles Latour, courtier, et Jacques Latour, étudiant, tous de Saint-Benoît, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Entreprises Urgel St-Jacques Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Benoît, comté de Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11702-61)

Équipement Industriel Cartier Inc.
Cartier Industrial Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1961, constituant en corporation: Mme Jeannine Cardinal Boutet, ménagère, épouse séparée de biens de Henri Boutet, Henri Boutet, caissier, et Étienne Genest, comptable, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'équipement industriel, sous le nom de « Équipement Industriel Cartier Inc.— Cartier Industrial Equipment Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 400 actions de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11828-61)

Francon Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Province of Quebec, bearing date the 13th day of April, 1961, incorporating: Monique Baillargeon, wife separate as to property of Bruno Cyr, and duly authorized by him for these presents, Annette Pelletier, wife separate as to bed and board of Laurent Pelletier, both secretaries, and Bruno Cyr, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as builders and general contractors in excavation and construction, under the name of "Les Entreprises d'Excavation Ste-Rose Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Rose, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11829-61)

Les Entreprises Urgel St-Jacques Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1961, incorporating: Lise Latour, secretary, fille majeure, Gilles Latour, broker, and Jacques Latour, student, all of Saint-Benoît, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Les Entreprises Urgel St-Jacques Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Benoît, county of Two-Mountains, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11702-61)

Équipement Industriel Cartier Inc.
Cartier Industrial Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of May, 1961, incorporating: Mrs. Jeannine Cardinal Boutet, housewife, wife separate as to property of Henri Boutet, Henri Boutet, cashier, and Étienne Genest, accountant, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in industrial equipment, under the name of "Équipement Industriel Cartier Inc.— Cartier Industrial Equipment Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 400 shares of $25 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11828-61)

Francon Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day

du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Colville Sinclair, avocat, Thomas John Johnston, secrétaire, tous deux de Montréal, Robert Gray Sinclair, comptable, Robert Dodds Grieve, secrétaire, tous deux de St-Laurent, et John Reginald Howatt, secrétaire, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de « Francon Limited », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à la cité de St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11930-61)

G & M Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, de St-Laurent, Murray B. Spiegel, de Montréal-ouest, tous deux avocats, Mollie Schwartz, d'Outremont, et Ann Blunt, de Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer les affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « G & M Construction Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11870-61)

Germac Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1961, constituant en corporation: François Aquin, avocat, Guy Vanasse, comptable, et Annette Daignault, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de toutes sortes de machines, instruments, outils et appareils, sous le nom de « Germac Enterprises Limited », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11937-61)

Marc Giguère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1961, constituant en corpo-

of April, 1961, incorporating: Colville Sinclair, advocate, Thomas John Johnston, secretary, both of Montreal, Robert Gray Sinclair, accountant, Robert Dodds Grieve, secretary, both of Saint-Laurent, and John Reginald Howatt, secretary, of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Francon Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at the city of Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11930-61)

G & M Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing dtae the 14th day of April, 1961, incorporating: Samuel H. Shriar, of St-Laurent, Murray B. Spiegel, of Montreal West, both advocates, Mollie Schwartz, of Outremont, and Ann Blunt, of Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "G & M Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11870-61)

Germac Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of April, 1961, incorporating: François Aquin, advocate, Guy Vanasse, accountant, and Annette Daignault, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of machines, instruments, tools and apparatus, under the name of "Germac Enterprises Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11937-61)

Marc Giguère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of April, 1961, incorporating: Lewis Cannon,

ration: Lewis Cannon, avocat, Yolande Jobidon et Denise Samson, secrétaires, filles majeures, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce de scies mécaniques et d'articles de sport, sous le nom de « Marc Giguère Ltée », avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Aurélie, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11952-61)

Granville Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Stanley Taviss et William Levitt, ces deux derniers de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux; acheter, vendre des articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, et en faire le commerce et agir comme courtiers ou agents de douanes, entreposeurs et rouliers, sous le nom de « Granville Enterprises Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 9,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 28e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11938-61)

Les Immeubles du Vallon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Marcel Lambert, agent, de Sainte-Foy, Albert Dorval, menuisier, de Charlesbourg, Omer Dorval, rembourreur, Guy Drolet, commis, et Mlle Huguette Drolet, institutrice, ces trois derniers de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Immeubles du Vallon Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $50 chacune et en 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11802-61)

Imprimerie L'Abord-à-Plouffe, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

advocate, Yolande Jobidon and Denise Samson, secretaries, filles majeures, all of Quebec, for the following purposes:

To deal in chain-saws and sporting goods, under the name of "Marc Giguère Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Aurélie, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11952-61)

Granville Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of April, 1961, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Stanley Taviss and William Levitt, the latter two of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same; to buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea, and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, and to act as customs brokers or agents, warehousemen and common carriers, under the name of "Granville Enterprises Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 9,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11938-61)

Les Immeubles du Vallon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of April, 1961, incorporating: Marcel Lambert, agent, of Sainte-Foy, Albert Dorval, joiner, of Charlesbourg, Omer Dorval, upholsterer, Guy Drolet, clerk, and Miss Huguette Drolet, teacher, the latter three of Quebec, for the following purposes:

To carry on a real estate and construction business, under the name of "Les Immeubles du Vallon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $50 each and 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11802-61)

Imprimerie L'Abord-à-Plouffe, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Georges-Henri Maillé, imprimeur, de L'Abord-à-Plouffe, Pierre Thomas, avocat, de Montréal, et Denise Brousseau, secrétaire, fille majeure, de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie L'Abord-à-Plouffe, Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions communes de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11776-61)

Joliette Tracy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1961, constituant en corporation: Raymond Tellier, industriel, Hervé Blais, Germain Beaudry, entrepreneurs forestiers, Sylvio Rondeau, menuisier, et René Prud'Homme, commis, tous de Sainte-Émilie-de-l'Énergie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois et de pulpe, sous le nom de « Joliette Tracy Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Émilie-de-l'Énergie, canton de Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12088-61)

F. H. Jones Tobacco Sales Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1961, constituant en corporation: Frank H. Jones, Jean-M. Racine, Paul-E. Savignac, hommes d'affaires, Jean Lacombe, gérant, Howard M. Brownrigg, administrateur, tous cinq de Joliette, et J.-Émile Boucher, administrateur, de Crabtree Mills, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs et de marchands de tabac, sous le nom de « F. H. Jones Tobacco Sales Co. Ltd. », avec un capital total de $2,000,000, divisé en 1,250,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 50,000 actions privilégiées de catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 25,000 actions privilégiées de catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of April, 1961, incorporating: Georges-Henri Maillé, printer, of L'Abord-à-Plouffe, Pierre Thomas, advocate, of Montreal, and Denise Brousseau, secretary, fille majeure, of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Imprimerie L'Abord-à-Plouffe, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11776-61)

Joliette Tracy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of May, 1961, incorporating: Raymond Tellier, industrialist, Hervé Blais, Germain Beaudry, forestry contractors, Sylvio Rondeau, joiner, and René Prud'Homme, clerk, all of Sainte-Émilie-de-l'Énergie, for the following purposes:

To carry on business as lumber and pulp merchants, under the name of "Joliette Tracy Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each and into 1,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Émilie-de-l'Énergie, township of Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12088-61)

F. H. Jones Tobacco Sales Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of May, 1961, incorporating: Frank H. Jones, Jean-M. Racine, Paul-E. Savignac, businessmen, Jean Lacombe, manager, Howard M. Brownrigg, executive, all five of Joliette, and J.-Émile Boucher, executive, of Crabtree Mills, for the following purposes:

To carry on business as tobacco growers and merchants, under the name of "F. H. Jones Tobacco Sales Co. Ltd.", with a total capital stock of $2,000,000, divided into 1,250,000 common shares of a par value of $1 each, 50,000 class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 25,000 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11675-61)

Koppel Lumber & Millwork Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, de Montréal, George Irwin Harris, de Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Mona Debrofsky Brown, secrétaire, épouse séparée de biens de Max Brown, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois et produits d'icelui, sous le nom de « Koppel Lumber & Millwork Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 4e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11872-61)

Laboratoire d'Essais Universel Inc.
Uniyersal Testing Laboratory Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, d'Outremont, Marcel Paquette, de St-Bruno, tous deux avocats, Jean-Guy Paquette, ingénieur, de St-Laurent, et Françoise Frégeau, secrétaire, fille majeure, d'Ahuntsic, pour les objets suivants:

Faire affaires dans l'essai des matériaux de construction de toutes sortes et pour toutes sortes de constructions, sous le nom de « Laboratoire d'Essais Universel Inc. — Universal Testing Laboratory Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11833-61)

La Combe Plaza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Abraham Cohen, avocat, Guy Lord, étudiant, tous deux de Montréal, et David A. Schwartz, avocat, de Valois, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « La Combe Plaza Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5274 rue St-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11675-61)

Koppel Lumber & Millwork Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of April, 1961, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, of Montreal, George Irwin Harris, of Côte-St-Luc, both advocates, and Mona Debrofsky Brown, secretary, wife separate as to property of Max Brown, of Montreal, for the following purposes:

To deal in wood and wood products, under the name of "Koppel Lumber & Millwork Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11872-61)

Laboratoire d'Essais Universel Inc.
Universal Testing Laboratory Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of April, 1961, incorporating: Adrien-R. Paquette, of Outremount, Marcel Paquette, of St-Bruno, both advocates, Jean-Guy Paquette, engineer, of St-Laurent, and Françoise Frégeau, secretary, fille majeure, of Ahuntsic, for the following purposes:

To carry on business trying out building materials of all kinds and for all kinds of buildings, under the name of "Laboratoire d'Essais Universel Inc. — Universal Testing Laboratory Inc." with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11833-61)

La Combe Plaza Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1961, incorporating: Abraham Cohen, advocate, Guy Lord, student, both of Montreal, and David A. Schwartz, advocate, of Valois, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a real estate and construction company, under the name of "La Combe Plaza Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5274 St. Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11673-61)

Laprairie Bar-B-Q & Motor Court Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, Jack B. Bobrove, avocats, et Beverly Gold, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, motel, taverne, auberge et/ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Laprairie Bar-B-Q & Motor Court Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 4e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11859-61)

Laval Forestier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Eddy Tremblay, gérant, de Charlesbourg, Paul Méthot, menuisier, de Ste-Foy, et Jean-Louis Simard, entrepreneur, de Baie-St-Paul, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, ainsi que commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Laval Forestier Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval, comté de Montmorency, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11554-61)

Lessard Auto Electric Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Lucien Lessard, commerçant, Mme Jacqueline Lessard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lucien Lessard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Montréal, et Alexandre Larocque, comptable, de la cité de Saint-Michel, pour les objets suivants:

Commerce de pièces et d'accessoires de véhicules automobiles, sous le nom de « Lessard Auto Electric Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11673-61)

Laprairie Bar-B-Q & Motor Court Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of April, 1961, incorporating: Edward H. Bernfeld, Jack B. Bobrove, advocates, and Beverly Gold, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a hotel, motel, tavern, public house and/or restaurant or any combination thereof, under the name of "Laprairie Bar-B-Q & Motor Court Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11859-61)

Laval Forestier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1961, incorporating: Eddy Tremblay, manager, of Charlesbourg, Paul Méthot, joiner, of Ste-Foy, and Jean-Louis Simard, contractor, of Baie-St-Paul, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in lumber as well as a business dealing in immoveables and construction under the name of "Laval Forestier Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Laval, county of Montmorency, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11554-61)

Lessard Auto Electric Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of April, 1961, incorporating: Lucien Lessard, tradesman, Mrs. Jacqueline Lessard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Lucien Lessard, and duly authorized by him for these presents, both of Montreal, and Alexandre Larocque, accountant, of the city of Saint-Michel, for the following purposes:

A business dealing in spare parts and accessories of motor vehicles under the name of "Lessard Auto Electric Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11837-61)

Marblecoat Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1961, constituant en corporation: René Talbot, de la ville de LeMoyne, J.-Claude Nolin, de Montréal, tous deux avocats, et Mlle Lorraine Beauvais, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de la construction, sous le nom de « Marblecoat Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 507, Place d'Armes, suite 306, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11837-61)

Marblecoat Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of April, 1961, incorporating: René Talbot, of the town of LeMoyne, J.-Claude Nolin, of Montreal, both advocates, and Miss Lorraine Beauvais, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of construction, under the name of "Marblecoat Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 507 Place d'Armes, Suite 306, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 10988-61)

Marie Claire G. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1961, constituant en corporation: André Harvey, commis, Rémi Harvey, agent d'assurance, et Jean-Louis Voisine, commis, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de « Marie Claire G. Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, Lac Saint-Jean, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 10988-61)

Marie Claire G. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of April, 1961, incorporating: André Harvey, clerk, Rémi Harvey, insurance agent, and Jean-Louis Voisine, clerk, all of Alma, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing under the name of "Marie Claire G. Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Alma, Lake St. John, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11985-61)

Marilard Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1961, constituant en corporation: David Litner, avocat, Shirley Macklin et Georgia M. Smith, secrétaires, filles majeures, et usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce qui consiste à fournir les différents services de pourvoyeurs, entretien des vêtements, concessions de vestiaire et autres services semblables aux hôtels, clubs et autres établissements, et exploiter des concessions, privilèges et franchises de toutes sortes, sous le nom de « Marilard Enterprises Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 4,500 actions privilégiées, catégorie « A » de $1 chacune et 4,500 actions privilégiées, catégorie « B » de, $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11985-61)

Marilard Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of May, 1961, incorporating: David Litner, advocate, Shirley Macklin and Georgia M. Smith, secretaries, filles majeures et usant de leurs droits, all of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of providing various hotel services, valet services, clothes ckecking concessions and the like to hotels, clubs and other establishments and to operate concessions, privileges and franchises of all kinds, under the name of "Marilard Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 4,500 class "A" preferred shares of $1 each and 4,500 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11931-61)

Mark III Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec ces lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin, conseil en loi de la Reine, Arthur Yanofsky, tous trois avocats, Annie McNamee, gérante, et Claire Culhane, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Mark III Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 900 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,500 actions de catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 37,600 actions de catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11931-61)

Mark III Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of April, 1961, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin, Queen's Counsel, Arthur Yanofsky all three advocates, Annie McNamee, manager, and Claire Culhane, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Mark III Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 900 common shares of a par value of $1 each, 1,500 Class "A" shares of a par value of $1 each and 37,600 Class "B" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11613-61)

Matteau & Associés Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Arthur Matteau, M.R.I., L.Sc.S., consultant en relations industrielles, Roland A. Diamond, notaire, et Mlle Christine Diamond, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme consultants et aviseurs techniques, sous le nom de « Matteau & Associés Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11613-61)

Matteau & Associés Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of April, 1961, incorporating: Arthur Matteau, M.R.I., L.Sc.S., consultant in industrial relations, Roland A. Diamond, notary, and Miss Christine Diamond, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To operate as consultants and technical advisers, under the name of "Matteau & Associés Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11715-61)

Men's Clothing Manufacturers Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Manuel Abrams, Stanley Guttman, tous deux de Montréal, et Nathan Finkelstein, de Mont-Royal, tous confectionneurs, pour les objets suivants:

Organiser, entretenir et développer une association de cohésion des confectionneurs d'habillements, vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes pour hommes, garçons et adolescents et des commerces et industries alliés dans la province de Québec, de manière à favoriser leur situation et leurs intérêts en tout ce qui a trait à leur commerce de confectionneurs du vêtement et d'employeurs, sous le nom de « Men's Clothing Manufacturers Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $100,000.

(A.G. 11715-61)

Men's Clothing Manufacturers Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of April, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Manuel Abrams, Stanley Guttman, both of Montreal, and Nathan Finkelstein, of Mount Royal, all manufacturers, for the following purposes:

To organize, maintain and develop a cohesive association of manufacturers of men's, boys' and youths' garments, clothing and wearing apparel of all kinds, and of allied trades and industries in the Province of Quebec, in order to promote their welfare and interests in all that relates to their business as manufacturers of clothing and as employers, under the name of "Men's Clothing Manufacturers Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11909-61)

Les Métaux L. & L. Ltée
L. & L. Metals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Pierre Laberge, comptable agréé, René Lortie, publicitaire, et Raymond Lortie, vendeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme commerçants et ouvriers en métaux, sous le nom de « Les Métaux L. & L. Ltée — L. & L. Metals Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 838, rue Mont-Royal, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11834-61)

Métro Automobile Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation: François Payette, de Montréal, Claude Paquette, de Terrebonne, et Pierre Magnan, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles et de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Métro Automobile Co. Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9821, boulevard Saint-Michel, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11682-61)

Migneault Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Jean-Guy Migneault, camionneur, Ernest Migneault, employé civil, et Henri Beaupré, avocat, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce de transport, sous le nom de « Migneault Transport Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1200, rue Vincent Massey, Québec, district judiciaire de Québec.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11909-61)

Les Métaux L. & L. Ltée
L. & L. Metals Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of April, 1961, incorporating: Pierre Laberge, chartered accountant, René Lortie, publicists, and Raymond Lortie, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on as tradesmen, and workmen in metals, under the name of "Les Métaux L. & L. Ltée — L. & L. Metals Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 838 Mount-Royal Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11834-61)

Métro Automobile Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1961, incorporating: François Payette, of Montreal, Claude Payette, of Terrebonne, and Pierre Magnan, of St-Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and their spare parts and accessories, under the name of "Métro Automobile Co. Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 9821 Saint-Michel Boulevard, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11682-61)

Migneault Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of April, 1961, incorporating: Jean-Guy Migneault, trucker, Ernest Migneault, civil employee, and Henri Beaupré, advocate, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in transportation, under the name of "Migneault Transport Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1200 Vincent Massey Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58016-o

(P.G. 11016-61)

Milks Auto Parts Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1961, constituant en corporation: Lionel C. Milks, papetier, Barry K. Milks, homme d'affaires, tous deux de Gatineau, et Paul H. Milks, pompier, d'Ottawa, en la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire au détail le commerce de pièces et accessoires d'automobiles, articles de sport et appareils ménagers, sous le nom de « Milks Auto Parts Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Templeton, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58016

(P.G. 12076-61)

Les Modes Dansantes Inc.
Dancing Modes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Harry Kerner, manufacturier, Abraham, Segal, avocat, et Lillian Lazare, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de linge et de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Les Modes Dansantes Inc.— Dancing Modes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58016

(P.G. 11923-61)

N & H Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Norman Shaffran, administrateur, de Mont-Royal, Abraham Nozetz, comptable agréé, Alfred Zimmerman, avocat, et Dorothy Grostern, secrétaire, célibataire, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « N & H Construction Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 95,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4824 chemin Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58016

(A.G. 11016-61)

Milks Auto Parts Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of May, 1961, incorporating: Lionel C. Milks, papermaker, Barry K. Milks, businessman, both of Gatineau, and Paul H. Milks, fireman, of Ottawa, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To deal, at retail, in auto parts and accessories, sporting goods and household appliances, under the name of "Milks Auto Parts Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Templeton, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58016-o

(A.G. 12076-61)

Les Modes Dansantes Inc.
Dancing Modes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of April, 1961, incorporating: Harry Kerner, manufacturer, Abraham Segal, advocate, and Lillian Lazare, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Les Modes Dansantes Inc.— Dancing Modes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58016-o

(A.G. 11923-61)

N & H Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of April, 1961, incorporating: Norman Shaffran, executive, of Mount Royal, Abraham Nozetz, chartered accountant, Alfred Zimmerman, advocate, and Dorothy Grostern, secretary, spinster, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "N & H Construction Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 95,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 4824 Côte-des-Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11708-61)

Nordmende (Quebec) Ltd.
Nordmende (Québec) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Werner H. Huels, A. MacKenzie Finnie, marchands, et Jack Greenstein, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'outillages électriques, sous le nom de « Nordmende (Quebec) Ltd. — Nordmende (Québec) Ltée », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 7,000 actions privilégiées de catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 700 actions privilégiées de catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chcaune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11442-61)

L'O.T.J. de Sainte-Catherine de Laprairie

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Laurier Brossard, camionneur, André Guérin, représentant, et Maurice Guérin, chauffeur, tous de Côte Sainte-Catherine, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs des résidents de la paroisse de Sainte-Catherine, sous le nom de « L'O.T.J. de Sainte-Catherine de Laprairie ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Côte Sainte-Catherine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11421-61)

L'Oeuvre de Protection des Jeunes Filles

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14 avril 1961, constituant en corporation sans capital-actions « L'Oeuvre de Protection des Jeunes Filles », déjà constituée par une loi spéciale de la Législature de la province de Québec, soit la loi 9 Edouard VII, chapitre 142, sanctionnée le 27 avril 1909, et que les objets de la nouvelle corporation sont les suivants:

Secourir les jeunes filles, les recueillir et les placer, visiter et assister les pauvres et les malades, sous le nom de « L'Oeuvre de Protection des Jeunes Filles ».

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11708-61)

Nordmende (Quebec) Ltd.
Nordmende (Québec) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of April, 1961, incorporating: Werner H. Huels, A. MacKenzie Finnie, merchants, and Jack Greenstein, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all forms of electrical equipment, under the name of "Nordmende (Quebec) Ltd. — Nordmende (Québec) Ltée", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each, 7,000 Class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 700 Class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11442-61)

L'O.T.J. de Sainte-Catherine de Laprairie

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of April, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Laurier Brossard, trucker, André Guérin, representative, and Maurice Guérin, chauffeur, all of Côte Sainte-Catherine, for the following purposes:

To organize recreations for the residents of the parish of Sainte-Catherine, under the name of "L'O.T.J. de Sainte-Catherine de Laprairie".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Côte Sainte-Catherine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11421-61)

L'Oeuvre de Protection des Jeunes Filles

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of April, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: "L'Oeuvre de Protection des Jeunes Filles", already incorporated by a special act of the Legislature of the Province of Quebec, i.e. by act 9 Edward VII, chapter 142, sanctioned on April 27, 1909, and the purposes of the new corporation are as follows:

To come to the assistance of young girls, to take them in and to place them, to visit and assist the poor and ailing, under the name of "L'Oeuvre de Protection des Jeunes Filles".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers de ladite corporation est de $3,000,000.

Le bureau principal de la corporation est situé en les cité et district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12185-61)

Omega Caisses Enregistreuses Ltée
Omega Cash Registers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Clément Larivière, de Montréal, Jules Forand, d'Otterburn Park, Gaston Lamarre, de Châteauguay Station, et Pierre Lussier, d'Outremont, tous techniciens, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et d'articles de bureau, sous le nom de « Omega Caisses Enregistreuses Ltée — Omega Cash Registers Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 289, rue Dunbar, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12079-61)

O'Sullivan College (Verdun) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Robert Renzo, professeur, de Ste-Martine, Joseph H. Freedman et Leo Kravitz, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, posséder, diriger et exploiter une école ou des écoles à des fins d'enseignement se rapportant à la sténographie, travail de secrétaire, tenue de livres, comptabilité et en général, commerce et administration, sujets techniques et sujets utiles relativement aux affaires, sous le nom de « O'Sullivan College (Verdun) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11900-61)

Le Petit Opéra de Montréal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1961, constituant en corporation: René Bergeron Bergé, artiste lyrique, Natan Karczmar, co-ordinateur, Jean-Paul

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $3,000,000.

The head office of the corporation is situated at in the city and district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12185-61)

Omega Caisses Enregistreuses Ltée
Omega Cash Registers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of April, 1961, incorporating: Clément Larivière, of Montreal, Jules Forand, of Otterburn Park, Gaston Lamarre, of Châteauguay Station, and Pierre Lussier, of Outremount, all technicians, for the following purposes:

To carry on a business dealing in office furnitures and articles pertaining thereto, under the name of "Omega Caisses Enregistreuses Ltée — Omega Cash Registers Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 289 Dunbar Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12079-61)

O'Sullivan College (Verdun) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of April, 1961, incorporating: Robert Renzo, professor, of Ste-Martine, Joseph H. Freedman and Leo Kravitz, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To purchase, own, conduct and operate a school or schools for instructional purposes in connection with stenography, secretarial work, bookkeeping, accounting and general business and administration, technical subjects and ancillary subjects in relation to business, under the name of "O'Sullivan College (Verdun) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11900-61)

Le Petit Opéra de Montréal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of April, 1961, incorporating: René Bergeron Bergé, lyric artist, Natan Karczmar, co-ordinator, Jean-Paul Denis, Fernand Bérubé, accountants,

Denis, Fernand Bérubé, comptables, et Rolland Blais, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtre et faire affaires comme constructeurs, propriétaires et administrateurs de salles de théâtre, sous le nom de « Le Petit Opéra de Montréal Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,500 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11843-61)

Petroleum Supply & Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Paul-E. Larrivée, industriel, Florence Vachon Larrivée, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul-E. Larrivée, tous deux d'Orsainville, Arnold T. McGrath, industriel, et Yolande Clavet-McGrath, ménagère, épouse séparée de biens dudit Arnold T. McGrath, ces deux derniers de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Commerce de toutes sortes de machines, outils et appareils, ainsi que de tout genre d'équipement et de produits servant dans l'industrie, sous le nom de « Petroleum Supply & Service Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 659, rue Champlain, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11939-61)

Placements Demers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Roger Létourneau, Pierre LaRue, avocats, et Mlle Thérèse des Rivières, secrétaire, tous de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements personnels, sous le nom de « Placements Demers Inc. », avec un capital total de $105,000, divisé en 7,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 9,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1500, St-Vallier, ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12015-61)

Les Placements Ste-Rose Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

and Rolland Blais, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a theatre agency and to do business as builders, owners and operators of theatres, under the name of "Le Petit Opéra de Montréal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,500 common shares of a par value of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11843-61)

Petroleum Supply & Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1961, incorporating: Paul-E. Larrivée, industrialist, Florence Vachon Larrivée, housewife, wife separate as to property of the said Paul-E. Larrivée, both of Orsainville, Arnold T. McGrath, industrialist and Yolande Clavet-McGrath housewife, wife separate as to property of the said Arnold T. McGrath, the latter two of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of machines, tools and apparatus as well as in all kinds of equipment and products used in the industry, under the name of "Petroleum Supply & Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of to company will be at 659 Champlain Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11939-61)

Placements Demers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of April, 1961, incorporating: Roger Létourneau, Pierre LaRue, advocates, and Miss Thérèse des Rivières, secretary, all of Quebec, for the following purposes:

To act as a personal investments company, under the name of "Placements Demers Inc.", with a total capital stock of $105,000, divided into 7,000 common shares of a par value of $1 each and 9,800 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1500 St-Vallier west, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12015-61)

Les Placements Ste-Rose Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1961, constituant en corporation: Pierre Desmarais, Jean Marcoux, avocats, et Annette Desrosiers, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Placements Ste-Rose Investment Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions communes de $5 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 55, rue Bélanger, Sainte-Rose-de-Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11803-61)

Plomberie Roxboro Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1961, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, de Roxboro, Hervé Bélanger, avocat, et Cécile Contant, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie Roxboro Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 18, Centre Commercial Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11710-61)

Realty Equities Company of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1961, constituant en corporation: David Goodman, avocat de Hampstead, Neil Phillips, Robert Benson, Ivan Phillips, tous trois avocats, de Westmount, Yvonne Bélanger et Dorothea Claver, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Realty Equities Company of Canada Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 2e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11921-61)

Rite Manufacturing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of May, 1961, incorporating: Pierre Desmarais, Jean Marcoux, advocates, and Annette Desrosiers, secretary, fille majeure and in use of her rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment, real estate and construction company, under the name of "Les Placements Ste-Rose Investment Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 55 Bélanger Street, Sainte-Rose-de-Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11803-61)

Plomberie Roxboro Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of April, 1961, incorporating: J.-René Paiement, advocate, of Roxboro, Hervé Bélanger, advocate, and Cécile Contant, secretary, fille majeure and in use of her rights, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie Roxboro Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 18, Centre Commercial, Roxboro, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11710-61)

Realty Equities Company of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of May, 1961, incorporating: David Goodman, advocate, of Hampstead, Neil Phillips, Robert Benson, Ivan Phillips, all three advocates, of Westmount, Yvonne Bélanger and Dorothea Claver, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Realty Equities Company of Canada Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 perferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11921-61)

Rite Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1961, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall, tous deux de Montréal et Irving I. Finkelberg, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire en général le commerce de toutes sortes de bruleurs à l'huile, appareils de chauffage, et de toute autre sorte de machinerie et outillage, moteurs, transformateurs, instruments, outillages et machines électroniques, articles de cuir, articles de métal, bois, verre et plastique, outils et accessoires, et de machinerie électrique de toutes sortes, sous le nom de « Rite Manufacturing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 5,000 actions privilégiées de catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,100 actions privilégiées de catégorié « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 265 ouest, rue Graig, Chambre 350, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11891-61)

Robel Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Roméo Bélisle, industriel, Yvette Roy Bélisle, ménagère, épouse commune en biens dudit Roméo Bélisle, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Guy Bélisle, électricien, tous de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Robel Construction Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11727-61)

Roger Roulcau Paint Store Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Olivier Gauthier, avocat, Thérèse Bordeleau, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Teletcha, et Roger Teletcha, presseur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de peintures, polis et enduits, enduits colorants, couleurs vernis, laques, produits chimiques, matériaux pour nettoyer ou assurer l'étanchéité, ainsi que de tous leurs ingrédients et produits, sous le nom de « Roger Rouleau Paint Store Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of April, 1961, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall, both of Montreal, and Irving I. Finkelberg, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in all kinds of oil burners, in heating equipment, and every other kind of machinery and equipment, motors, transformers, electronic instruments, equipment and machines, leather goods, metal, wood, glass and plastic goods, tools and implements, and in electrical machinery of all kinds, under the name of "Rite Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $10 each, 5,000 Class "A" preference shares of a par value of $1 each and 3,100 Class "B" preference shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 265 Graig Street West, Room 350, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11891-61)

Robel Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of April, 1961, incorporating: Roméo Bélisle, industrialist, Yvette Roy Bélisle, housewife, wife common as to property of the said Roméo Bélisle, and duly authorized by him for these purposes, and Guy Bélisle, electrician, all of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general contractors in construction, under the name of "Robel Construction Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Baie-Comeau, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11727-61)

Roger Rouleau Paint Store Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of April, 1961, incorporating: Olivier Gauthier, advocate, Thérèse Bordeleau, secretary wife contractually separate as to property of Roger Teletcha, and Roger Teletcha presser, all of Montreal, for thefollowing purposes:

To carry on a business dealing in paints, polishes and coatings, colored coatings, colors varnishes, laquers, chemical products, materials for cleaning or waterproofing, as well as in all their ingredients and products, under the name of "Roger Rouleau Paint Store Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58016-o

(P.G. 11841-61)

Sample Dress Mfg. Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, Patricia Gain, Elizabeth Wiesemann et Denis Marie Landry, ces trois dernières secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Sample Dress Mfg. Corp. », avec un capital total de $350,000, divisé en 340,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune et 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 372 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11925-61)

Security Research Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Saul Cyril Rynd, comptable agréé, Joseph Cohen et Ezra Leithman, ces deux derniers avocats et conseils en loi de la Reine, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de conseillers en placements et finances, sous le nom de « Security Research Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11684-61)

Service des Loisirs St-Jean-de-Dieu

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Milette, Dominique Tremblay, Rollande Perron, tous trois de Montréal, Germain Viger, Thérèse Arnold, Géraldine Babin, Révérende Sœur Thérèse de l'Immaculée, Révérende Sœur Olivine, tous huit employés de l'Hôpital de St-Jean-de-Dieu, et Révérend Père Fernando Michaud, curé, également de St-Jean-de-Dieu, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11841-61)

Sample Dress Mfg. Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1961, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, Patricia Gain, Elisabeth Wiesemann and Denise Marie Landry, the latter three secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Sample Dress Mfg. Corp.", with a total capital stock of $350,000, divided into 340,000 preferred shares of the par value of $1 each and 10,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 372 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11925-61)

Security Research Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of April, 1961, incorporating: Saul Cyril Rynd, chartered accountant, Joseph Cohen and Ezra Leithman, the latter two advocates and Queen's Counsels, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as investment and financial counsellors, under the name of "Security Research Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11684-61)

Service des Loisirs St-Jean-de-Dieu

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of April, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Laurent Milette, Dominique Tremblay, Rollande Perron, all three of Montreal, Germain Viger, Thérèse Arnold, Géraldine Babin, Reverend Sister Thérèse de l'Immaculée, Reverend Sister Olivine, all eight employees of the St-Jean-de-Dieu Hospital, and Reverend Father Fernando Michaud, pastor, also of St-Jean-de-Dieu, for the following purposes:

Former et diriger un centre de loisirs et des terrains de jeux, sous le nom de « Service des Loisirs St-Jean-de-Dieu ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera dans la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11766-61)

Le Service de Toilette Choisy Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Louise Bourdon, et Lucille Roy, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers et nettoyeurs, sous le nom de « Le Service de Toilette Choisy Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14015-60)

Society Dafnioton (St. George)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de mai, 1961, constituant en corporation sans capital-actions: George Charos, chauffeur de camion, Peter Charos, garçon de table, et Dimitrios Apostolakos, cuisinier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des activités de nature charitable dans le domaine de l'éducation, sous le nom de « Society Dafnioton (St. George) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11679-61)

Statler-Kern Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Harold Gossack, avocat, Pinchas E. Blitt, étudiant, tous deux de Montréal, et Rosa Gualtieri, avocat, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

To form and direct a recreational center and playgrounds under the name of "Service des Loisirs St-Jean-de-Dieu".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be in the parish of Saint-Jean-de-Dieu, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11766-61)

Le Service de Toilette Choisy Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of April, 1961, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Louise Bourdon, and Lucille Roy, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as launderers and cleaners, under the name of "Le Service de Toilette Choisy Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14015-60)

Society Dafnioton (St. George)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of May, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: George Charos, truck driver, Peter Charos, waiter, and Dimitrios Apostolakos, cook, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on activities of a charitable nature in the field of education, under the name of "Society Dafnioton (St. George)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11679-61)

Statler-Kern Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of April, 1961, incorporating: Harold Gossack, advocate, Pinchas E. Blitt, student, both of Montreal, and Rosa Gualtieri, advocate, of Mount Royal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Statler-Kern Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 324 avenue Victoria, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12130-61)

Subud Quebec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1961, constituant en corporation sans capital-actions: David Evans Thomas, professeur, John Floyd Stinson, ingénieur, et Lena Dickstein, ménagère, veuve, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir le cadre administratif pertinent à l'adoration de Dieu et l'avancement spirituel de ses membres, conformément aux principes et pratiques du mouvement Sushiela Buddhi Dharma, lequel mouvement est aussi appelé « Subud », sous le nom de « Subud Quebec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11840-61)

Talon Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation: David Weiner, manufacturier, de Saint-Laurent, Abraham Segal, avocat, et Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Talon Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12314-61)

The Montreal Commonwealth Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1961, constituant en cor-

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Statler-Kern Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 324 Victoria Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12130-61)

Subud Quebec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of April, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: David Evan Thomas, teacher, John Floyd Stinson, engineer, and Lena Dickstein, housewife, widow, all of Montreal, for the following purposes:

To provide the administrative framework pertinent to the worship of God and the spiritual growth of its members in accordance with the principles and practices of the Sushiela Buddhi Dharma movement, which movement is also known as "Subud", under the name of "Subud Quebec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11840-61)

Talon Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1961, incorporating: David Weiner, manufacturer, of Saint-Laurent, Abraham Segal, advocate, and Lillian Lazare, secretary, fille majeure, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Talon Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12314-61)

The Montreal Commonwealth Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of May, 1961, to incorporate as a corpo-

poration sans capital-actions: John Henry Ernest Colby, Thomas Ross Anthony Malcolm, avocats, et Galen Lee Prime, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club l'utilité, la récréation et la commodité des membres de la corporation et autres, sous le nom de « The Montreal Commonwealth Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11869-61)

Valter Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Michel Gingras, étudiant, de St-Romuald, Hélène Gingras, secrétaire, fille majeure, de Sillery, et Robert Lesage, avocat, de Saint-Augustin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Valter Ltée », avec un capital total de $23,000, divisé en 300 actions communes de $10 chacune, 1,650 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 350 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 120, Plage Saint-Laurent, Saint-Augustin, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11576-61)

Vipond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1961, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, de St-Lambert, Denise-Marie Landry et Elizabeth Wiesemann, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes les sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux et des minéraux, y compris, mais sans limiter la généralité des précédents, huiles, pétrole, produits et sous-produits d'icelui, livres et périodiques, produits chimiques, cosmétiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, et en faire le commerce, aussi exercer un commerce général de réparation, sous le nom de « Vipond Inc. », avec un capital total de $500, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1465 est, rue Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 28e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

58016 P. FRENETTE.

ration without share capital: John Henry Ernest Colby, Thomas Ross Anthony Malcolm, advocates, and Galen Lee Prime, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation, recreation and convenience of the members of the corporation and others, under the name of "The Montreal Commonwealth Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11869-61)

Valter Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of April, 1961, incorporating: Michel Gingras, student, of St-Romuald, Hélène Gingras, secretary, fille majeure, of Sillery, and Robert Lesage, advocate, of Saint-Augustin, for the following purposes:

To carry on as general contractors in construction under the name of "Valter Ltée", with a total capital of $23,000, divided into 300 common shares of $10 each, 1,650 preferred class "A" shares of $10 each and into 350 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company will be at 120 Plage Saint-Laurent, Saint-Augustin, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11576-61)

Vipond Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of March, 1961, incorporating: Jean Monet, advocate, of St-Lambert, Denise-Marie Landry and Elisabeth Wiesemann, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, and minerals, including, but without limiting the generality of the foregoing, oils, petroleum, petroleum products and by-products, books and periodicals, chemical and beauty products, land, sea and forest products, and to carry on a general repair business, under the name of "Vipond Inc.", with a total capital stock of $500, divided into 500 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1465 Jean Talon Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

58016-o *Assistant Deputy Attorney General.*

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11812-61)

Arpin Gendron Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour d'avril 1961, à la compagnie « Arpin Gendron Beauregard Limitée », changeant son nom en celui de « Arpin Gendron Limitée ».

Cette compagnie a été constituée en corporation sous le nom originaire de « Arpin Gendron Ltée », par lettres patentes en date du 20e jour de décembre 1939, par lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mars 1946, et par d'autres lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de juin 1954, changeant ledit nom originaire en celui de « Arpin Gendron Beauregard Limitée ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11789-61)

Arsenal Montreal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour de mai 1961 à la compagnie « Concordia Football Club (Montreal) Inc. », changeant son nom en celui de « Arsenal Montreal Inc. ».

Cette compagnie a été constituée en corporation, sous le nom originaire de « Sparta Football Club (Montreal) Inc. », par lettres patentes datées du 21e jour de février 1958, et par lettres patentes supplémentaires datées du 4e jour de mai 1959, changeant ledit nom originaire en celui de « Alouette Canadian Soccer Club Inc. », ce nouveau nom fut encore changé par des lettres patentes supplémentaires datées du 25e jour de septembre 1959, en celui sous lequel la compagnie fut originairement désignée, à savoir: "Sparta Football Club (Montreal) Inc. », Par d'autres lettres patentes supplémentaires datées du 1er jour d'avril 1960, ce nom fut subséquemment changé en celui de « Concordia Football Club (Montreal) Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 2e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10079-61)

A. Bélanger Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 avril 1961, à la compagnie « A. Bélanger Limitée », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes supplémentaires du 30 janvier 1961, en ce qui concerne les droits, privilèges, priorités, conditions et restrictions attachés aux actions privilégiées, aux actions classe « A » et aux actions classe « B » de ladite compagnie; 2° réduisant son capital de $850,000 à $300,000, le capital-actions annulé étant divisé en 550,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 11812-61)

Arpin Gendron Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of April 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Arpin Gendron Beauregard Limitée", changing its name to that of "Arpin Gendron Limitée".

This company was incorporated, under the original name of "Arpin Gendron Ltée", by letters patent dated the 20th day of December, 1939, by supplementary letters patent dated the 30th day of March, 1946, and by further supplementary letters patent dated the 29th day of June, 1954, changing said original name to that of "Arpin Gendron Beauregard Limitée".

Given at the offive of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11789-61)

Arsenal Montreal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Concordia Football Club (Montreal) Inc.", changing its name to that of "Arsenal Montreal Inc.".

This company was incorporated, under the original name of "Sparta Football Club (Montreal) Inc.", by letters patent dated the 21st day of February, 1958, and by supplementary letters patent dated the 4th day of May, 1959, changing such original name to that of "Alouette Canadian Soccer Club Inc.", which new name was again changed, by supplementary letters patent dated the 25th day of September, 1959, to that originally granted to the company, namely "Sparta Football Club (Montreal) Inc.". By further supplementary letters patent, dated the 1st day of April, 1960, this name was subsequently changed to that of "Concordia Football Club (Montreal) Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 10079-61)

A. Bélanger Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 25th day of April, 1961, to the company "A. Bélanger Limitée", 1. amending the provisions of its supplementary letters patent of January 30, 1961, in that which concerns the rights, privileges, priorities, conditions and restrictions attached to the preferred shares, to the class "A" shares and to class "B" shares of the said company; 2. reducing its capital stock of $850,000 to $300,000, the cancelled capital stock being divided into 550,000 preferred shares of $1 each.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11144-61)

British Ungava Explorations Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mai 1961 à la compagnie « British Ungava Explorations Limited » (No Personal Liability), modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12168-61)

Canada Packaging Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 avril 1961, à la compagnie « Canada Packaging Ltd. », augmentant son capital de $60,000 à $110,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11328-61)

Canadian Cameo Chime Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 avril 1961, à la compagnie « Canadian Cameo Chime Company Limited », augmentant son capital de $10,000 à $270,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées de $100 chacune et en 10,000 actions communes de $1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12170-61)

Club de Golf Boucherville Inc.
Boucherville Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 avril 1961, à la compagnie « Club de Golf Boucherville Inc. — Boucherville Golf Club Inc. », 1° réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 600 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° augmentant son capital ainsi réduit, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de $200 chacune, le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations étant de $45,050; 3° augmentant le nombre des directeurs de 3 à 13.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11144-61)

British Ungava Explorations Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "British Ungava Explorations Limited" (No Personal Liability), modifying the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12168-61)

Canada Packaging Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, sypplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 27th day of April, 1961, to the company "Canada Packaging Ltd.", increasing its capital stock from $60,000 to $110,000, the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11328-61)

Canadian Cameo Chime Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 20th day of April, 1961, to the company "Canadian Cameo Chime Company Limited", increasing its capital stock from $10,000 to $270,000, the additional capital stock being divided into 2,500 preferred shares of $100 each and into 10,000 common shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12170-61)

Club de Golf Boucherville Inc.
Boucherville Golf Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 27th day of April, 1961, to the company "Club de Golf Boucherville Inc. — Boucherville Golf Club Inc." 1. reducing its capital stock, the cancelled capital stock being divided into 600 common shares of no par value; 2. increasing its capital stock thus reduced, the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of $200 each, the amount with which the company shall continue its operations being $45,050; 3. increasing the number of its directors from 3 to 13.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11206-61)

Corporation Anaco Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 avril 1961, à la compagnie « Corporation Anaco Corporation », modifiant les dispositions de ses lettres patentes, en ce qui a trait aux restrictions sur le transfert de ses actions ordinaires.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13847-60)

Les Entreprises d'Abitibi Ltée
Abitibi Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour d'avril 1961, à la compagnie « Les Entreprises d'Abitibi Ltée — Abitibi Enterprises Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11911-61)

Ferronnerie Lepage-Nazair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 avril 1961, à la compagnie « Ferronnerie Lepage-Nazair Inc. », 1° convertissant ses 100 actions privilégiées 5% de $100 chacune en 100 actions privilégiées 7% de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées 7% de $100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11565-61)

Roland Gagnon, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 mars 1961, à la compagnie « Roland Gagnon, Ltée », étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
58016-o P. FRENETTE.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11206-61)

Corporation Anaco Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 13th day of April, 1961, to the company "Corporation Anaco Corporation", amending the provisions of its letters patent in that which concerns the restrictions on the transfer of its common shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13847-60)

Les Entreprises d'Abitibi Ltée
Abitibi Enterprises Ltd.

Notice is heregy given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 27th day of April, 1961, to the company "Les Entreprises d'Abitibi Ltée — Abitibi Enterprises Ltd.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11911-61)

Ferronnerie Lepage-Nazair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 13th day of April, 1961, to the company "Ferronnerie Lepage-Nazair Inc.", 1. converting its 100 preferred shares 5% of $100 each into 100 preferred shares 7% of $100 each; 2. increasing its capital stock from $40,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 100 common shares of $100 each and into 500 preferred shares 7% of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11565-61)

Roland Gagnon, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 30th day of March, 1961, to the company "Roland Gagnon, Ltée", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
58016 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12376-61)

Great Whale Iron Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de mai 1961, à la compagnie « Great Whale Iron Mines Limited » (No Personal Liability), augmentant son capital de $5,000,000 à $7,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000,000 d'actions de $1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12376-61)

Great Whale Iron Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Great Whale Iron Mines Limited" (No Personal Liability), increasing its capital from $5,000,000 to $7,000,000, the additional capital stock being divided into 2,000,000 shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11954-61)

Harbec & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour d'avril 1961, à la compagnie « Harbec & Frères Ltée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11954-61)

Harbec & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 19th day of April, 1961, to the company "Harbec & Frères Ltée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14828-60)

Samuel Harvey Trading Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour de mars 1961, à la compagnie « Samuel Harvey Trading Ltd. », augmentant son capital de $50,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées de $50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 6e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
58016 P. FRENETTE.

(A.G. 14828-60)

Samuel Harvey Trading Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of March, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Samuel Harvey Trading Ltd.", increasing its capital from $50,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 3,000 preferred shares of $50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
58016-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15814-61)

Olympia Floor & Wall Tile Co. (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1960, à la compagnie « Olympia Floor & Wall Tile Co. (Quebec) Ltd. », augmentant son capital de $150,000 à $189,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 13,000 actions privilégiées de $3 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58016 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 15814-61)

Olympia Floor & Wall Tile Co. (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Olympia Floor & Wall Tile Co. (Quebec) Ltd.", increasing its capital from $150,000 to $189,000, the additional capital stock being divided into 13,000 preferred shares of $3 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 15814-61)

Olympia Floor & Wall Tile Co. (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 15814-61)

Olympia Floor & Wall Tile Co. (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10e jour d'avril 1961, à la compagnie « Olympia Floor & Wall Tile Co. (Quebec) Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12026-61)

Quebec Industries, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de mai 1961, à la compagnie « Quebec Industries, Limited », augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 39,900 actions sans valeur nominale ou au pair, le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations ne sera pas inférieur à $200,000.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14447-58)

Rora Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de mai 1961, à la compagnie « Rora Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes, relativement aux pouvoirs de la compagnie.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12090-61)

Sample Dress Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour d'avril 1961, à la compagnie « Sample Dress Inc. », subdivisant et convertissant ses 400 actions ordinaires de $50 chacune en 19,800 actions, catégorie « A », de $1 chacune et en 200 actions ordinaires de $1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14760-60)

Service & Promotion du Détail Inc.
Retail Service & Promotion Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de mars 1961, à la compagnie « Service & Promotion du Détail Inc. — Retail Service & Promotion Inc. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes, en ce qui a trait aux restrictions et conditions attachées aux

April, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Olympia Floor & Wall Tile Co. (Quebec) Ltd.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12026-61)

Quebec Industries, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Quebec Industries, Limited", increasing its capital, the additional capital stock being divided into 39,900 shares without nominal or par value, the amount with which the company shall continue its operations to be not less than $200,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14447-58)

Rora Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Rora Inc.", modifying the provisions of its letters patent, with respect to the powers of the company.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12090-61)

Sample Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sample Dress Inc.", subdividing and converting its 400 common shares of $50 each into 19,800 Class "A" shares of $1 each and into 200 common shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14760-60)

Service & Promotion du Détail Inc.
Retail Service & Promotion Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 29th, day of March, 1961, to the company "Service & Promotion du Détail Inc. — Retail Service & Promotion Inc.", 1. extending its powers; 2. amending the provisions of its letters patent, in that which concerns the restrictions and conditions attached to the preferred shares;

actions privilégiées; 3° convertissant 20,000 de ses 30,000 actions ordinaires de $1 chacune en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune; 4° augmentant le nombre des directeurs de 3 à 4.

Daté du bureau du Procureur général, le 29e jour mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

58016-o P. FRENETTE.

(P.G. 14827-61)

Eli Shapiro Trading Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour de mars 1961, à la compagnie « Eli Shapiro Trading Corp. », augmentant son capital de $50,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées de $50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 6e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

58016 P. FRENETTE.

(P.G. 12044-61)

Smiley Universal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour de mai 1961, à la compagnie « Smiley Universal Inc. », modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11733-61)

Sun Shoe Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour de mai 1961, à la compagnie « Sun Shoe Supply Ltd. », 1° augmentant le nombre de ses directeurs de 3 à 4; 2° changeant la situation de son siège social des cité et district judiciaire de Saint-Hyacinthe à Fort-Chambly, dans le district judiciaire de Montréal; 3° réduisant son capital de $40,000 à $20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions de $10 chacune; 4° augmentant le capital ainsi réduit de $20,000 à $22,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

3. converting 20,000 of its 30,000 common shares of $1 each into 20,000 preferred shares of $1 each; 4. increasing the number of its directors from 3 to 4.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

58016 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14827-61)

Eli Shapiro Trading Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of March, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Eli Shapiro Trading Corp.", increasing its capital from $50,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 3,000 preferred shares of $50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

58016-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12044-61)

Smiley Universal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Smiley Universal Inc.", modifying its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11733-61)

Sun Shoe Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sun Shoe Supply Ltd.", 1. increasing the number of its directors from 3 to 4; 2. changing the location of its head office from the City and judicial district of Saint Hyacinthe to Fort Chambly, in the judicial district of Montreal; 3. reducing its capital from $40,000 to $20,000, the capital stock annulled being divided into 2,000 shares of $10 each; 4. increasing its capital thus reduced from $20,000 to $22,000, the additional capital stock being divided into 2,000 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016-o *Assistant Secretary of the Province.*

Action en séparation de biens

Morin de Valcourt *vs* Barker

Canada, province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, No 13,039. Dame Valiska Morin de Valcourt, épouse de James Albert Barker, domicilié à 385 avenue Laurier,

Action for separation as to property

Morin de Valcourt *vs* Barker

Canada, Province of Quebec, district of St. Hyacinthe, Superior Court, No. 13,039. Mrs Valiska Morin de Valcourt, wife of James Albert Barker, 385 Laurier avenue, Otterburn Park,

Otterburn Park, demanderesse, *vs* James Albert Barker, 385 avenue Laurier, Otterburn Park, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.

St-Hyacinthe, le 16 juin 1961.

Le Procureur de la demanderesse,
LOUIS LADOUCEUR.

58018-o

plaintiff, *vs* James Albert Barker, 385 Laurier, avenue, Otterburn Park, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant.

St. Hyacinthe, June 16, 1961.

LOUIS LADOUCEUR,
Attorney for the plaintiff.

58018-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1415

Québec, le 14 juin 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du département de la chasse.

CONCERNANT la division de la province en sept (7) sections pour fins de chasse.

ATTENDU QU'à la suite de certaines études biologiques, il y a lieu de modifier dans la Province les sections territoriales pour fins de chasse.

VU le paragraphe 5 de l'article 3, et l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE pour les fins de la chasse dans la province de Québec, celle-ci soit divisée en sept (7) sections, modifiant les dispositions contenues dans le paragraphe 5 de l'article 3 de la Loi de la chasse, chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941, savoir:

La section sud de Montréal (Zone A): comprenant cette partie de la province bornée au sud par la ligne de frontière internationale, partant à l'ouest du fleuve Saint-Laurent jusqu'à l'intersection de ladite ligne avec la route numéro 5; de là, dans une direction générale nord-est, par la route numéro 5, jusqu'à sont intersection avec la route numéro 9, près du Pont de Québec; de là, au nord-est, en suivant la route numéro 9, jusqu'à son intersection avec la rive droite du fleuve Saint-Laurent, au Pont de Québec; de là, dans une direction générale sud-ouest, en suivant ladite rive droite du fleuve Saint-Laurent jusqu'au point de départ, ainsi que les comtés de Vaudreuil-Soulanges;

La section sud du Québec (Zone B): comprenant cette partie de la province bornée au nord-ouest par la rive droite du fleuve Saint-Laurent, partant du Pont de Québec, jusqu'à la ligne de division des comtés de L'Islet et Kamouraska; de là, au nord-est, par la ligne de division desdits comtés; de là, au sud-est, par la ligne de division desdits comtés; de là, au sud-est et sud, par la ligne de la frontière internationale jusqu'à son intersection avec la route numéro 5; à l'ouest, par la route numéro 5 jusqu'à son intersection avec la route numéro 9, près du Pont de Québec, et par la route numéro 9, jusqu'au point de départ;

La section de Gaspé (Zone C): comprenant les comtés de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Matapédia, Matane, Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et les Iles de la Madeleine;

La section ouest (Zone D): comprenant toute cette partie de la province à l'intérieur de la ligne décrite comme suit: Partant de l'intersection

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1415

Quebec, June 14, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative acts of the Department of Game.

CONCERNING the division of the Province in seven (7) sections for hunting purposes.

WHEREAS following certain biological studies, it has deemed necessary to amend in the Province the territorial sections for hunting purposes.

IN VIEW of paragraph 5 of section 3, and section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Game and Fisheries:

THAT for purposes of hunting in the Province of Quebec, the latter be divided into seven (7) sections, amending the provisions contained in paragraph 5 of section 3 of the Game Laws, chapter 153 of the Revised Statutes, 1941, to wit:

The south section of Montreal (Zone A): comprising that part of the Province bounded on the south by the international frontier line, starting on the west of the St. Lawrence River to the intersection of the said line with road number 5; thence, in a general northeasterly direction, by road number 5, to its intersection with road number 9, near the Quebec Bridge; thence, on the northeast, by following road number 9 to its intersection with the right bank of the St. Lawrence River to the Quebec Bridge; thence, in a general southwesterly direction, by following the said right bank of the St. Lawrence River to the starting point, as well as the counties of Vaudreuil-Soulanges;

The south section of Quebec (Zone B): comprising that part of the Province bounded on the northwest by the right bank of the St. Lawrence River, starting from the Quebec Bridge, to the dividing line of the counties of L'Islet and Kamouraska; thence, on the north, by the dividing line of the said counties: thence, on the southeast and south, by the international frontier line to its intersection with road number 5; on the west, by road number 5 to its intersection with road number 9, near the Quebec Bridge, and by road number 9 to the starting point;

The Gaspé section (Zone C): comprising the counties of Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Matapédia, Matane, Bonaventure, Gaspé-North, Gaspé-South and the Magdelen Islands;

The west section (Zone D): comprising all that part of the province on the interior of the described line as follows: starting from the inter-

de la ligne frontière Québec-Ontario avec la ligne du chemin de fer Transcontinental du Canadien National, près de La Reine; de là, sud-est, suivant ladite du Transcontinental du Canadien National jusqu'à son intersection avec la rive droite de la rivière Bostonais; de là, nord-est, par la rive droite de la rivière Bostonais jusqu'au chemin de fer Canadien National, près de Van Bruyssel; de là, vers le nord, en suivant ledit chemin de fer jusqu'à la ligne limite nord du comté de Québec; de là, vers l'est, par cette dernière, jusqu'à la ligne entre les comtés de Québec et de Montmorency; de là, vers le sud, en suivant ladite ligne entre les comtés de Québec et de Montmorency jusqu'au fleuve Saint-Laurent; de là, vers le sud-ouest et le nord-ouest, en suivant le fleuve Saint-Laurent et la rivière Ottawa jusqu'à la ligne frontière Québec-Ontario, au nord du Lac Témiscamingue; de là, nord, suivant ladite ligne frontière Québec-Ontario jusqu'au point de départ;

La section de l'Ile d'Anticosti (Zone E): comprenant l'île en question;

La section nord-est de la province (Zone F): comprenant toute cette partie du comté de Duplessis, située à l'est du méridien 65°;

La section nord-ouest de la province (Zone G): comprenant toute cette partie de la province non comprise dans les sections ci-dessus décrites.

Dans chaque section, les îles, flots et battures sont sujets aux lois et règlements régissant les comtés ou territoires auxquels il appartiennent.

QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 847, en date du 3 août 1955, concernant le changement du comté de Kamouraska de la section sud-est de Québec à la section des Laurentides et de Gaspé, et la partie de l'arrêté en conseil numéro 772, en date du 24 juillet 1958, concernant la division de la province en cinq sections, soient abrogées.

Concernant l'orignal

ATTENDU QUE l'estimé de la population de l'orignal dans la province justifie une saison de chasse à ce mammifère dans certaines sections;

ATTENDU QU'il y a lieu de protéger cet animal dans certaines autres régions de la province.

VU l'article 4 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de la chasse et des pêcheries:

1. QU'il soit défendu de chasser l'orignal dans les Parcs provinciaux, dans les Réserves de la Petite Cascapédia, de Port Daniel, de la Rivière Saint-Jean, de la Rivière Matane, de Chibougamau, de Mistassini, d'Aiguebelle et de Chicoutimi; dans tous les Sanctuaires fédéraux; dans les sections suivantes: sud de Montréal (Zone A), sud du Québec (Zone B), l'île d'Anticosti (Zone E), nord-est du Québec (Zone F), ainsi que dans les comtés d'Argenteuil et de Papineau;

2. QUE la chasse à l'orignal soit permise pour dix (10) jours commençant le premier (1er) samedi d'octobre, dans les sections suivantes: Gaspé (Zone C), ouest (Zone D) et nord-ouest (Zone G).

QUE l'arrêté en conseil numéro 234, en date du 18 février 1960, concernant l'orignal, soit abrogé.

Concernant le chevreuil

ATTENDU QUE les conditions biologiques du chevreuil sont dans un état perpétuel de changement et qu'il importe d'en tenir compte pour les saisons de chasse.

section of the Quebec-Ontario Frontier line with the railroad of the Transcontinental of the Canadian National, near La Reine; thence, southeasterly, following the said line of the Transcontinental of the Canadian National to its intersection with the right bank of the Bostonais River; thence, northeasterly, by the right bank of the Bostonais River to the Canadian National Railroad, near Van Bruyssel; thence, on the north, by following the said railroad to the northerly dividing line of the county of Quebec, thence, on the east, by the latter, to the line between the counties of Quebec and Montmorency; thence, on the south, by following the said line between the counties of Quebec and Montmorency to the St. Lawrence River; thence, on the southwest and the northwest, by following the St. Lawrence River and the Ottawa River to the Quebec-Ontario Frontier line, on the north of Lake Témiscamingue; thence, north, following the said Quebec-Ontario frontier line to the starting point;

The section of the Island of Anticosti (Zone E): comprising the island in question;

The northeast section of the province (Zone F): comprising all that part of the county of Duplessis, situated on the east of meridian 65°;

The northwest section of the province (Zone G): comprising all that part of the province not included in the sections above described.

In each section, the islands, waves and reefs are subject to the laws and regulations governing the counties or territories to which they belong.

THAT that part of the Order in Council number 847, dated August 3, 1955, concerning the change of the county of Kamouraska in the southeast section of Quebec to the section of the Laurentides and of Gaspé, and that part of the Order in Council number 772, dated July 24, 1958, concerning the division of the province into five sections, be rescinded.

Concerning moose

WHEREAS the estimated population of the moose in the province justifies a hunting season for this mammal in certain sections;

WHEREAS it is deemed expedient to protect this animal in certain other regions of the province.

IN VIEW of section 4 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Game and Fisheries:

1. THAT it be forbidden to hunt moose in the Provincial Parks, in the Reserves of Petite Cascapédia, Port Daniel, Saint-Jean River, Matane River, Chibougamau, Mistassini, d'Aiguebelle and Chicoutimi; in all the federal sanctuaries; in the following sections: south of Montreal (Zone A), south of Quebec (Zone B), the Island of Anticosti (Zone E), northeast of Quebec (Zone F), as well as in the counties of Argenteuil and Papineau;

2. THAT the hunting of moose be allowed for ten (10) days starting on the first (1st) Saturday of October, in the following sections: Gaspé (Zone C), west (Zone D) and northwest (Zone G).

THAT the Order in Council number 234, dated February 18, 1960, concerning moose, be rescinded.

Concerning deer

WHEREAS the biological conditions of the deer are in a perpetual state of change and this must be taken into consideration during the hunting season.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de la chasse et des pêcheries:

1. QU'il soit défendu de chasser le chevreuil dans les Parcs provinciaux; dans les Réserves de la Petite Cascapédia, de Port Daniel, de la Rivière Saint-Jean, de la Rivière Matane, d'Aiguebelle et de Chicoutimi; dans tous lesSanctuaires fédéraux; dans les sections nord-ouest du Québec (Zone G) et nord-est du Québec (Zone F);

2. *a*) QUE la chasse au chevreuil soit permise dans les sections suivantes: sud de Montréal (Zone A), sud du Québec (Zone B) et sud de Gaspé (Zone C), pour une période de trente-sept (37) jours, à compter du deuxième samedi d'octobre.

La femelle et les petits sont protégés à l'année dans la section sud de Montréal (Zone A), et la chasse à la carabine est prohibée dans le comté de Vaudreuil-Soulanges;

De plus, dans les territoires des Réserves Horton et Joffre, la chasse est permise pour une saison additionnelle au tir à l'arc seulement, durant les quatorze (14) jours précédant le deuxième (2ème) samedi d'octobre;

b) Dans la section ouest du Québec (Zone D), pour une période de trente (30) jours, à compter du deuxième (2ème) samedi d'octobre, exception faite toutefois du Club seigneurial où la saison s'étendra du deuxième (2ème) samedi d'octobre au quatrième (4ème) dimanche de novembre inclusivement.

De plus, dans le comté de Maskinongé et dans le territoire compris entre les routes 57, 31 et 8, situé dans les comtés de Papineau, Argenteuil et Terrebonne, une saison additionnelle de chasse au chevreuil au tir à l'arc seulement, est permise pour les quatorze (14) jours précédant le deuxième (2ème) samedi d'octobre;

c) Dans la section de l'île d'Anticosti (Zone E), du quinzième (15ème) jour d'août d'une année au premier (1er) jour de février de l'année suivante.

QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 1242, en date du 10 août 1960, concernant le chevreuil, soit abrogée.

Concernant la chasse au caribou

ATTENDU QUE l'article 4 du chapitre 153 des Statuts refondus, 1941, defend de chasser le caribou dans toute la province, en tout temps de l'année excepté dans les districts électoraux de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et Bonaventure;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil numéro 697, en date du 22 juin 1955, prohibait la chasse du caribou pour une période de cinq (5) ans dans ces trois districts électoraux;

ATTENDU QU'il est à propos de continuer cette interdiction durant une période indéfinie pour les trois districts électoraux précités;

ATTENDU QUE dans certains endroits éloignés il y aurait lieu de prévoir des exceptions.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de la chasse et des pêcheries:

QU'il soit défendu de chasser le caribou, en tout temps de l'année, dans toute l'étendue de la province de Québec;

QU'il soit toutefois loisible au Ministre de la chasse et des pêcheries d'accorder certains quotas dans les Zones F et G seulement, pourvu que les conditions de la population de caribou le justifient et ceci, en faveur de certains résidants, indiens ou blancs, de régions où les approvisionnements de viande causent de sérieux problèmes.

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Game and Fisheries:

1. THAT it be forbidden to hunt deer in the Provincial Parks; in the Reserves of la Petite Cascapédia, Port Daniel, Saint-Jean River, Matane River, d'Aiguebelle and Chicoutimi; in all the federal sanctuaries; in the northwest sections of Quebec (Zone G) and northeast of Quebec (Zone F);

2. *a*) THAT the hunting of deer be allowed in the following sections: south of Montreal (Zone A), south of Quebec (Zone B) and south of Gaspé (Zone C), for a period of thirty-seven (37) days, from and after the second Saturday in October.

The female and offspring are protected the year-round in the south section of Montreal (Zone A), and rifle hunting is forbidden in the county of Vaudreuil-Soulanges;

Moreover, in the Horton and Joffre territories, hunting is allowed for an additional season of bow-and-arrow shooting only, during the fourteen (14) days preceding the second (2nd) Saturday of October;

b) In the west section of Quebec (Zone D), for a period of thirty (30) days, from and after the second (2nd) Saturday of October, with the exception, however, of the Seigniorial Club where the season shall extend into the second (2nd) Saturday of October to the fourth (4th) Sunday of November inclusively.

Moreover, in the county of Maskinongé and in the territory included between routes 57, 31 and 8, situated in the counties of Papineau, Argenteuil and Terrebonne, an additional season of dear hunting by bow and arrow only, is allowed for the fourteen (14) preceding the second (2nd) Saturday of October;

In the section of Anticosti Island (Zone E), from the fifteenth (15th) day of August of one year to the first (1st) day of February of the following year.

THAT that part of the Order in Council number 1242, dated August 10, 1960, concerning deer, be rescinded.

Concerning the hunting of caribou

WHEREAS section 4 of chapter 153 of the Revised Statutes, 1941, forbids the hunting of caribou in all of the province, at any time of the year except in the electoral districts of Gaspé-North, Gaspé-South and Bonaventure;

WHEREAS Order in Council number 697, dated June 22, 1955, prohibited the hunting of caribou for a period of five (5) years in these three electoral districts;

WHEREAS it is proposed to continue this interdiction during an indefinite period for the three electoral districts above cited;

WHEREAS in certain distant places, it would be deemed expedient to provide exceptions.

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the propositon of the Minister of Game and Fisheries:

THAT it be forbidden to hunt caribou, at any time of the year, in the whole extent of the Province of Quebec;

THAT it be permissable to the Minister of Game and Fisheries to grant certain quotas in the Zones F and G only, providing that the conditions of the population of caribou justify such action and this in favor of certain residents, Indians or whites, in regions where meat provisions cause serious problems.

Concernant la Réserve de chasse et de pêche Assinica

ATTENDU QUE le territoire de la région du Lac Assinica est bien pourvu en poisson et en gibier;

ATTENDU QU'avec les moyens modernes de transport un assez grand nombre de personnes fréquentent cette région;

ATTENDU QU'il s'y commet de nombreux abus par des chasseurs et des pêcheurs, surtout de l'extérieur, qui pénètrent dans cette région sans que les autorités responsables n'en soient averties;

ATTENDU QUE pour contrôler la situation il y aurait lieu de créer une réserve de chasse et de pêche à l'intérieur de laquelle certains règlements seraient en vigueur.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE tout le territoire compris entre le méridien 76° et la limite-ouest de la Réserve de Mistassini d'une part, et les parallèles de latitude 50°15′ et 51° d'autre part, soit connu sous le nom de Réserve de chasse et de pêche d'Assinica, sujette aux règlements suivants:

1. Aucun permis ne sera délivré pour la pêche commerciale dans les rivières et les lacs de cette Réserve, exception faite pour les Indiens qui pourront pêcher l'esturgeon et le poisson-blanc dans les rivières désignées par le ministère;

2. Aucun non-domicilié ne pourra pêcher ou chasser dans la Réserve autrement que par l'intermédiaire d'un « Outfitter » licencié et être accompagné d'un guide; il devra y avoir au moins un guide par deux personnes;

3. Sauf les Indiens, les employés du gouvernement provincial ou du Ministère des affaires indiennes, les missionnaires ou les membres de la Gendarmerie Royale, personne n'aura le droit de construire des bâtiments dans la Réserve sans, au préalable, obtenir un permis spécial du ministère;

4. Tout avion, transportant des pêcheurs ou des chasseurs, devra se rapporter à un garde-chasse ou à une autre personne désignée par le Ministre;

5. À part le permis provincial ordinaire de pêche ou de chasse, tout pêcheur ou chasseur devra se procurer un permis spécial suivant les normes établies par le Ministre;

6. Tout « Outffitter », détenant un permis de la province, pourra conduire des pêcheurs ou des chasseurs dans un endroit de pêche qui lui aura été désigné par le Ministère.

L. DÉSILETS,
58059-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Concerning the Game and Fish Reserve Assinica

WHEREAS the territory of the region of Lake Assinica is well provided with fish and game;

WHEREAS with the moderns means of transportation a sufficient number of people frequent this region;

WHEREAS if numerous offences are committed by huntsmen and fishermen, especially from exterior sources, who penetrate this region without the knowledge of the responsible authorities;

WHEREAS to control the situation, a game and fisheries reserve should be created within which certain regulations would be in force:

IN VIEW of section 65, of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Game and Fisheries:

THAT all the territory included between the 76° meridian and the western limit of the Mistassini Reserve on the one part, and the parallels of latitude 50°15′ and 51° on the other part, be known under the name of Assinica Game and Fish Reserve subject to the following by-laws:

1. No permit shall be delivered for commercial fishing in the rivers and lakes of this Reserve, with the exception of for the Indians who may fish for sturgeon and whitefish in the rivers designated by the Department;

2. No non-resident may fish or hunt in the Reserve otherwise than by the intermediary of a licenced "Outfitter" and be accompanied by a guide; there should be at least one guide for every two persons;

3. With the exception of the Indians, employees of the Provincial Government or of the Department of Indian Affairs, missionaries or members of the Royal Mounted Police, no one shall have the right to construct buildings in the Reserve without having, previously, obtained a special permit from the Department;

4. Any place, transporting fishermen or hunters, shall report to a game warden designated by the Minister;

5. Apart from the ordinary provincial fish or game licence, any fisherman or hunter should be provided with a special permit according to the standard established by the Minister;

6. Any "Outfitter", withholding a permit of the Province, may guide fisherman or hunters in a place for fishing which shall have been designated by the Minister.

L. DÉSILETS,
58059 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1436

Québec, le 21 juin 1961.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement du Domaine Globensky, à Saint-Eustache, en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des affaires culturelles:

QU'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques (S.R.Q., 1941, chapitre 70, remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 24, modifié par la

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1436

Quebec, June 21, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of the Globensky Domain, at Saint-Eustache, under the Historic Monuments and Sites Act.

IT IS ORDERED, upon the proposition of the Minister of Cultural Affairs:

THAT under section 6 of the Historic Monuments and Sites Act (R.S.Q., 1941, chapter 70, replaced by section 1 of this act 15-16 George VI, chapter 24, amended by the act 4-5 Elizabeth II,

loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51 et par la loi du ministère des affaires culturelles, sanctionnée le 24 mars 1961 (bill no 18) le classement comme monument historique du Domaine Globensky, à Saint-Eustache, comprenant le manoir Globensky, le parc, le mur de pierre érigé sur ce domaine, connu et désigné comme étant le lot numéro 162 des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Eustache, fait par la Commission des monuments historiques par résolution du 27 mars 1961, du consentement du propriétaire, soit approuvé;

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et que le classement du Domaine Globensky, à Saint-Eustache, ait force de loi à compter de cette publication.

L. DÉSILETS,
58016-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1438

Section « A »

Québec, 21 juin, 1961.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux barbiers-coiffeurs dans la région de Hull.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers-coiffeurs de la région de Hull, rendue obligatoire par le décret numéro 387 du 24 avril 1958 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 mai 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 387, soit modifié comme suit:

L'article 105 est remplacé par le suivant:

"105. Les jours de fêtes chômés sont les suivants:

Le Premier Jour de l'An, le 2 janvier, le 1er juillet (Confédération), la Fête du Travail, Noël et le 26 décembre. »

L. DÉSILETS,
58060-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1438

Section « B »

Québec, 21 juin 1961.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction au décret relatif à l'industrie de la Robe dans la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

chapter 51 and by the act of the Minister of Cultural Affairs, sanctioned on March 24, 1961 (bill No 18) the classification as historic monument the Globensky Domain, at Saint-Eustache, including the Globensky Manor, the park, the stone wall erected on this domain, known and designated as being lot number 162 on the official plan and in the book of reference for the village of Saint-Eustache, made by the Commission of the Historic Monuments and Sites by resolution of March 27, 1961, with the consent of the owner, be approved;

THAT the present Order in Council be published in the *Quebec Official Gazette* and that the classification of the Globensky Domain, at Saint-Eustache, have the strength of the law from and after this publication.

L. DÉSILETS,
58016 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1438

Section "A"

Quebec, June 21, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to barbers and hairdressers in the region of Hull.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to barbers and hairdressers in the region of Hull, rendered obligatory by the decree number 387 of April 24, 1958 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 13, 1961;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 387, be amended as follows:

Article 105 is replaced by the following:

"105. The following shall be days kept as holidays:

New Year's Day, January 2, July 1 (Confederation Day), Labour Day, Christmas Day and December 26."

L. DÉSILETS,
58060-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1438

Section "B"

Quebec, June 21, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to the decree relating to the dress industry in the province.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

QUE la section « A » de l'arrêté en conseil numéro 1399 du 14 juin 1961, ayant modifié le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la Robe dans la province, soit corrigée en remplaçant, à l'article X, le salaire de $1.52, mentionné pour l'apprenti-coupeur — 6ème trimestre — Zone II, par $1.152.

L. DÉSILETS,
58060-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

THAT section "A" of Order in Council number 1399 of June 14, 1961, which amended the decree number 3519 of September 24, 1940 and amendments, relating to the dress industry in the province, be corrected by replacing, in article X, the wage of $1.52, mentioned for apprentice-cutter — 6th third months — Zone II, by $1.152.

L. DÉSILETS,
58060-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1438

Section « C »

Québec, le 21 juin 1961.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT le décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE l'énumération des parties contractantes apparaissant au décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle, soit modifiée pour se lire comme suit:

« D'UNE PART:

L'Association des Employeurs en Construction des comtés de Terrebonne et Labelle;
La Chambre de Construction des Laurentides;
La Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec (Section des Laurentides);
La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec, Section Joliette-St-Jérôme;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat National de la Construction Inc. de St-Jérôme;
Le Syndicat National Catholique de Ste-Agathe des Monts;
Le Syndicat National de la Construction de Ste-Thérèse de Blainville;
Le Syndicat National de la Construction de St-Jovite;
Le Conseil Provincial de Québec de la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique. »

L. DÉSILETS,
58060-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1438

Section "C"

Quebec, June 21, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the decree relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the enumeration of the contracting parties in decree number 657 of May 13, 1948 and amendments, relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle, be amended to be read as follows:

"ON THE ONE PART:

L'Association des Employeurs en Construction des comtés de Terrebonne et Labelle;
La Chambre de construction des Laurentides;
La Corporation des Maître-Électriciens de la Province de Québec (Section des Laurentides);
La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec, Section Joliette-St-Jérôme;

And, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat National de la Construction Inc. de St-Jérôme;
Le Syndicat National Catholique de Ste-Agathe des Monts;
Le Syndicat National de la Construction de Ste-Thérèse de Blainville;
Le Syndicat National de la Construction de St-Jovite;
Le Conseil Provincial de Québec de la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique."

L. DÉSILETS,
58060-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1451

Québec, le 21 juin 1961.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la révocation des droits de mine dans les districts électoraux de Mégantic et de Wolfe.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 50 de la Loi des mines de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 196), toute concession de terrain concernant des minerais, faite avant le 24 juillet 1880, et dont l'exploitation est demeurée inactive durant les 21 années qui ont suivi le 1er mars 1934, peut être révoquée quant aux droits de mine par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du Ministre des richesses naturelles.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1451

Quebec, June 21, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the revocation of mining rights in the electoral districts of Mégantic and of Wolfe.

WHEREAS under article 50 of the Quebec Mining Act (R.S.Q., 1941, chapter 196), any concession of land containing ore made before July 24, 1880, the working of which has remained idle during the 21 years following March 1, 1934, may be revoked as to the mining rights by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources.

District électoral de Mégantic:
Canton Leeds,

Rang II	½ S.O.	lot 1(1A)	cad.

District électoral de Wolfe:
Canton Ham-Sud,

Rang III	lot 19	(19A-19B)	cad.
	lot 20	(20A-20B)	cad.
	lot 21	(21A-21B)	cad.
	lot 22	(22A-22B)	cad.
	lot 23	(23A-23B)	cad.
	lot 24	(24A-24B)	cad.
	lot 25	(25A-25B)	cad.
	lot 26	(26A-26B)	cad.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 50, l'exploitation de ces terrains, au sens de la Loi des mines, est demeurée inactive durant les 21 années qui ont suivi le 1er mars 1934, comme l'attestent les déclarations solennelles signées par des résidents de l'endroit et qui ont été versées aux archives du ministère des richesses naturelles;

ATTENDU QUE des avis de révocation des droits de mine couverts par lesdits lots ont été publiés dans les numéros des 15 et 22 octobre 1960 de la *Gazette officielle de Québec* et durant les mêmes périodes, 2 fois dans un journal français et dans un journal anglais publiés dans chacune des cités de Montréal, de Québec, de Sherbrooke et en français et en anglais dans un journal de Thetford, St-François, districts judiciaires où se trouvent lesdits lots;

ATTENDU QU'aucune opposition n'a été faite à la suite de la publication des avis d'intention de révocation;

ATTENDU QU'un délai de plus de 90 jours s'est écoulé depuis la dernière publication de tels avis dans la *Gazette officielle de Québec;*

ATTENDU QUE toutes les formalités prévues par la loi pour telle révocation ont été suivies;

ATTENDU QUE, dans l'intérêt de l'industrie minière et de la prospérité de la province de Québec, il y a lieu de révoquer les droits de mine autres que l'or et l'argent sur les terrains ci-haut mentionnés.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre des richesses naturelles:

QUE la concession desdits lots soit révoquée quant aux droits de mine autres que l'or et l'argent, ceux-ci étant toujours demeurés partie du domaine public de la Couronne;

QU'un avis de révocation soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et que cette révocation prenne effet à compter de la date de sa publication;

QUE cette révocation soit inscrite aux registres et terrier de la Couronne et qu'un avis en soit donné aux régistrateurs des bureaux d'enregistrement des districts pour les immeubles concernés.

L. DÉSILETS,
58053-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Electoral district of Mégantic:
Township of Leeds,

Range II	½ S.W.	lot 1 (1A)	cad.

Electoral district of Wolfe:
Township of Ham-South,

Range III	lot 19	(19A-19B)	cad.
	lot 20	(20A-20B)	cad.
	lot 21	(21A-21B)	cad.
	lot 22	(22A-22B)	cad.
	lot 23	(23A-23B)	cad.
	lot 24	(24A-24B)	cad.
	lot 25	(25A-25B)	cad.
	lot 26	(26A-26B)	cad.

WHEREAS, pursuant to the provisions of article 50, the exploitation of these lands, in the sense of the mining act, has remained idle during the 21 years following March 1, 1934, as have attested the solemn declarations signed by the residents of the place, and which have been placed in the archives of the Department of Natural Resources;

WHEREAS notices of the revocation of mining rights covered by said lots have been published in the *Quebec Official Gazette* on October 15 and 22, 1960, and during the same periods, twice in a French and in an English newspaper published in each of the cities of Montreal, of Quebec, of Sherbrooke, and in French and in English in a newspaper in Thetford, Saint Francis, in the judicial districts in which said lots are located;

WHEREAS no opposition was offered following the publication of the notices of intention of revocation;

WHEREAS a period of more than 90 days has expired since the last publication of such notices in the *Quebec Official Gazette;*

WHEREAS all formalities prescribed by the law for such a revocation have been followed;

WHEREAS it is deemed necessary, in the interests of the mining industry and of the prosperity of the Province of Quebec, to revoke the mining rights, other than for gold and silver, on the terrains hereinabove mentioned.

IT HAS BEEN ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Natural Resources:

THAT the concession of said lots be revoked as to mining rights, other than for gold and silver, the latter having always remained part of the public domain of the Crown;

THAT a notice of revocation be published in the *Quebec Official Gazette*, and that the revocation take effect from and after the date of its publication;

THAT said revocation be inscribed in the register of Crown lands, and that a notice of it be given to the registrars of the registry offices of the districts for the immoveables concerned.

L. DÉSILETS,
58053 *Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Ville d'Asbestos

À une assemblée spéciale du conseil municipal de la ville d'Asbestos, tenue ce jour 26 novembre 1960, à l'Hôtel de Ville, à 2 heures de l'après-midi;

Cette assemblée fut convoquée par M. Gaston H. Théroux, maire, par avis à chaque membre du conseil et les sujets mentionnés sur l'avis.

Miscellaneous Notices

Town of Asbestos

At a special meeting of the municipal council of the town of Asbestos held on this day, November 26, 1960, at the Town Hall, at 2:00 o'clock in the afternoon;

This meeting was convened by Mr. Gaston H. Théroux, mayor, by written notice to each member of the council and the subjects mentioned on the notice.

Étaient présents M. Gaston H. Théroux, maire, et MM. les échevins Ovila Turgeon, Léopold Fréchette, Robert Marcoux, Irenée Godbout et Léo Dussault formant quorum sous la présidence de Son Honneur le Maire, et il est procédé comme suit:

Avis de motion ayant été régulièrement donné à une séance antérieure, il est proposé par l'échevin Léopold Fréchette, secondé par l'échevin Irenée Godbout et résolu à l'unanimité des membres présents, cinq échevins sur six assistant à cette séance, que le règlement suivant soit adopté:

Règlement No 412

Il est décrété et statué comme suit par le présent règlement:

1° À compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, les élections du maire et des échevins qui avaient lieu le premier lundi juridique du mois de février, auront lieu le premier lundi juridique du mois de novembre.

2° La tenue de la première élection, après l'entrée en vigueur de ce règlement, sera avancée de trois mois.

3° Le terme du maire et des échevins en fonction au moment de l'entrée en vigueur de ce règlement, sera raccourci de trois mois, pour se terminer, quant au maire, à l'assermentation du nouveau maire et quant aux échevins à la première séance générale ou spéciale après l'élection des nouveaux échevins.

4° Le présent règlement est sujet à l'approbation du Ministre des affaires municipales et n'entrera en vigueur que six mois après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Adopté.

Le Maire,
(*Signé*) GASTON H. THÉROUX.
Le Secrétaire-trésorier,
(*Signé*) J. H. L. OLIVIER.

Copie certifiée d'un extrait du livre des procès-verbaux pour la Corporation de la ville d'Asbestos.

Donné à Asbestos, P.Q., ce 21e jour de juin 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
58019-o J. H. L. OLIVIER.

Aluminum Industries, Ltd.

Sommaire du règlement spécial « Z »

Règlement spécial « Z » décrété par les directeurs de « Aluminum Industries, Ltd. », le 7ième jour de juin, 1961 et ratifié subséquemment à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie tenue le 7ième jour de juin, 1961, pourvoit à la distribution de tout l'actif et biens de la compagnie au pro rata entre ces actionnaires et, cette distribution étant faite, à la dissolution de la compagnie et l'abandon de sa charte.

Montréal, P.Q., le 8 juin 1961.

Le Secrétaire,
58020-o G. C. BROADBENT.

Association des Principaux Laïcs du Diocèse d'Ottawa (Partie Québecoise)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Principaux Laïcs du Diocèse d'Ottawa (Partie Québecoise) », a été autorisé par le Secrétaire de la province, le 12 juin 1961.

Were present Messrs. Gaston H. Théroux, mayor, and Messrs. the aldermen Ovila Turgeon, Léopold Fréchette, Robert Marcoux, Irenée Godbout and Léo Dussault, forming guorum under the presidency of His Honour the Mayor, and procedure was as follows:

Notice of motion having been duly given at a previous meeting, it is proposed by alderman Léopold Fréchette, seconded by alderman Irenée Godbout and resolved unanimously by the members present, five aldermen on six were present at this meeting, that the following by-law be adopted:

By-law No. 412

It is enacted and ordained as follows by the present by-law:

1. From and after the entry into force of the present by-law, the elections of the mayor and the aldermen which took place on the first juridical Monday of the month of February, will take place on the first juridical Monday of the month of November.

2. The holding of the first election, after the entry into force of this by-law, shall be set ahead by three months.

3. The term of office of the mayor and aldermen at the time of the entry into force of this by-law, shall be shortened by three months, to terminate, insofar as the mayor is concerned, by the swearing-in of the new mayor, and insofar as the aldermen are concerned, at the first general or special meeting after the election of the new aldermen.

4. The present by-law is subject to the approbation of the Minister of Municipal Affairs and shall not enter into force only six months after its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Adopted.

(*Signed*) GASTON H. THÉROUX,
Mayor.
(*Signed*) J. H. L. OLIVIER,
Secretary-Treasurer.

Certified copy of an extract from the book of Minutes for the Corporation of the town of Asbestos.

Given at Asbestos, P.Q., this 21st day of June, 1961.

(Seal) J. H. L. OLIVIER,
58019 *Secretary-Treasurer.*

Aluminum Industries, Ltd.

Summary of special by-law "Z"

Special by-law "Z" enacted by the directors of "Aluminum Industries, Ltd.", on the 7th day of June, 1961, and subsequently ratified at a special general meeting of the shareholders of said company held on the 7th day of June, 1961, provides for the distribution of all assets and property of the company rateably among its shareholders and, upon such distribution being made, the dissolution of the company and the surrender of its charter.

Montreal, P.Q., June 8, 1961.

G. C. BROADBENT,
58020-o *Secretary.*

Association des Principaux Laïcs du Diocèse d'Ottawa (Partie Québecoise)

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate under the name of "Association des Principaux Laïcs du Diocèse d'Ottawa (Partie Québecoise)", has been authorized by the Provincial Secretary on June 12, 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Hull.

Québec, le 15 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58030-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11245-55)

La Cie de Construction Iberville Inc.
Iberville Construction Inc.

Règlement No 103

concernant la modification du nombre des directeurs.

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la compagnie de réduire le nombre des directeurs de la compagnie de cinq (5) qu'il était auparavant à celui de trois (3) et de modifier le règlement numéro 37 de la compagnie, en conséquence, considérant les récents transferts d'actions et la réorganisation de la compagnie.

Il est résolut à l'unanimité, sur proposition de M. Louis-Philippe Picard, secondé par M. Christian Picard:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie « Iberville Construction Inc.— La Compagnie de Construction Iberville Inc. », soit et est par les présentes changé de cinq (5) qu'il était auparavant à celui de trois (3) et que le règlement numéro 37 de la compagnie soit et est modifié en conséquence;

2° Que le secrétaire soit et est par les présentes autorisé à attester la présente;

3° Que Me Jean-Paul St-Louis soit et est autorisé à faire les démarches pour valider la présente modification du nombre des directeurs.

Copie certifiée du règlement numéro 103 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 21 mars 1961 et approuvée à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 20 mars 1961 par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,

58031-o LOUIS-P. PICARD.

La Société Coopérative de St-Bruno

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Société Coopérative de St-Bruno », en date du 5 juin 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est située à Saint-Bruno, comté de Chambly.

Québec, le 14 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58032-o RAYMOND DOUVILLE.

Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 14 juin 1961 un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de Massabielle en celui de « Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham ».

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec.*

The head office of the said professional syndicate is situated at Hull.

Quebec, June 15, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58030 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11245-55)

Iberville Construction Inc.
La Cie de Construction Iberville Inc.

By-law No. 103

concerning the modification in the number of its directors.

Whereas it is in the interest of the company to reduce the number of directors of the company from five (5) that it was heretofore to that of three (3) and therefore to modify by-law number 37 of the company, considering the recent transfer of shares and the reorganization of the company.

It is unanimously resolved, upon the proposition of Mr. Louis-Philippe Picard, seconded by Mr. Christian Picard:

1. That the number of the directors of the company "Iberville Construction Inc.— La Compagnie de Construction Iberville Inc.", be and it is by these presents changed from five (5) that it was heretofore to that of three (3) and that the by-law number 37 of the company therefore be and is modified;

2. That the secretary be and is by these presents authorized to certify these presents;

3. That Me Jean-Paul St-Louis be and is authorized to take steps to validate the present modification in the number of the directors.

Certified true copy of by-law number 103 duly adopted at a meeting of directors held on March 21, 1961 and approved at a special general meeging of the company, held on March 20, 1961 by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

LOUIS-P. PICARD,

58031 *Secretary.*

La Société Coopérative de St-Bruno

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of the foundation of the cooperative syndicate "La Société Coopérative de St-Bruno", dated June 5, 1961, and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of the said cooperative syndicate is located at Saint-Bruno, county of Chambly.

Quebec, June 14, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58032 *Assistant Secretary of the Province.*

Municipality of Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted on June 14, 1961, an order in coencil to the effect that the name of the municipality of Massabielle will be changed into that of "Municipality of Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham".

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name enters into force from and after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette.*

N.D. de Ham le 21e jour de juin 1961.

Le Maire,
GERMAIN TOUPIN.
Le Secrétaire-trésorier,
58034-o MAURICE LEBLANC.

(P.G. 8122-46)

Henry Morgan Properties, Limited

Règlement « B »

Le règlement XX de la compagnie est, par les présentes, révoqué et le nombre des directeurs est, par les présentes changé de huit à six.

Le troisième paragraphe du règlement V est, par les présentes, amendé en diminuant le quorum pour assemblées des directeurs de trois à deux.

Vraie copie certifiée du règlement « B » de « Henry Morgan Properties, Limited », décrété par les directeurs, le 24 février 1961, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires, le 19 mai 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
58036 C. F. TOPP.

(P.G. 12314-61)

The Montreal Commonwealth Club

Avis est, par les présentes, donné que conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 21 juin 1961, approuvé les règlements généraux de « The Montreal Commonwealth Club ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58038 RAYMOND DOUVILLE.

La Fraternité des Policiers de Granby

Loi des syndicats professionnels

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « La Fraternité des Policiers de Granby », a été autorisé par le Secrétaire de la province le 12 juin 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Granby, comté de Shefford.

Québec, le 14 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58041-o RAYMOND DOUVILLE.

Le Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Eugène Co. Roberval

Loi des syndicats professionnels

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Eugène Co. Roberval », a été autorisé par le Secrétaire de la province le 14 juin 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Saint-Eugène, comté de Roberval.

Québec, le 15 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58042-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13270-59)

Nalo Development Co. Ltd.

Règlement numéro 1A

Re: Diminution des directeurs

Qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie que le nombre des directeurs soit diminué de quatre (4) à trois (3), dont deux (2) constitueront un quorum.

N.D. de Ham, the 21st day of June, 1961.

GERMAIN TOUPIN,
Mayor.
MARCEL LEBLANC,
58034 *Secretary-Treasurer.*

(A.G. 8122-46)

Henry Morgan Properties, Limited

By-law "B"

By-law XX of the Company is hereby repealed and the number of directors is hereby changed from eight to six.

The third paragraph of By-Law V is hereby amended by reducing the quorum for meetings of directors from three to two.

Certified a true copy of By-Law "B" of "Henry Morgan Properties, Limited", enacted by the Directors 24th February, 1961, and unanimously approved at a special general meeting of shareholders 19th May, 1961.

C. F. TOPP,
58036-o *Secretary-Treasurer.*

(A.G. 12314-61)

The Montreal Commonwealth Club

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of Section 225*a* of the Quebec Companies Act, the General By-laws of "The Montreal Commonwealth Club" were approved by the Honourable the Provincial Secretary, on June 21, 1961.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58038-o *Assistant Secretary of the Province.*

La Fraternité des Policiers de Granby

Professional Syndicate Act

The incorporation of a professional syndicate under the name of "La Fraternité des Policiers de Granby", has been authorized by the Provincial Secretary on June 12, 1961.

The head office of the said professional syndicate is situated at Granby, county of Shefford.

Quebec, June 14, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58041 *Assistant Secretary of the Province.*

Le Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Eugène Co. Roberval

Professional Syndicates Act

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Eugène Co. Roberval", has been authorized by the Provincial Secretary on June 14, 1961.

The head office of the said professional syndicate is situated at Saint-Eugène, county of Roberval.

Quebec, June 15, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58042 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13270-59)

Nalo Development Co. Ltd.

By-law number 1A

Re: Decrease of directors

Be it enacted as a by-law of the company that the number of directors be decreased from four (4) to three (3), of whom two (2) would form a quorum.

Vrai copie certifiée du règlement numéro 1A de la compagnie « Nalo Development Co. Ltd. », adopté par le conseil d'administration le 1er jour de mars 1961, et sanctionné par le vote unanime des actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 1er jour de mars 1961.

Daté le 1er jour de mars 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
58056 HERBERT FEIFER.

(P.G. 10196-54)

Senneterre Metals Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement visant à augmenter le nombre des directeurs

Sur la motion dûment faite et secondée, il fut unanimement résolu de porter à sept (7) le nombre des directeurs de la compagnie qui était de trois (3) jusqu'à ce jour.

Copie d'un règlement de « Senneterre Metals Mines Ltd. » (Libre de responsabilité personnelle), approuvé par les directeurs le 28 mars 1961 et ratifié à l'unanimité d'une assemblée générale spéciale des actionnaires, tenue le 11 avril 1961.

Le Président,
58057-o MARIO DI IACOBIS.

(P.G. 11849-60)

Collège Saint-Vallier

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 12 juin 1961, approuvé le règlement No I (règlements généraux) de « Collège Saint-Vallier », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58061-o RAYMOND DOUVILLE.

Kennco Explorations (Quebec) Limited
(No Personal Liability)

Le règlement spécial « Y », adopté par les directeurs de la compagnie « Kennco Explorations (Quebec) Limited » (No Personal Liability), le 29 mai 1961, prévoit la distribution immédiate de tout l'actif de la compagnie au pro rata entre ses actionnaires conformément à l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec et autorise les directeurs et officiers de la compagnie à prendre toute action nécessaire à cette fin.

New-York, N. Y., 20 juin 1961.

Kennco Explorations (Quebec) Limited
(No Personal Liability)
(Sceau) *Par le Secrétaire,*
58062 PAUL B. JESSUP.

Syndicat des Employés de Bureaux de la Commission Hydro-Électrique de Québec
(Hydro-Quebec Electric Commission Office Employees' Syndicate)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Employés de Bureaux de la Commission Hydro-Électrique de Québec (Hydro-Quebec Electric Commission Office Employees' Syndicate) », a été autorisé par le Secrétaire de la province le 28 juin 1961.

Certified to be a true copy of by-law number 1A of "Nalo Development Co. Ltd.", passed by the board of directors on the 1st day of March, 1961, and sanctioned by unanimous vote of the shareholders at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the said by-law, and held on the 1st day of March, 1961.

Dated the 1st day of March, 1961.

(Seal) HERBERT FEIFER,
58056-o *Secretary.*

(A.G. 10196-54)

Senneterre Metals Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

By-law in view of increasing the number of the directors

Upon motion duly made and seconded, it was unanimously resolved to carry from seven (7) the number of the directors of the company which numbered three (3) to date.

Copy of a by-law of "Senneterre Metals Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), approved by the directors on March 28, 1961 and ratified unanimously at a special general meeting of the shareholders, held on April 11, 1961.

MARIO DI IACOBIS,
58057 *President.*

(A.G. 11849-60)

Collège Saint-Vallier

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on June 12, 1961, approved the by-law No. 1 (general by-laws) of "Collège Saint-Vallier", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58061 *Assistant Secretary of the Province.*

Kennco Explorations (Quebec) Limited
(No Personal Liability)

Special by-law "Y", adopted by the directors of "Kennco Explorations (Quebec) Limited" (No Personal Liability) on May 29, 1961, provides for the immediate distribution of all of the assets of the company ratably among its shareholders pursuant to section 90 of the Quebec Companies Act and authorizes the directors and officers of the company to take all such action as may be required for such purpose.

New York, N.Y., June 20, 1961.

Kennco Explorations (Quebec) Limited
(No Personal Liability),
(Seal) By: PAUL B. JESSUP,
58062-o *Secretary.*

(Hydro-Quebec Electric Commission Office Employees' Syndicate)
Syndicat des Employés de Bureaux de la Commission Hydro-Électrique de Québec

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate under the name of "Syndicat des Employés de Bureaux de la Commission Hydro-Électrique de Québec (Hydro-Quebec Electric Commission Office Employees' Syndicate)", has been authorized by the Provincial Secretary on June 28, 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 28 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58071-o RAYMOND DOUVILLE.

Fraternité des Employés de l'Extérieur de la Commission Hydro-Électrique de Québec (Hydro-Quebec Electric Commission Outside Employees' Fraternity)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Fraternité des Employés de l'Extérieur de la Commission Hydro-Électrique de Québec (Hydro-Quebec Electric Commission Outside Employees' Fraternity) », a été autorisé par le Secrétaire de la province le 28 juin 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 28 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58072-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat des Producteurs de Bleuets de Ste-Elizabeth de Proulx

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat des Producteurs de Bleuets de Ste-Elizabeth de Proulx », en date du 8 juin 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Sainte-Elizabeth de Proulx, comté de Roberval.

Québec, le 20 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58073-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat de Travail de Notre-Dame du Sacré-Coeur

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat de Travail de Notre-Dame du Sacré-Cœur », en date du 31 mai 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Languedoc, comté d'Abitibi-Ouest.

Québec, le 20 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58074-o RAYMOND DOUVILLE.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, June 28, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58071 *Assistant Secretary of the Province.*

(Hydro-Quebec Electric Commission Outside Employees' Fraternity) Fraternité des Employés de l'Extérieur de la Commission Hydro-Électrique de Québec

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate under the name of "Fraternité des Employés de l'Extérieur de la Commission Hydro-Électrique de Québec (Hydro-Quebec Electric Commission Outside Employees' Fraternity)", has been authorized by the Provincial Secretary on June 28, 1961.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, June 28, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58072 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat des Producteurs de Bleuets de Ste-Elizabeth de Proulx

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Syndicat des Producteurs de Bleuets de Ste-Elizabeth de Proulx", dated June 8, 1961, and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Sainte-Elizabeth de Proulx, county of Roberval.

Quebec, June 20, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58073 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat de Travail de Notre-Dame du Sacré-Coeur

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Syndicat de Travail de Notre-Dame du Sacré-Cœur", dated May 31, 1961, and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of the said cooperative syndicate is located at Languedoc, county of Abitibi-West.

Quebec, June 20, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58074 *Assistant Secretary of the Province.*

Chartes — Abandon de

Aluminum Industries, Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Aluminum Industries, Ltd. » a l'intention de s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 8 juin 1961.

Le Secrétaire,

58020-o G. C. BROADBENT.

Charters — Surrender of

Aluminum Industries, Ltd.

Notice is hereby given that "Aluminum Industries, Ltd." intends to apply to the Attorney General for the Province of Quebec for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, P. Q., June 8, 1961.

G. C. BROADBENT,

58020-o *Secretary.*

Montreal Envelope Company (1961) Ltd.
Compagnie Enveloppe Montréal (1961) Ltée

Avis est, par les présentes, donné que « Montreal Envelope Company (1961) Ltd.— Compagnie Enveloppe Montréal (1961) Ltée » s'adressera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 21 juin 1961.

Montreal Envelope Company (1961) Ltd.—
Compagnie Enveloppe Montréal (1961) Ltée,
Par les Procureurs de la compagnie,
WALKER, CHAUVIN, WALKER,
58022 ALLISON, BEAULIEU & TETLEY.

Palma Real Estate Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Palma Real Estate Ltd. », s'adressera à l'Honorable Secrétaire de la province, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément à la Loi.

Montréal, 21 juin 1961.

Le Procureur de Palma Real Estate Ltd.,
58023 GREGORY CHARLAP.

Club Régent Inc.

Avis est donné, par les présentes, que « Club Régent Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Signé à Montréal, ce 12e jour de juin 1961.

Le Secrétaire,
58043-o JEANNINE ST-ONGE-LAPORTE.

René Bélanger Inc.

Prenez avis que la compagnie « René Bélanger Inc. » demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
58055-o THÉRÈSE SCOTT.

Kennco Explorations (Quebec) Limited
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Kennco Explorations (Quebec) Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et ayant son siège social en la cité de Québec, demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 27 juin 1961.

Les Procureurs de la compagnie,
MACKLAIER, CHISHOLM, SMITH,
58062 DAVIS, ANGLIN & LAING.

Montreal Envelope Company (1961) Ltd.
Compagnie Enveloppe Montréal (1961) Ltée

Notice is hereby given that "Montreal Envelope Company (1961) Ltd.— Compagnie Enveloppe Montréal (1961) Ltée", will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the surrender of its charter.

Montreal, June 21, 1961.

Montreal Envelope Company (1961) Ltd.—
Compagnie Enveloppe Montréal (1961) Ltée,
Per: WALKER, CHAUVIN, WALKER,
ALLISON, BEAULIEU & TETLEY,
58022-o *Attorneys for the company.*

Palma Real Estate Ltd.

Notice is hereby given that "Palma Real Estate Ltd.", will apply to the Honourable the Provincial Secretary for leave to surrender its charter, according to law.

Montreal, June 21, 1961.

GREGORY CHARLAP,
58023-o *Solicitor for* Palma Real Estate Ltd.

Club Régent Inc.

Notice is hereby given that the "Club Régent Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Signed at Montreal, this 12th day of June 1961.

JEANNINE ST-ONGE-LAPORTE,
58043-o *Secretary.*

René Bélanger Inc.

Be hereby notified that the company "René Bélanger Inc." will apply to the Provincial Secretary in order to surrender its charter.

(Seal) THÉRÈSE SCOTT,
58055 *Secretary.*

Kennco Explorations (Quebec) Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Kennco Explorations (Quebec) Limited" (No Personal Liability), a corporation constituted under the Quebec Mining Companies Act and having its head office in the city of Quebec, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, June 27, 1961.

MACKLAIER, CHISHOLM, SMITH,
DAVIS, ANGLIN & LAING,
58062-o *Solicitors for the Company.*

Compagnies dissoutes

(P.G. 10449-61)

Algami Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée

Companies Dissolved

(A.G. 10449-61)

Algami Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Secre-

par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Algami Corporation Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12 juin 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juin 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

tary of the Province has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Algami Corporation Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 12, 1958.

Notice is also given that from and after June 15, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Secretary of the Province on June 16, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 149-74)

Nairn Falls Pulp Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Nairn Falls Pulp Company Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 8 octobre 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juin 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 149-74)

Nairn Falls Pulp Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Secretary of the Province has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Nairn Falls Pulp Company Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 8, 1941.

Notice is also given that from and after June 15, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Secretary of the Province on June 16, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14356-60)

Le Phare Everell Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Le Phare Everell Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22 février 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juin 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58016 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14356-60)

Le Phare Everell Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Secretary of the Province has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Phare Everell Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 22, 1949.

Notice is also given that from and after June 15, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Secretary of the Province on June 16, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58016 *Assistant Secretary of the Province.*

Curatelle publique

Francis Peter Quinn

Succession vacante de Francis Peter Quinn, en son vivant de cité de Verdun.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 14 avril 1961 par un juge de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

680, rue Ste-Catherine (Ouest),
Montréal 2. 58024-o

Public Curatorship

Francis Peter Quinn

Vacant estate of Francis Peter Quinn in his lifetime of the city of Verdun.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on April 14, 1961, by a judge of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR.

680 St. Catherine Street (West),
Montreal 2. 58024

Liquidation — Avis de

Langelier *vs* Gauvin

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 6601 Ex-Parte, Jean Langelier, requérant, *vs* Laurent Gauvin, intimé.

Avis est par les présentes donné que les soussignés ont été nommé, le 14 juin 1961, liquidateurs conjoint de la société dissoute Hôpital Bourget par jugement de l'Honorable Juge B. Robinson, de la Cour Supérieure du district de Montréal.

Montréal, ce 22 juin 1961.

ÉMILIEN NADON, C.A.
58063-o PIERRE BROSSEAU, C.A.

Winding up Notices

Langelier *vs* Gauvin

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 6601 Ex-Parte, Jean Langelier, petitioner, *vs* Laurent Gauvin, respondent.

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed, on June 14, joint liquidators of the dissolved association Hôpital Bourget by judgment of the Honourable Judge B. Robinson, of the Superior Court of the district of Montreal.

Montreal, June 22, 1961.

ÉMILIEN NADON, C.A.
58063 PIERRE BROSSEAU, C.A.

Ministère des Finances
Assurances

La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de Notre-Dame de Bonsecours, Comté de Rouville

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de Notre-Dame de Bonsecours », comté de Rouville, a décidé de cesser toute opération d'assurance, et qu'à une assemblée du conseil de la municipalité, tenue le 3 mai 1961, le conseil a adopté un règlement à cet effet;

Attendu que ladite compagnie s'est conformée à toutes les dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de Notre-Dame de Bonsecours », comté de Rouville, sont annulés à compter du 30 mai 1961.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 14 juin 1961.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
57998-25-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY.

The British Law Insurance Company Limited

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « The British Law Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec auprès de « The London Assurance », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 2 décembre 1960 et qui a pris effet le 31 décembre 1960;

Attendu que « The British Law Insurance Company Limited » s'est conformée aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances.

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « The British Law Insurance Company Limited » sont annulés à compter du 15 juin 1961.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 15 juin 1961.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
57998-25-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY.

Department of Finance
Insurance

La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de Notre-Dame de Bonsecours, Comté de Rouville

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de Notre-Dame de Bonsecours", Rouville county, has décided to cease all insurance operations as from the 3rd of May 1961, and, at a meeting of the municipal council held on the 3rd of May 1961, the council has adopted a by-law to that effet;

Whereas the said company has complied with all the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de Notre-Dame de Bonsecours", Rouville county, are cancelled as from the 30th of May 1961.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 14th of June, 1961.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY,
57998-25-2-o *Superintendent of Insurance.*

The British Law Insurance Company Limited

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas "The British Law Insurance Company Limited", whose head office is situate in London, England, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The London Assurance", whose head office is situate in London, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 2nd of December, 1960 and which has taken effect on the 31st of December, 1960;

Whereas "The British Law Insurance Company Limited" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The British Law Insurance Company Limited" are cancelled as from the 15th of June, 1961.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 15th of June, 1961.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY,
57998-25-2-o *Superintendent of Insurance.*

Metropolitan Fire Assurance Company

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « Metropolitan Fire Assurance Company », dont le siège social est situé à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, a cessé de faire affaires dans la Province de Québec depuis le 31 décembre 1960;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son secrétaire à l'effet qu'elle n'avait, au 26 mai 1961, aucune obligation dans la Province de Québec;

En conséquence, avis est donné par les présentes que le permis et le certificat d'enregistrement de « Metropolitan Fire Assurance Company » sont annulés à compter du 23 juin 1961.

Donné qu Bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 23 juin 1961.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le surintendant des assurances,
GUSTAVE-E. TREMBLAY.

58039-26-2-o

Metropolitan Fire Assurance Company

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas "Metropolitan Fire Assurance Company", whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, has ceased to do business in the Province of Quebec as from the 31st of December 1960;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its secretary to the effect that it has, as of May 26, 1961, no obligations in the Province of Quebec;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Metropolitan Fire Assurance Company" are cancelled as from the 23th of June 1961.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 23th of June 1961.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY,
Superintendent of Insurance.

58039-26-2-o

Avis de renouvellement de certificat d'enregistrement

Avis est donné par les présentes que le certificat d'enregistrement des compagnies dont les noms suivent, a été renouvelé pour l'année commençant le 1er juillet 1961 et finissant le 30 juin 1962.

Compagnies provinciales

Aluminium Fiduciaries Limited
Anglo-American Trust Company (The)
Bankers' Trust Company (The)
Canadian Trust Company (The)
Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu
Fiduciaires de la Cité et du District de Montréal Limitée
Guardian Trust Company
Imperial Trust Company (The)
Mercantile Trust Company
Montreal Trust Company
Morgan Trust Company
Royal Trust Company (The)
Scottish Trust Company (The)
Sherbrooke Trust Company
Société d'Administration et de Fiducie
Société Nationale de Fiducie
Trust Général du Canada

Compagnies extra-provinciales avec siège social dans la province

Commercial Trust Company Limited, 215 ouest, rue St-Jacques, Montréal
Prudential Trust Company Limited, 427, ouest, rue St-Jacques, Montréal

Compagnies extra-provinciales avec siège social en dehors de la province
Nom et adresse de leur agent dans la province

Canada Permanent Trust Company (The), Joseph E. Nadeau, 212 ouest, rue St-Jacques, Montréal
Canada Trust Company (The), R. A. Treleaven, 631 ouest, boulevard Dorchester, Montréal
Chartered Trust Company, R. G. M. Gammell, 625 ouest, boulevard Dorchester, Montréal
Crown Trust Company, Harold F. Kerringan, 393 ouest, rue St-Jacques, Montréal

Notice of Renewal of Certificate of Registration

Notice is hereby given that the certificate of registration of the following companies has been renewed for the year beginning the 1st of July, 1961 and ending the 30th of June, 1962.

Provincial companies

Aluminium Fiduciaries Limited
Anglo-American Trust Company (The)
Bankers' Trust Company (The)
Canadian Trust Company (The)
Savings and Investment Trust Company
Montreal City and District Trustees, Limited

Guardian Trust Company
Imperial Trust Company (The)
Mercantile Trust Company
Montreal Trust Company
Morgan Trust Company
Royal Trust Company (The)
Scottish Trust Company (The)
Sherbrooke Trust Company
Administration and Trust Company
Société Nationale de Fiducie
General Trust of Canada

Extra-provincial companies with head office in the Province

Commercial Trust Company Limited, 215 St. James Street West, Montreal
Prudential Trust Company Limited, 427 St. James Street West, Montreal

Extra-provincial companies with head office outside of the Province
Name and address of their agent in the Province

Canada Permanent Trust Company (The), Joseph E. Nadeau, 212 St. James Street West, Montreal
Canada Trust Company (The), R. A. Treleaven, 631 Dorchester Boulevard West, Montreal
Chartered Trust Company, R. G. M. Gammell, 625 Dorchester Boulevard West, Montreal
Crown Trust Company, Harold F. Kerrigan, 393 St. James Street West, Montreal

Eastern Trust Company (The), I. G. Sewell, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal
Farmers & Merchants Trust Co., Ltd., Harvey Crestohl, 1454 rue Mountain, Montréal
Guaranty Trust Company of Canada, Lawrence M. Edwards, 427 ouest, rue St-Jacques, Montréal
National Trust Company Limited, E. H. Heeney, 225 ouest, rue St-Jacques, Montréal
Sterling Trusts Corporation (The), Frank T. Denis, 901, carré Victoria, Montréal
Toronto General Trusts Corporation (The), A. C. Lloyd, 350 ouest, rue Notre-Dame, Montréal

Compagnie étrangère
Nom et adresse de son agent dans la province

British Empire Trust Company Limited (The), Guy Tombs, 1085, côte Beaver Hall, Montréal

Donné au bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis, Ministère des finances, le 23 juin 1961.

Pour le Ministre des finances
de la province,
L'Inspecteur des compagnies de fidéicommis,
58054-o GUSTAVE-E. TREMBLAY.

Eastern Trust Company (The), I. G. Sewell, 132 St. James Street West, Montreal
Farmers & Merchants Trust Co., Ltd., Harvey Crestohl, 1454 Mountain Street, Montreal
Guaranty Trust Company of Canada, Lawrence M. Edwards, 427 St. James Street West, Montreal
National Trust Company Limited, E. H. Heeney, 225 St. James Street West, Montreal
Sterling Trusts Corporation (The), Frank T. Denis, 901 Victoria Square, Montreal
Toronto General Trusts Corporation (The), A. C. Lloyd, 350 Notre Dame Street West, Montreal

Foreign company
Name and address of its agent in the Province

British Empire Trust Company Limited (The), Guy Tombs, 1085 Beaver Hall Hill, Montreal

Given at the office of the Inspector of Trust Companies, Department of Finance, this 23rd of June, 1961.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY,
58054-o *Inspector of Trust Companies.*

Département de l'Instruction publique

No 1944-60.

Canton Cox

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du canton Cox, dans le comté de Bonaventure, les rangs IV, V et VI du cadastre officiel dudit canton, pour les annexer à la municipalité scolaire de Paspébiac, dans le même comté.

Québec, le 16 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57999-25-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 740-61.

Paroisse de St-Ours

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Ours, dans le comté de Richelieu, à la municipalité scolaire du village de St-Ours, dans le même comté.

Québec, le 19 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58000-25-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 29-55.

Beauvoir

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Beauvoir, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, les lots 111 à 115 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marthe, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marthe, dans le même comté.

Québec, le 20 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58002-25-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 892-61.

St-Sylvestre-Sud

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Sylvestre-Sud, dans

Department of Education

No. 1944-60.

Township of Cox

Application is made to detach from the school municipality of the township of Cox, in the county of Bonaventure, ranges IV, V and VI of the official cadaster of the said township, to annex them to the school municipality of Paspébiac, in the same county.

Quebec, June 16, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57999-25-2 *Superintendent of Education.*

No. 740-61.

Parish of St-Ours

Application is made to the territory of the school municipality of the parish of St-Ours, in the county of Richelieu, to the school municipality of the village of St-Ours, in the same county

Quebec, June 19, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58000-25-2 *Superintendent of Education.*

No. 29-55.

Beauvoir

Application is made to detach from the school municipality of Beauvoir, in the county of Vaudreuil-Soulanges, lots 111 to 115 inclusively, from the official cadaster of the parish of Ste-Marthe, to annex them to the school municipality of Ste-Marthe, in the same county.

Quebec, June 20, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58002-25-2 *Superintendent of Education.*

No. 892-61.

St-Sylvestre-Sud

Application is made to change the name of the school municipality of St-Sylvestre-Sud,

le comté de Lotbinière, en celui de « St-Sylvestre », dans le même comté.

Québec, le 20 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58003-25-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 442-55.

Paroisse de Ste-Victoire

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Victoire, dans le comté d'Arthabaska, les lots 472 à 475 inclusivement du cadastre officiel de ladite paroisse, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Victoriaville, dans le même comté.

Québec, le 20 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58004-25-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 811-61.

Village de St-David

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire du village de St-David, dans le comté d'Yamaska, à la municipalité scolaire de la paroisse de St-David, dans le même comté.

Québec, le 22 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58035-26-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 765-61.

Belcourt

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1371, en date du 9 juin 1961, de changer le nom de la municipalité scolaire de Courville, dans le comté d'Abitibi-Est, en celui de « Belcourt », dans le comté d'Abitibi-Est.

Ce changement prendra effet le 9 juillet 1961.

Québec, le 21 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58040-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1660-60.

Calumet et Huberdeau

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1371, en date du 9 juin 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Harrington No 2, dans le comté d'Argenteuil, en partie à la municipalité scolaire de Calumet, même comté et en partie à la municipalité scolaire d'Huberdeau, également dans le même comté.

1° Le territoire devant être annexé à la municipalité scolaire de Calumet comprend les lots 1 à 11 inclusivement des rangs II à VI inclusivement du canton Harrington.

2° La partie devant être annexée à la municipalité scolaire d'Huberdeau comprend les lots 1 à 11 inclusivement des rangs VII à X inclusivement du canton Harrington.

Ce changement n'affectera que les contribuables catholiques seulement.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 21 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58040-o O.-J. DESAULNIERS.

No 372-61.

Causapscal

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1371, en date du 9 juin 1961,

county of Lotbinière, into that of the school municipality of "St. Sylvestre", same county.

Quebec, June 20, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58003-25-2 *Superintendent of Education.*

No. 442-55.

Parish of Ste-Victoire

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Ste-Victoire, in the county of Arthabaska, lots 472 to 475 inclusively from the official cadaster of the said parish, to annex them to the school municipality of the town of Victoriaville, in the same county.

Quebec, June 20, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58004-25-2 *Superintendent of Education.*

No. 811-61.

Village of St-David

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the village of St-David, in the county of Yamaska, to the school municipality of the parish of St-David, in the same county.

Quebec, June 22, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58035-26-2 *Superintendent of Education.*

No. 765-61.

Belcourt

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1371 dated June 9, 1961, has been pleased to change the name of the school municipality of Courville, in the county of Abitibi-East, into that of "Belcourt", in the county of Abitibi-East.

This change will take effect on July 9, 1961.

Quebec, June 21, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58040 *Superintendent of Education.*

No. 1660-60.

Calumet and Huberdeau

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1371, dated June 9, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Harrington No. 2, in the county of Argenteuil, partly to the school municipality of Calumet, same county, and partly to the school municipality of Huberdeau, also in the same county.

1. The territory to be annexed to the school municipality of Calumet comprises lots 1 to 11 inclusively of ranges II to VI inclusively of the township of Harrington.

2. The part to be annexed to the school municipality of Huberdeau, comprises lots 1 to 11 inclusively of ranges VII to X inclusively of the township of Harrington.

This change will affect the Catholic ratepayers only.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, June 21, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58040 *Superintendent of Education.*

No. 372-61.

Causapscal

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1371, dated

d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de Causapscal, dans le comté de Matapédia, à la municipalité scolaire du village de Causapscal, dans le même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de « Causapscal », dans le comté de Matapédia.

Ces changements prendront effet le premier juillet 1961.

Québec, le 21 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58040-o O.-J. DESAULNIERS.

No 656-61.

Chicoutimi (Cath.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1371, en date du 9 juin 1961, de détacher le territoire dont la description technique suit, de la municipalité scolaire de la paroisse de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi:

Toute cette partie du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, comprise à l'intérieur du périmètre, ci-après décrit:

Partant du point d'intersection de la limite nord-est du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! (maintenant Roberval-Saguenay), lot No 76 avec la ligne séparative des rangs XII et XIII, S.-O. C.S., dans une direction nord-est en suivant la susdite ligne séparative des rangs XII et XIII, S.-O. C.S., jusqu'à la limite sud-ouest du rang XIV, S.-O. C.S.;

De ce point, vers le nord-ouest, en suivant la susdite limite sud-ouest du rang XIV, S.-O. C.S. jusqu'à la ligne de division entre les lots Nos. 7-C et 8-A du susdit rang XIV;

De ce point, vers le nord-est, en suivant la susdite ligne de division entre les lots Nos 7-C et 8-A et son prolongement en ligne droite, jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saguenay;

De ce point, vers l'est, en suivant la susdite ligne médiane de la rivière Saguenay, jusqu'au point de rencontre avec le prolongement en ligne droite de la limite nord-ouest de la ville de Chicoutimi (cadastre);

De ce point, vers le sud-ouest, en suivant la susdit prolongement et la limite nord-ouest de la ville de Chicoutimi (cadastre), jusqu'à la limite sud-ouest de la susdite ville;

De ce point, vers le sud-est, en suivant la susdite limite sud-ouest de la ville de Chicoutimi, jusqu'à la limite est du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! lot No 77;

De ce point, vers le sud, en suivant la susdite limite est du chemin de fer, lot No 77 jusqu'à la ligne séparative entre les rangs IX et X, S.-O. C.S.;

De ce point, vers le sud-ouest, en suivant la susdite ligne séparative entre les rangs IX et X, jusqu'à la ligne de division des lots Nos 4 et 5-A du rang IX, S.-O. C.S.;

De ce point, vers le sud-est, en suivant la susdite ligne de division des lots Nos. 4 et 5-A du rang IX, jusqu'à la ligne séparative entre les rangs VIII et IX, S.-O. C.S.;

De ce point, vers le nord-est, en suivant la susdite ligne séparative entre les rangs VIII et IX, jusqu'à la ligne de division entre les lots Nos 4-A et 4-B du rang VIII, S.-O. C.S.;

June 9, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of the parish of Causapscal, in the county of Matapédia, to the school municipality of the village of Causapscal, in the same county, and to change the name of the latter into that of "Causapscal", in the county of Matapédia.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, June 21, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58040 *Superintendent of Education.*

No. 656-61.

Chicoutimi (Cath.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1371, dated June 9, 1961, has been pleased to detach the territory of which the technical description follows, from the school municipality of the parish of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, to annex it, for the Catholic ratepayers only, to the Catholic school municipality of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi:

All that part of the official cadaster of the parish of Chicoutimi enclosed within the boundaries hereinafter described:

Starting at the point of intersection of the northeast boundary of the Baie des Ha! Ha! railroad (now Roberval-Saguenay), lot No. 76, with the line separating ranges XII and XIII, S.W. S.R., in a northeasterly direction following the above-mentioned line separating ranges XII and XIII, S.W. S.R., as far as the southwest limit of range XIV, S.W. S.R.;

Thence, towards the northwest along the above-mentioned southwest limit of range XIV, S.W. S.R., as far as the division line between lots No. 7-C and 8-A on the above-mentioned range XIV;

From this point, towards the northeast, following the said division line between lots No. 7-C and 8-A and its extension in a straight line, as far as the center-line of the Saguenay River;

Thence, towards the east, following the said center-line of the Saguenay River, as far as its point of intersection with the extension in a straight line of the northwest limit of the town of Chicoutimi (cadaster);

Thence, towards the southwest, following the said extension and the northwest boundary of the town of Chicoutimi (cadaster), as far as the southwest limit of the said town;

From this point, towards the southeast, following the above-mentioned southwest limit of the town of Chicoutimi, as far as the east boundary-line of the Baie des Ha! Ha! railroad, lot No. 77;

Thence, towards the south, following the said east boundary of the railroad, lot No. 77, as far as the separative line between ranges IX and X, S.W., S.R.;

From this point, towards the southwest, along the said separative line between ranges IX and X, as far as the division line between lots No. 4 and 5-A on range IX, S.W. S.R.;

Thence, towards the southeast, following the said line dividing lots No. 4 and 5-A on range IX, as far as the separative line between ranges VIII and IX, S.W., S.R.;

Thence, towards the northeast, following the above-mentioned separative line between ranges VIII and IX, as far as the division line between the lots No. 4-A and 4-B on range VIII, S.W. S.R.;

De ce point, vers le sud-est, en suivant la susdite ligne de division entre les lots Nos 4-A et 4-B, jusqu'à la limite nord-ouest du Boulevard Talbot;

De ce point, vers le nord-est, en suivant la susdite limite nord-ouest et nord du boulevard Talbot, jusqu'à la limite sud-ouest du premier rang S.-O. C.S.;

De ce point, vers le sud-est, en suivant la susdite limite sud-ouest du premier rang S.-O. C.S., jusqu'à la ligne de division entre les lots Nos 63 et 64 dudit premier rang;

De ce point, vers le nord-est, en suivant la susdite ligne de division entre les lots Nos 63 et 64 jusqu'à la rivière du Moulin;

De ce point, vers le nord, en suivant ladite rivière du Moulin, jusqu'à la ligne séparative entre les premiers rangs nord-est et sud-ouest Chemin Sydenham;

De ce point, vers le sud-est, en suivant la susdite ligne séparative entre les premiers rangs nord-est et sud-ouest, jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Moulin;

De ce point, vers le sud, en suivant la susdite ligne médiane de la Rivière du Moulin, jusqu'à la limite nord-est du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha!, lot No 76;

De ce point, vers le nord-ouest, en suivant la susdite limite nord-est, du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha!, lot No 76, jusqu'au point de départ.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 22 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58040-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1287-54.

Franquelin

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1371, en date du 9 juin 1961, d'ériger le territoire ci-dessous décrit, non organisé au point de vue scolaire, en municipalité scolaire distincte sous le nom de « Franquelin », dans le comté de Saguenay.

Ledit territoire comprend la paroisse civile et religieuse de St-Étienne-de-Franquelin limitée comme suit:

Départ: Un point situé dans l'anse ou Baie Saint-Pancrace, à l'intersection de la ligne ouest du canton Bourdon et du fleuve Saint-Laurent.

À l'ouest: Ligne ouest du canton Bourdon.

Au nord: Ligne nord du canton Bourdon et du canton Franquelin jusqu'à la ligne ouest du bloc « B », rivière Godbout.

À l'est: De ce point à une ligne imaginaire sud astronomique jusqu'à la Baie Grand Saint-Nicolas.

Au sud: Fleuve Saint-Laurent, de la Baie Grand Saint-Nicolas à la Baie Saint-Pancrace.

Le tout ayant une superficie approximative de 137.5 milles carrés.

Ce changement prendra effet le 24 juin 1961.

Québec, le 16 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58040-o O.-J. DESAULNIERS.

No 540-61.
No 541-61.

Paroisse de Grande-Baie

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1371, en date du 9 juin 1961,

From this point, towards the southeast, following the said division line between the lots No. 4-A and 4-B, as far as the northwest boundary-line of Talbot Boulevard;

Thence, towards the northeast, following the said northwest limit and the north limit of Talbot Boulevard, as far as the southwest limit of the first range S.W., S.R.;

From this point, towards the southeast, following the above-mentioned southwest boundary of the first range S.W. S.R., as far as the division line between lots No. 63 and 64 on the said first range;

From this point, towards the northeast, along the said division line between the lots No. 63 and 64 as far as the du Moulin River;

Thence, towards the north, along the said du Moulin River, as far as the separative line between the first northeast and southwest ranges, Sydenham Road;

Thence, towards the southeast, following the said separative line between the first northeast and southwest ranges, as far as the center-line of the du Moulin River;

Thence, towards the south, following the said center-line of the du Moulin River, as far as the northeast boundary of the Baie des Ha! Ha! railroad, lot No. 76;

Thence, towards the northwest, following the said northeast limit of the Baie des Ha! Ha! railroad, lot No. 76, as far as the starting point.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, June 22, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58040 *Superintendent of Education.*

No. 1287-54.

Franquelin

The Lieutenant-Governor, by Order in Council number 1371, dated June 9, 1961, has been pleased to erect the territory described below, not organized from a school point of view, as a separate school municipality under the name of "Franquelin", in the county of Saguenay.

The said territory comprises the civil and religious parish of St-Étienne-de-Franquelin, bounded as follows:

Starting point: A point situated in the cove or Baie Saint-Pancrace, at the intersection of the west line of the township of Bourdon with the St. Lawrence River.

On the west: The west line of the township of Bourdon.

On the north: The north line of the township of Bourdon and of the township of Franquelin as far as the west line of block "B", Godbout River.

On the east: From this point to an imaginary south astronomical line as far as the Baie Grand Saint-Nicolas.

On the south: The Saint Lawrence River, from Baie Grand Saint-Nicolas to the Baie Saint-Pancrace.

The whole having an area of approximately 137.5 square miles.

This change will take effect on June 24, 1961.

Quebec, June 16, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58040 *Superintendent of Education.*

No. 540-61.
No. 541-61.

Parish of Grande-Baie

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 1371

d'annexer les territoires ci-dessous décrits, à la municipalité scolaire de la paroisse de Grande-Baie, dans le comté de Chicoutimi, savoir:

1° Les lots 1 à 6 inclusivement du rang A du cadastre officiel du canton Otis, lesquels seront détachés de la municipalité scolaire d'Otis, dans le comté de Chicoutimi.

2° Les lots 1 à 6 inclusivement du rang D du cadastre officiel du canton Ferland, lesquels seront détachés de la municipalité scolaire de Ferland, dans le comté de Chicoutimi.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 21 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58040-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1060-56.

Ham-Nord

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1371, en date du 9 juin 1961, d'abolir la Corporation des syndics d'écoles pour la municipalité de Ham-Nord, dans le comté de Wolfe.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 20 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58040-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1525-53.

Ville de Richmond

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1141, en date du 8 mai 1961, d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de St-Fulgence No 1, dans le comté de Drummond et le territoire actuel de la municipalité scolaire d'Ulverton, dans le comté de Drummond, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de la ville de Richmond, dans le comté de Richmond.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 22 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58040-o O.-J. DESAULNIERS.

No 702-61.

Ste-Elisabeth-de-Proulx

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1371, en date du 9 juin 1961, d'annexer les rangs I et II du canton Hudon et les lots 1 et 2 du rang XII du canton Proulx, territoire non encore organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Ste-Elisabeth-de-Proulx, dans le comté de Roberval.

Ce changement prendra effet le 24 juin 1961.

Québec, le 21 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58040-o O.-J. DESAULNIERS.

No 330-61.

Ste-Sophie

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1371, en date du 9 juin 1961, de détacher les lots 260, 262, 264, 265 et 572 du cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton Halifax, de la municipalité scolaire du village de Bernierville, dans le comté de Mé-

dated June 9, 1961, has been pleased to annex the territories hereunder described, to the school municipality of the parish of Grande-Baie in the county of Chicoutimi, to wit:

1. Lots 1 to 6 inclusively of range A of the official cadaster of the township of Otis, which will be detached from the school municipality of Otis, in the county of Chicoutimi.

2. Lots 1 to 6 inclusively of range D of the official cadaster of the township of Ferland, which will be detached from the school municipality of Ferland, in the county of Chicoutimi.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, June 21, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58040 *Superintendent of Education.*

No. 1060-56.

Ham-North

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1371, dated June 9, 1961, has been pleased to abolish the Corporation of School Trustees for the municipality of Ham-North, in the county of Wolfe.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, June 20, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58040 *Superintendent of Education.*

No. 1525-53.

Town of Richmond

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1141, dated May 8, 1961, has been pleased to annex the territory presently under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of St-Fulgence No. 1, in the county of Drummond and the present territory of the school municipality of Ulverton, in the county of Drummond, for the Protestant ratepayers only, to the Protestant school municipality of the town of Richmond, in the county of Richmond.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, June 22, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58040 *Superintendent of Education.*

No. 702-61.

Ste-Elisabeth-de-Proulx

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1371, dated June 9, 1961, has been pleased to annex ranges I and II of Hudon township and lots 1 and 2 of range XII of Proulx township, territory not as yet organized from an educational point of view, to the school municipality of Ste-Elisabeth-de-Proulx, in the county of Roberval.

This change will take effect on June 24, 1961.

Quebec, June 21, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58040 *Superintendent of Education.*

No. 330-61.

Ste-Sophie

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1371, dated June 9, 1961, has been pleased to detach lots 260, 262, 264, 265 and 572 of the official cadaster of the parish of St Ferdinand, township of Halifax, from the school municipality of the

gantic, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Sophie, dans le comté de Mégantic.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 21 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58040-o O.-J. DESAULNIERS.

No 465-59.

Ville de Terrebonne

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1371, en date du 9 juin 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Pincourt, dans le comté de Terrebonne, à la municipalité scolaire de la Ville de Terrebonne, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 21 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58040-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1530-53.

Trois-Pistoles No 1

Il a plu au lieutenent-gouverneur, par arrêté en conseil No 1371, en date du 9 juin 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Trois-Pistoles No 3, dans le comté de Rivière-du-Loup, à la municipalité scolaire de Trois-Pistoles No 1, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 21 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58040-o O.-J. DESAULNIERS.

No 849-60.

Val d'Or-Bourlamaque (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1370, en date du 9 juin 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Lac Lemoine, dans le comté d'Abitibi-Est, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Val-d'Or-Bourlamaque, dans le comté d'Abitibi-Est.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 22 juin 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58040-o O.-J. DESAULNIERS.

village of Bernierville, in the county of Mégantic, to annex them to the school municipality of Ste-Sophie, in the county of Mégantic.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, June 21, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58040 *Superintendent of Education.*

No. 465-59.

Town of Terrebonne

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1371, dated June 9, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Pincourt, in the county of Terrebonne, to the school municipality of the town of Terrebonne, in the same county.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, June 21, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58040 *Superintendent of Education.*

No. 1530-53.

Trois-Pistoles No 1

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1371, dated June 9, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Trois-Pistoles No. 3, in the county of Rivière-du-Loup, to the school municipality of Trois-Pistoles No. 1, in the same county.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, June 21, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58040 *Superintendent of Education.*

No. 849-60.

Val d'Or-Bourlamaque (Prot.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1370, dated June 9, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Lac Lemoine, in the county of Abitibi-East, for the Protestant ratepayers only, to the Protestant school municipality of Val-d'Or-Bourlamaque, in the county of Abitibi-East.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, June 22, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58040 *Superintendent of Education.*

Ministère des Terres et Forêts

Canton de Montbeillard

Cadastre officiel de canton de Montbeillard division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que dans le Rang VII les lots 10a et 10b sont annulés, le lot 10 est ajouté et les lots 11a, 11b et 9 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 juin 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

58017-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Department of Lands and Forest

Township of Montbeillard

Official cadastre of township of Montbeillard registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that in Range VII lots 10a and 10b are cancelled, lot 10 has been added and lots 11a, 11b and 9 are corrected in virtu of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 19, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,

58017-o *Deputy Minister.*

Paroisse de Montréal

Cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal municipalité de la cité de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 3730-2, 3730-3, 3731-1 et une partie des lots 3730 et 3731 sont annulés et les lots 4744 à 4747 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 juin 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
58017-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Parish of Montreal

Official cadastre of municipality of the parish of Montreal municipality of the city of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 3730-2, 3730-3, 3731-1 and a part of lots 3730 and 3731 are cancelled and lots 4744 to 4747 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 19, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
58017-o *Deputy Minister.*

Village de St-Rémi

Cadastre officiel de village de St-Rémi, municipalité de ville de St-Rémi, division d'enregistrement de Napierville.

Avis est par la présente donné que les lots 35-68, 35-69 et 35-70 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 juin 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
58017-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Village of St-Rémi

Official cadastre of village of St-Rémi, municipality of town of St-Rémi, registration division of Napierville.

Notice is hereby given that lots 35-68, 35-69 and 35-70 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 19, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
58017-o *Deputy Minister.*

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 525-320 à 525-332, 529-67 à 529-217, 529-223, 529-231 à 529-284, 531-30, 531-32 à 531-37, 531-39 à 531-51, 531-53 à 531-60 et 531-62 à 531-74 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 juin 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
58017-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 525-320 to 525-332, 529-67 to 529-217, 529-223, 529-231 to 529-284, 531-30, 531-32 to 531-37, 531-39 to 531-51, 531-53 to 531-60 and 531-62 to 531-74 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 16, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
58017-o *Deputy Minister.*

Ministère du Travail

Avis de modification

Industrie de la boîte de carton — Région de Québec

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendments), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 758 du 19 juillet 1951, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret, dans sa teneur modifiée:

Le paragraphe « *e* » de l'article XI sera remplacé par le suivant:

Department of Labour

Notice of amendment

Paper Box Industry — Region of Quebec

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the paper box industry in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 758 of July 19, 1951, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree as amended:

Paragraph "*e*" of article XI will be replaced by the following:

		1/9/62	1/1/63
"e) *Taux minima — Minimum rates:*			
1° Contremaître — Foreman	$2.17	$2.24	$2.30
Typographe — opérateur de claviers et fondeuses — Compositor — Keyboard operator and caster runner	2.05	2.12	2.18
Pressier (offset — cylindres à caractère — presses automatiques et autres) — Pressman (offset — type cylinders — automatic and other presses)	2.035	2.095	2.155
Aide — Helper:			
1ère année — 1st year	1.035	1.095	1.155
2ème année — 2nd year	1.075	1.135	1.195
Apprentis — Apprentice:			
1ère année — 1st year	0.835	0.835	0.885
2ème année — 2nd year	0.965	1.025	1.085
3ème année: premier semestre — 3rd year: 1st six months	1.085	1.145	1.205
3ème année: deuxième semestre — 3rd year: 2nd six months	1.185	1.245	1.305
4ème année: premier semestre — 4th year: 1st six months	1.285	1.345	1.405
4ème année: deuxième semestre — 4th year: 2nd six months	1.385	1.445	1.505
5ème année: premier semestre — 5th year: 1st six months	1.485	1.545	1.605
5ème année: deuxième semestre — 5th year: 2nd six months	1.595	1.655	1.715
5ème année: premier 10% — 5th year: 1st 10%	1.755	1.825	1.885
5ème année: deuxième 10% — 5th year: 2nd 10%	1.925	2.00	2.07
5ème année: troisième 10% Salaire de compagnon — 5th year: 3rd 10%: journeyman's rate.			

2° Les taux minima de salaires seront rajustés au fur et à mesure des amendements apportés aux taux minima du décret relatif aux métiers de l'imprimerie de la région de Québec. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1961. 58060-o

2. Wage rates shall be readjusted in pursuance of amendments in wage rates determined by the printing trades decree for the region of Quebec."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1961. 58060-o

Avis de modification

Métallurgie — Région de Québec

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 24 juin 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée;

1° Les mots « d'une épaisseur supérieure à .0598 de pouce » seront ajoutés après les mots « relatives à l'utilisation du métal en feuille » apparaissant à la fin du paragraphe « *i* » de l'article I.

2° L'échelle de salaires des magasiniers apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article IV sera remplacée par la suivante:

	Par semaine Zones		
	I	*II*	*III*
« Magasinier en charge	$71.55	$68.85	$67.50
Magasinier:			
1ère année	43.20	41.85	40.95
2ème année	46.35	44.55	43.65
3ème année	54.00	52.00	51.00
4ème année	62.00	60.00	59.00
5ème année	69.30	63.00	61.20»

Notice of amendment

Metal Trades — Region of Quebec

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 973 of June 24, 1948, and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. The words "thicker than .0598 of an inch." will be added after the words "with sheet metal" appearing at the end of paragraph "*i*" of article I.

2. The scale of wages for storemen appearing in paragraph "*a*" of article IV will be replaced by the following:

	Per week Zones		
	I	*II*	*III*
"Storeman in charge	$71.55	$68.85	$67.50
Storeman:			
1st year	43.20	41.85	40.95
2nd year	46.35	44.55	43.65
3rd year	54.00	52.00	51.00
4th year	62.00	60.00	59.00
5th year	69.30	63.00	61.20"

3° Le paragraphe « *b* » de l'article IV sera modifié en remplaçant les item « 4ème année, 1er 10% », « 4ème année, 2ème 10% », 4ème année, 3ème 10% », par les item « 5ème année, 1er semestre », 5ème année, 2ème semestre », 6ème année, 2ème semestre », respectivement.

4° Le paragraphe « *c* » de l'article VII sera remplacé par le suivant:

« *c*) Au terme de sa quatrième année d'apprentissage, l'apprenti peut demander de subir un examen devant le Bureau des Examinateurs. Suivant le résultat, il est classé compagnon ou poursuit son apprentissage. Dans ce dernier cas, il doit, lorsqu'il a atteint sa 6ème année, 2ème semestre, subir un examen devant le Bureau des Examinateurs. Suivant le résultat, il est classé compagnon ou demeure apprenti 6ème année, 2ème semestre. Cet examen peut être répété à toutes les périodes additionnelles d'une année d'apprentissage. »

5° Le paragraphe « *c* » de l'article VIII sera modifié en remplaçant les mots « son 3ème 10% d'augmentation » par les mots « sa 6ème année, 2ème semestre ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements, L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1961. 58060-o

3. Paragraph "*b*" of article IV will be amended by replacing items "4th year, 1st 10%", 4th year, 2nd 10%", 4th year, 3rd 10%", by items "5th year, 1st six months", 5th year, 2nd six months", 6th year, 2nd six months", respectively.

4. Paragraph "*c*" of article VII will be replaced by the following:

"*c*) At the expiration of his 4th year of apprenticeship, the apprentice may sit for an examination before the Board of Examiners. According to the results, he is either classified as journeyman or continues his apprenticeship. In the latter case, he shall, at the time of entering upon the sixth year, second six months, sit for an examination before the Board of Examiners. According to the results of such examination, he is either classified as journeyman or remains a 6th year, 2nd six months apprentice. Such examination can be repeated after every additional period of one year of apprenticeship.

5. Paragraph "*c*" of article VIII will be amended by replacing the words "when they obtain their 3rd 10% increase" by the words "when they enter upon the 6th year, 2nd six months."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1961. 58060-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, établi en exécution du décret numéro 706 du 7 juillet 1954 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1398 du 14 juin 1961, section « E », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1961 au 30 juin 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 706 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 706 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le plus rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 706 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, formed under decree number 706 of July 7, 1954, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1398 of June 14, 1961, section "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from June 30, 1961 to June 30, 1962; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 706 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 706 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the highest wages established in the decree for employees.

c) The employees governed by the said decree, number 706 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, pour la période comprise entre le 30 juin 1961 et le 30 juin 1962.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1961 et le 30 juin 1962.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$14,400.00
Salariés	14,400.00
Artisans	1,200.00
	$30,000.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire et employés de bureau	$ 8,580.00
Salaires des inspecteurs	8,320.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs	1,500.00
Administration	1,200.00
Loyer et entretien de bureau	1,500.00
Frais légaux	1,560.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone, etc	1,200.00
Ameublement et accessoires de bureau	1,200.00
Frais de vérification et banque	200.00
Assurances, publicité et assurance-chômage	500.00
Déplacements du président et des membres, jetons de présence	3,000.00

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given.

Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, on behalf of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their wages.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employers and the sums payable to the Parity Committee by their employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employers, the artisans and the employees, without notice from the committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité paritaire du Camionnage du district de Québec", for the period between June 30, 1961 and June 30, 1962.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period between June 30, 1961 and June 30, 1962.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$14,400.00
Employees	14,400.00
Artisans	1,200.00
	$30,000.00
Disbursements:	
Secretary and office employees salaries	$ 8,580.00
Inspectors salaries	8,320.00
Travelling expenses:	
Inspectors	1,500.00
Management	1,200.00
Rent and office upkeep	1,500.00
Legal fees	1,560.00
Stationery, Printing, Postage, Telephone, etc	1,200.00
Office furniture and equipment	1,200.00
Audition and bank charges	200.00
Insurance, publicity and unemployment insurance	500.00
Travelling expenses of president and members, attendance fees	3,000.00

Dépréciation	$800.00
Divers	440.00
	$30,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1961. 58060-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 385 du 19 avril 1956, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1399 du 14 juin 1961, section « I », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163, et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1961 au 30 juin 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionnés:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 385 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 385 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, le montant perçu pendant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que les rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

Les employeurs professionnels doivent percevoir, à la fin de chaque semaine, à même les salaires de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ledit Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Sur réception dudit rapport, le Comité paritaire en fera la vérification et débitera ou créditera le compte de la partie intéressée selon que les montants transmis seront plus ou moins élevés que le montant réellement dû.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestiel de ses opéra-

Depreciation	$800.00
Miscellaneous	440.00
	$30,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1961. 58060-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, that the Joint Committee of the Men's, Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 385 of April 19, 1956, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1399 of June 14, 1961, Section "I", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from June 30, 1961, to June 30, 1962; the said levy shall be applied as follows:

a) The professional employers within the scope of the said decree number 385 and amendments, shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to one half of one percent (½ of 1%) of the fixed salaries and percentages paid to their employees.

b) The employees within the scope of the said decree number 385 and amendments, shall remit to the Parity Committee a um equivalent to one half of one percent (½ of 1%) of their fixed salaries.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with return forms indicating the hours of work, the amount of money collected during the week, and the sums forwarded to the Parity Committee.

The professional employers shall have these forms completed and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employers shall collect, at the end of each week, from the wages of their employees, the sums to be remitted to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The said Parity Committee has the right to have said report sworn to each time it shall deem it necessary.

The report, together with the assessments, shall be forwarded to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the said report.

The Joint Committee upon receiving the said repart will check same and will debit or credit the account of the interested parties of the amounts forwarded are less or more than the amount actually due.

3. *Financial report*

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial opera-

tions financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de l'Industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 30 juin 1961 et le 30 juin 1962.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES CHAPEAUX EN TOILE ET DES CASQUETTES POUR HOMMES, GARÇONS ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1961 et le 30 juin 1962.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$3,000.00
Salariés	3,000.00
	$6,000.00

Déboursés:

Dépenses de bureau (loyer, frais de déplacements, banque, frais légaux et dépenses générales	$3,000.00
Dépenses de l'administrateur, dépenses des inspecteurs, salaire du bureau et secrétaire-trésorier	3,000.00
	$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TRENBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1961. 58060-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, établi en exécution du décret 520 (C), du 27 mai 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1398 du 14 juin 1961, section « D », le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1961 au 1er mai 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 520 (C) doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 520 (C) doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de $80.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 520 (C), est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 520 (C) doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

tions to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an account of the estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry for the Province of Quebec for the period between June 30, 1961 and June 30, 1962.

THE JOINT COMMITTEE OF MEN'S BOY'S AND CHILDREN'S HAT, CAP AND HEADWEAR INDUSTRY IN THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between June 30, 1961 and June 30, 1962.

Receipts:

Levy (½ of 1%):	
Professional employers	$3,000.00
Employees	3,000.00
	$6,000.00

Disbursements:

Office expenditures, rent, legal, travelling and general expenses, bank charges	$3,000.00
Administrator's retainer, inspectors' expenses, office salary, secretary-treasurer	3,000.00
	$6,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1961. 58060-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité Paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières", formed under decree number 520 (C), of May 27, 1959 has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1398 of June 14, 1961, section "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from July 1, 1961, to May 1, 1962; such levy is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 520 (C), shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the payroll (commissions, bonuses, allowances paid to their employees governed by the decree).

b) The artisans governed by the said decree, number 520 (C), shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of an average weekly wage rate of $80.00. Every employer or professional employer plying himself any one of the trades governed by the decree number 520 (C), is also considered, for the purposes of the present by-law, as an artisan.

c) All employees governed by the said decree, number 520 (C), shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% their wages, commissions, bonuses or allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 1er juillet 1961 et le 1er juillet 1962.

LE COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DE TROIS-RIVIÈRES

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1961 et le 1er juillet 1962.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 475.00
Salariés	475.00
Artisans	900.00
Honoraires d'examens	150.00
	$2,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 300.00
Inspecseur	300.00
Employées de bureau	150.00
Frais de déplacement	663.00
Bureau des examinateurs	60.00
Loyer et éclairage	37.00
Frais judiciaires et professionnels	130.00
Impression et papeterie	160.00
Poste, téléphone et télégrammes	55.00
Dépréciation: ameublement et agencement	20.00
Frais des délégués	70.00
Vérification des livres	50.00
Assurance	5.00
	$2,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1961. 58060-o

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

Artisans shall also forward their assessments to the Parity Committee, every month.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The report shall be sent together with the assessments of the professional employer and of the employees. The committee has the right to have the reports signed under oath when deemed advisable.

The assessments owned under the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts, and disbursements of "Le Comité Paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières", for the period between July 1, 1961 and July 1, 1962.

LE COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DE TROIS-RIVIÈRES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 1, 1961 and July 1, 1962.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 475.00
Employees	475.00
Artisans	900.00
Examination fees	150.00
	$2,000.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 300.00
Inspector	300.00
Office employees	150.00
Travelling expenses	663.00
Board of examiners	60.00
Rent and lighting	37.00
Judicial and professional fees	130.00
Printing and stationery	160.00
Postage, telephone and telegrams	55.00
Depreciation, furniture and fixtures	20.00
Expenses of delegates	70.00
Auditing	50.00
Guarantee bond	5.00
	$2,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1961. 58060-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'Industrie de la confection pour dames, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 523 du 11 mai 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1399 le 14 juin 1961, (section « E »), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet, 1961 au 30 juin 1962; ladite cotisation s'exerce comme suit:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la confection pour dames assujettis au décret numéro 523 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, bonis et allocations payés à leurs salariés des deux sexes (à l'exception des gérants, surintendants, contremaîtres et employés de bureau), assujettis audit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la confection pour dames, assujettis au décret numéro 523 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire, bonis et allocations, à l'exception des gérants, surintendants, contremaîtres et employés de bureau.

2. *Mode de perception*

L'employeur professionnel doit faire des rapports mensuels, en duplicata, sur des formules fournies par le comité paritaire. Ces rapports doivent indiquer les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, la qualification de tel salarié, les heures régulières et supplémentaires effectuées de chaque jour, la nature de tel travail ainsi que les salaires payés, avec mention du mode et de la période de paye. Ces rapports mensuels doivent être signés par l'employeur ou un agent dûment autorisé dont l'original où apparaît la liste de paye doit être adressé aux bureaux du comité paritaire au plus tard le dix (10) du mois suivant.

Les employeurs professionels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et faire parvenir les montants ainsi perçus audit Comité paritaire en même temps que leur propre cotisation, dans les quatre (4) jours qui suivent la date à laquelle lesdits salaires hebdomadaires sont payables aux salariés.

3. *Rapport financier*

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et déboursés probables du Comité paritaire pour la période commençant le 1er juillet 1961, et se terminant le 30 juin 1962.

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Ladies Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec, established under decree number 523 of May 11, 1955 has been authorized be a by-law approval by Order in Council number 1399 of Juin 14, 1961, (Section "E"), to levy assessments, upon the professional employees and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 1, 1961 to June 30, 1962; and apply as hereinafter mentioned:

a) All professional employers in the Ladies' Cloak and Suit Industry, subject to the said decree number 523 and its amendments, must pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of salaries, bonuses and allowances paid to their employees of both sexes, with the exception of managers, superintendants, foremen and office employees, subject to the said decree.

b) All employees of both sexes of the Ladies' Cloak and Suit Industry, subject to Decree number 523 and its amendments, are obliged to contribute to the said Purity Committee, with the exception of managers, superintendants, foremen and office employees, a sum equivalent to ½ of 1% of their salaries, bonuses and allowances.

2. *Mode of collection*

The professional employer must make monthly payroll reports, in duplicate, the form of which to be supplied by the Parity Committee. These reports are to indicate the surnames, christian names and residence of each employee in his employ, the competency of such employee, the regular and extra hours of daily labour, and its nature, as well as the wages paid for such labour, with mention of the method and time of payment. Said monthly payroll reports are to be signed by the employer or a duly authorized agent, the original of which, containing the payroll report, shall be sent to the offices of the Parity Committee not later than the tenth (10th) of the month following.

The professional employer must collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and remit the amount so collected to the said Parity Committee together with his own assessment not later than four (4) days from the date when the said weekly wages were due to the employees.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimated statement of the receipts and disbursements of the Purity Committee for the period beginning July 1, 1961 to June 30, 1962, is hereto annexed.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONFECTION POUR DAMES DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et déboursés pour une année du 1er juillet 1961, au 30 juin 1962.

Recettes:	
Cotisation (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$31,000.00
Salariés	31,000.00
Intérêts sur obligations	710.00
Procédures	200.00
	$62,910.00
Déboursés:	
Salaires (bureau)	$11,500.00
Salaires des inspecteurs et inspectrices supplémentaires	14,000.00
Administration	15,125.00
Téléphone et télégrammes	550.00
Frais de déplacement	3,000.00
Loyer	4,437.29
Taxes	202.49
Papeterie, timbres et dépenses de bureau	3,000.00
Frais légaux	3,000.00
Vérification des livres	800.00
Électricité	44.70
Billet de tramway et déplacement local	400.00
Accessoires de bureau	250.00
Assurance chômage	250.00
Fonds de pension	1,211.16
Publicité et dons	1,262.45
Dépenses diverses, Enquêtes spéciales, Frais de banque, Jetons de présence	3,400.00
	$62,433.09
Surplus prévu	476.91
	$62,910.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1961. 58060-o

THE JOINT COMMITTEE OF THE LADIES' CLOAK AND SUIT INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of receipts and expenditures for the period comprised between July, 1, 1961 and June 30, 1962.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$31,000.00
Employees	31,000.00
Bond Interest	710.00
Miscallaneous legal income	200.00
	$62,910.00
Disbursements:	
Office salaries	$11,500.00
Inspectors' salaries and extra inspection	14,000.00
Administration	15,125.00
Telephone & telegraph	550.00
Travelling expenses	3,000.00
Rent	4,437.29
Taxes	202.49
Stationery, postage and office expenses	3,000.00
Legal fees	3,000.00
Audit fees	800.00
Lights	44.70
Carfare & local transportation	400.00
Office equipment	250.00
Unemployment insurance	250.00
Pension fund	1,211.16
Advertising and donations	1,262.45
Insurance Guarantee bond, Miscellaneous expenses, special investigations, bank charges, committee meeting expanses, inspectors expenses, etc.,	3,400.00
	$62,433.09
Estimated surplus	476.91
	$62,910.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1961. 58060

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la Région de Québec, établi en exécution du décret numéro 973 du 30 juin 1948 a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéo 1438 du 21 juin 1961, section « D », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 10 juillet 1961 au 10 juillet 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec district formed under decree number 973 of June 30, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1438 of June 21, 1961, Section "D", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees, according to the following conditions:

1. *Assessments*

The period of levy extends from July 10, 1961, to July 10, 1962; this levy shall be laid as follows:

a) The professional employers regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen de $36.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Métallurgie de la région de Québec, pour la période comprise entre le 10 juillet 1961 et le 10 juillet 1962.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 10 juillet 1961 et le 10 juillet 1962.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 7,840.00
Salariés	7,840.00
Artisans	320.00
	$16,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 5,200.00
Inspecteur	4,420.00
Frais de déplacement:	
Inspecteur	400.00
Administration	900.00
Loyer de bureau	528.00

b) The artisans regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wage of $36.00 per week.

c) The employees regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be given all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiry of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Committee by his employees. The Committee has the right to demand sworn reports whenever it deems it advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days' notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuant of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec District for the period between July 10, 1961 and July 10, 1962.

PARITY COMMITTEE OF METAL TRADES OF THE QUEBEC DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 10, 1961 and July 10, 1962.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 7,840.00
Employees	7,840.00
Artisans	320.00
	$16,000.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 5,200.00
Inspector	4,420.00
Travelling expenses:	
Inspector	400.00
Administration	900.00
Office rent	528.00

Frais légaux	$ 800.00	Legal fees	$ 800.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone	350.00	Stationery, printing, postage, telephone	350.00
Ameublement et accessoires de bureau	300.00	Furniture and office equipment	300.00
Vérification des livres	120.00	Audition	120.00
Assurance et frais de cautionnement, fonds de pension	700.00	Insurance and fidelity bond and pension fund	700.00
Jetons de présence aux membres du Comité	600.00	Meeting expenses of committee members	600.00
Bureau des Examinateurs	1,200.00	Board of examiners	1,200.00
Dépréciation	50.00	Depreciation	50.00
Dépenses diverses et imprévues	432.00	Miscellaneous and unforeseen expenses	432.00
	$16,000.00		$16,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1961. 58060-o

Deputy Minister of Labour.
GÉRARD TREMBLAY,

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1961. 58060-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec, établi en exécution du décret numéro 505 du 7 mai 1952, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1399 du 14 juin 1961, section "H", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionné:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1961 au 1er octobre 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 505 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% du salaire total payé à leurs salariés régis par le décret, y compris bonis, allocations, et commission.

b) Les salariés régis par le décret numéro 505 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur salaire total, y compris bonis, allocations et commission.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennet au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé devant témoin et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, established under decree number 505 of May 7, 1952 has been authorized by by-law approved by Order in Council number 1399 of June 14, 1961, section "H", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 1, 1961 to October 1, 1962; the levy shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree number 505 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of the total wages paid to their employees governed by the decree, including bonuses, allowances and commissions.

b) The employees governed by the said decree, number 505 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of their total wages, including bonuses, allowances and commissions.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms which shall be filled according to the by-laws of the Committee. The professional employer shall see to it that these reports be forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and witnessed before it is sent to the Parity Committee no later than fifteen (15) days after the expiration of the period for which it is exigible.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Joint Committee, shall submit a quarterly report of its financial oper-

financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1961 et le 30 juin 1962.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1961 et le 30 juin 1962.

Estimé des gages pour l'année	$18,675.00
Recettes:	
Cotisations (1/5 de 1%):	
Employeurs professionnels	37,350.00
Salariés	37,350.00
Revenus divers	4,300.00
	$79,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Employés	$34,465.00
Secrétaire	6,095.00
Frais de vérification	800.00
Frais de voyage:	
Délégués	16,000.00
Inspecteurs	6,700.00
Loyer	2,400.00
Taxe d'eau et affaires	65.00
Frais légaux	3,400.00
Timbres-poste	1,000.00
Téléphone et télégrammes	360.00
Frais bancaires	550.00
Assurance chômage	420.00
Dépréciation	1,500.00
Papeterie et impressions	2,000.00
Frais généraux	950.00
Assurance groupe	500.00
Mauvaises créances	100.00
Assurance fidéfussion	25.00
Publicité	70.00
	$77,400.00
Surplus prévu	1,600.00
	$79,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1961. 58060

JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUEBEC

Estimated budget for the period extending from July 1, 1961 to June 30, 1962.

Estimate of Annual Wages	$18,675.00
Receipts:	
Assessment (1/5 of 1%):	
Professional employers	37,350.00
Employees	37,350.00
Miscellaneous	4,300.00
	$79,000.00
Disbursements:	
Salaries:	
Employees	$34,465.00
Secretary	6,095.00
Audition	800.00
Travelling expenses:	
Representatives	16,000.00
Inspectors	6,700.00
Rent	2,400.00
Water and Business Taxes	65.00
Legal fees	3,400.00
Postage	1,000.00
Telephone and telegrams	360.00
Bank charges	550.00
Unemployment insurance	420.00
Depreciation	1,500.00
Stationary and printing	2,000.00
General expenses	950.00
Group insurance	500.00
Bad debts	100.00
Fidelity bond	25.00
Publicity	70.00
	$77,400.00
Estimated Surplus	1,600.00
	$79,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1961. 58060-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la peinture, établi en exécution du décret numéro 299 du 5 avril 1956, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1398 du 14 juin 1961, section « F », le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs, professionnels, des artisans et des salariés asssujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1961 au 14 avril 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paint Industry, formed under decree number 299 of April 5, 1956, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1398 of June 14, 1961, section "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect, levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 1, 1961 to April 14, 1962; it shall apply as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 299 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% des salaires fixes, pourcentages, bonis et allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 299 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit $1.35 l'heure (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 299 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leur salaire fixe, pourcentage, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité Conjoint de l'industrie de la Peinture, pour la période comprise entre le 1er juillet 1961 et le 1er juillet 1962.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA PEINTURE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1961 et le 1er juillet 1962.

Recettes:	
Cotisations (1/8 de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 3,750.00
Salariés	3,750.00
	$ 7,500.00
Déboursés:	
Services du Comité conjoint des Matériaux de construction (12 mois à $420.00)	$ 5,040.00
Frais judiciaires et professionnels	500.00
Dépenses des membres y compris les jetons de présence	1,950.00
Impressions et papeterie	150.00
Divers	450.00
	$ 8,090.00
Déficit prévu	590.00
	$ 7,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1961. 58060-o

a) The professional employers governed by the decree number 299 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) The artisans governed by the decree number 299 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the wages fixed for the least remunerated journeyman, i.e. $1.35 per hour (minimum wage rate fixed by the decree.)

c) The employees governed by the said decree number 299 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allodations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums owed to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports made and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of every week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Annexed hereto is an estimate of the receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Paint Industry for the period between July 1, 1961 and July 1, 1962.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PAINT INDUSTRY

Estimate of receipts and disbursements for the period between July 1, 1961 and July 1, 1962.

Receipts:	
Levies (1/8 of 1%):	
Professional employers	$ 3,750.00
Employees	3,750.00
	$ 7,500.00
Disbursements:	
Services from the Building Materials Joint Committee (12 months at $420.00 per month)	$ 5,040.00
Legal and professional expenses	500.00
Representatives' expenses including attendance fees	1,950.00
Printing and Stationery	150.00
Sundry expenses	450.00
	$ 8,090.00
Estimated deficit	590.00
	$ 7,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1961. 58060-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec établi en exécution du décret numéro 513, du 30 avril 1053 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1399 du 14 juin 1961, section « F », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1961 au 30 juin 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 513 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 513 et amendements doivent verser au Comité une somme équivalente à ¼ de 1% de leurs salaires fixes et de leurs pourcentages.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé et adressé au Comité paritaire avec les cotisations le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'Industrie des Vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1961 et le 30 juin 1962.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES VÊTEMENTS D'HOMMES ET DE GARÇONS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1961 et le 30 juin 1962.

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 513 of April 30, 1953, has been authorized by a by-law approved by the Order in Council number 1399 of June 14, 1961, section "F", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 1, 1961 to June 30, 1962; the levy shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree number 513, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of the fixed wages and commissions paid to their employees subject to the said decree.

b) The employees governed by the said decree, number 513 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of their fixed wages and percentages.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these reports made out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed and sent to the Parity Committee, together with levies, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, for the period between July 1, 1961 and June 30, 1962, is annexed hereto.

THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S AND BOYS' CLOTHING INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 1, 1961 and June 30, 1962.

Disponibilités en fonds au 1er juillet 1961	$ 21,220.00	*Estimated cash on hand* as at July 1, 1961	$ 21,220.00
Recettes:		*Receipts:*	
Cotisations (¼ de 1%):		Assessments (¼ of 1%):	
Employeurs professionnels	65,000.00	Employers	65,000.00
Salariés	65,000.00	Employees	65,000.00
Dommages-intérêts liquidés:		Liquidated damages:	
Employeurs professionnels	50.00	Employers	50.00
Salariés	50.00	Employees	50.00
Revenu des loyers	1,500.00	Rent	1,500.00
Intérêt — Obligations du Gouvernement fédéral	1,700.00	Interest — Dominion of Canada Bonds	1,700.00
	$133,300.00		$133,300.00
Montant disponible pour les déboursés	$154,520.00	*Amount available for disbursements*	$154,520.00
Déboursés:		*Disbursements:*	
Salaires:		Salaries:	
Administration et bureau	$ 50,500.00	Administration and office	$ 50,500.00
Inspecteurs	35,000.00	Inspectors	35,000.00
Frais de déplacement et voitures	3,000.00	Travel and Auto Expenses	3,000.00
Assemblées:		Meetings:	
Jetons de présence (24 membres)	2,000.00	Members' Fees (24 members)	2,000.00
Frais de déplacement (24 membres)	7,000.00	Members' Expenses (24 members)	7,000.00
Entretien de l'immeuble (combustible, taxes, électricité, etc.)	6,500.00	Maintenance of Property (Fuel, Taxes, Lights, etc.)	6,500.00
Assurances	700.00	Insurance	700.00
Améliorations et réparations à l'immeuble	1,000.00	Improvements and Repairs to Property	1,000.00
Dépenses et frais légaux	7,500.00	Legal Fees and Expenses	7,500.00
Impressions	2,000.00	Printing	2,000.00
Vérification des livres	1,150.00	Audit Fees	1,150.00
Papeterie et dépenses de bureau	1,350.00	Stationery and Office Expenses	1,350.00
Frais de poste	1,000.00	Postage	1,000.00
Ameublement et accessoires de bureau	1,000.00	Furniture and Office Equipment	1,000.00
Téléphone	2,000.00	Telephone	2,000.00
Dépenses diverses	3,500.00	Miscellaneous Expenses	3,500.00
Assurance-chômage	600.00	Unemployment Insurance	600.00
Assurance-groupe des employés	2,000.00	Employees' Group Insurance	2,000.00
Fonds de pension des employés	4,000.00	Employees' Pension and Retirement Fund	4,000.00
Paiements de pension à un employé	1,200.00	Employees' Pension Payments	1,200.00
Réserve pour dépenses imprévues	3,500.00	Provisions for Contingencies	3,500.00
	$136,500.00		$136,500.00
Disponibilités en fonds au 30 juin 1962	18,020.00	*Estimated available Funds* — June 30, 1962	18,020.00
	$154,520.00		$154,520.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1961. 58060-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1961. 58060-o

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

L'Assistant-procureur général adjoint, P. FRENETTE.

ATTENDU qu'il est décrété par l'article 3 de la Loi pour remédier à la pollution des eaux (9-10 Elizabeth II, chapitre 16), que cette loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au premier juillet 1961, la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 1428 en date du 21 juin 1961, et conformément aux dispositions de l'article 3 de la Loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 16, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la date de l'entrée en vigueur de la Loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 16, intitulée « Loi pour remédier à la pollution des eaux », soit fixée au premier juillet 1961.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58016-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur général adjoint, P. FRENETTE.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 192 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, par proclamation, fixer les époques auxquelles commenceront les termes de la Cour du Banc de la Reine, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans tous les districts, et peut les changer pareillement;

ATTENDU QUE la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc de la Reine, dans l'exercice de sa juridction en première instance, en matière criminelle, pour le district de Joliette, a été fixée au 15 septembre de chaque année.

Proclamation

P. FRENETTE, *Assistant Deputy Attorney General.*

WHEREAS it is enacted by section 3 of the Act to remedy the pollution of water (9-10 Elizabeth II, chapter 16), that this Act shall enter into force on the date which shall be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is deemed expedient to fix to the first of July, 1961, the date of the entry into force of this Act.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order in Council number 1428, dated June 21, 1961, and pursuant to the provisions of section 3 of the Act 9-10 Elizabeth II, chapter 16, We have enacted and ordered and We hereby enact and order that the date of the entry into force of the Act 9-10 Elizabeth II, chapter 16, entitled "Act to remedy the pollution of water" be fixed for July first, 1961.

OF ALL WHICH OUR loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-first day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-one, and in the tenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58016

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

P. FRENETTE, *Assistant Deputy Attorney General.*

WHEREAS under the provisions of article 192 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of Queen's Bench (Crown side) shall commence in any district, and may alter the same in like manner;

WHEREAS the date of the opening of the term of the Court of Queen's Bench (Crown side) for the district of Joiette, has been fixed at September 15 for each year.

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice de changer, pour l'année 1961 seulement, la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc de la Reine, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans le district de Joliette.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 192, du chapitre 15, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, que la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc de la Reine, siégeant en première instance en matière criminelle, pour le district de Joliette, soit changée, pour l'année 1961 seulement, du 15 septembre au 12 septembre, et fixée à cette dernière date.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de notre province de Québec, ce vingt et unième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.
58016-o

WHEREAS it is in the interest of the administering of justice, to change, for the year 1961 only, the date of the opening of the term of the Court of Queen's Bench (Crown side), in the district of Joliette.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ordered and enacted and, hereby, We order and enact, pursuant to the provisions of section 192, of chapter 15, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, that the date of the opening of the term of the Court of Queen's Bench (Crown side), for the district of Joliette, be changed, for the year 1961 only, from September 15 to September 12, and fixed at the latter date.

OL ALL WHICH Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, In Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-first day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-one, and in the tenth year of Our Reign.

By order.,

LUCIEN DARVEAU,
Joint Assistant Secretary of the Province.
58016

errata

Re: Proclamation concernant la mise en vigueur de la Loi concernant l'aménagement et l'embellissement de la région de la capitale du Québec (9-10 Elizabeth II, chapitre 17).

Dans la version française et la version anglaise de la proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, Tome 93, No 25, en date du 23 juin 1961, à la page 2899, concernant la mise en vigueur, à compter du 1er juillet 1961, de la « Loi concernant l'aménagement et l'embellissement de la région de la capitale du Québec » (9-10 Elizabeth II, chapitre 17), partout où apparaît la référence « article 4 », il faut lire: « article 20 ».

Dans la version française de la même proclamation, au lieu de « L'Assistant-procureur général », il faut lire: « L'Assistant-procureur général adjoint ».
58016-o

errata

Re: Proclamation concerning the Act respecting the planning and embellishment of the region of the capital of Quebec (9-10 Elizabeth II, chapter 17).

In the French version and in the English version of the proclamation published in the *Quebec Official Gazette*, Volume 93, No. 25, dated June 23, 1961, on page 2899, concerning the coming into force, from and after July 1, 1961, of the "Act respecting the planning and embellishment of the region of the capital of Quebec" (9-10 Elizabeth II, chapter 17), wherever the reference "article 4" appears, one should read: "article 20".

In the French version of the same proclamation, instead of "L'Assistant-procureur général", one should read: "L'Assistant-procureur général adjoint".
58016

Sièges sociaux

C.A. Sales (Quebec) Corporation

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « C.A. Sales (Quebec) Corporation », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 4e jour d'avril 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 95 rue Gagnon, St-Laurent.

Head Offices

C.A. Sales (Quebec) Corporation

Notice is hereby given that "C.A. Sales (Quebec) Corporation", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 4th day of April, 1961, and having its head office in the City of Montreal, in the said Province, has established its office at 95 Gagnon Street, St. Laurent.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 3e jour de mai 1961.

Le Secrétaire,
58025 DR. WILLIAM ESSLINGER.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal this 3rd day of May, 1961.

DR. WILLIAM ESSLINGER,
58025-o *Secretary.*

Lessard Auto Electric Ltd.

Avis est par les présentes, donné que la compagnie « Lessard Auto Electric Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnie de Québec le dixième jour d'avril mil neuf cent soixante et un, et ayant son siège social en la Ville St-Michel, en la dite province, a établi son bureau au No. 3241 rue Jarry, en ladite Cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté, en la Cité de Montréal, ce 13e jour de juin 1961.

58026-o LUCIEN LESSARD.

Lessard Auto Electric Ltd.

Notice is hereby given that "Lessard Auto Electric Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the tenth day of April nineteen hundred and sixty-one, and having its head office in the City of St-Michel, in the said province has established its office at No. 3241 Jarry St. in the said City.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the City of Montreal, on this 13th day on June, 1961.

58026-o LUCIEN LESSARD.

Les Productions Baladin & Cie Ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Productions Baladin & Cie Ltée », constituée en corporation en vertu de la 1ère partie de la Loi des compagnies du Québec, en date du 17 août 1960 et ayant son bureau principale dans la cité de Montréal a établi son bureau au numéro 924 Blvd Gouin est, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21ième jour de juin 1961.

Le Procureur des Productions
Baladin & Cie Ltée,
58027-o ME MARIO DU MESNIL, avocat.

Les Productions Baladin & Cie Ltée

Notice is given that the company "Les Productions Baladin & Cie Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, dated August 17, 1960, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 924 Gouin Blve., East, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 21st day of June, 1961.

ME MARIO DU MESNIL, Advocate,
Attorney for Productions
58027 Baladin & Cie Ltée.

Southern Business College Inc.

Avis est donné que la compagnie « Southern Business College Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 mars 1961, et ayant son bureau principal en la cité de Longueuil, a établi son bureau au numéro 39c ouest, rue St-Charles, Longueuil, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce quinzième jour de mai mil neuf cent soixante et un.

58028-o MARIE J. T. PROULX.

Southern Business College Inc.

Notice is hereby given that the Company "Southern Business College Inc.", incorporated by letters patent dated March 6, 1961, and having its head office in the city of Longueuil, has established its office at number 39c West, St. Charles Street, city of Longueuil, province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this fifteenth day of May, nineteen hundred and sixty-one.

58028-o MARIE J. T. PROULX.

Boiteau Inc.

Que l'article « 1 » du règlement No. 1 est par les présentes amendé comme suit:

1 — Le bureau principal de la compagnie sera situé à 60, rue Dorchester, Québec 2, district de Québec.

Québec, 3 octobre 1959.

Le Président,
58029-o PIERRE BOITEAU.

Boiteau Inc.

That section "1" of by-law No. 1 is hereby amended as follows:

1 — The head office of the company shall be located at 60, Dorchester street, Quebec 2, district of Quebec.

Quebec, October 3, 1959.

PIERRE BOITEAU,
58029 *President.*

St. Paul Development Corp.

Avis de changement d'adresse du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « St. Paul Development Corp. », constituée en corporation en vertu de la première

St. Paul Development Corp.

Notice of change in street address of head office

Notice is hereby given that "St. Paul Development Corp.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent

partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 12 septembre 1958, a transporté son siège social de 132 Ouest, rue St-Jacques, suite 918, en la cité de Montréal à 7755 boulevard St-Laurent, cité et district de Montréal, province de Québec.

Montréal, 1er mai 1961.

Le Président,
58033 S. WATKIN.

Quebec Imports Ltd.

Avis est par les présentes, donné que la compagnie « Quebec Imports Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 25e jour de novembre 1960, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à chambre 509, 606 rue Cathcart.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 5e jour de janvier 1961.

Le Président,
58037 MAURICE GERMAIN.

Portneuf Mineral Corporation

Avis est donné que la compagnie « Portneuf Mineral Corporation » (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en date du 17e jour d'octobre 1952, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau à la chambre 904, au numéro 760 carré Victoria, Montréal.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal ce 15e jour de juin 1961.

Le Secrétaire,
58044-o A. P. GRIGG.

Sheffield Holdings Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Sheffield Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 6e jour d'avril 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à suite 905, 132 ouest, rue St-Jacques, cité de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté en la cité de Montréal, ce 23e jour de juin 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
58045 JEAN A. PINATEL, FILS.

(P.G. 10196-54)

Senneterre Metals Mines Ltd.

(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement visant a changer le siège social de la Compagnie

Sur motion dûment faite et secondée, il fût unanimement résolu de transporter le siège social de la compagnie de Senneterre à Montréal, 1030, rue Saint-Alexandre, chambre 300.

Copie d'un règlement de « Senneterre Metals Mines Ltd. » (Libre de responsabilité personnelle), approuvé par les directeurs le 28 mars 1961 et ratifié à l'unanimité d'une assemblée générale spéciale des actionnaires, tenue le 11 avril 1961.

Le Président,
58057-o MARIO DI IACOBIS.

dated September 12, 1958, has moved its head office from 132 St. James St. W., Suite 918, in the City of Montreal, to 7755 St. Lawrence Boulevard, in the City and District of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, May 1, 1961.

S. WATKIN,
58033-o *President.*

Quebec Imports Ltd.

Notice is hereby given that "Quebec Imports Ltd.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the 25th day of November, 1960, and having its head office in Montreal, has established its office at Room 509, 606 Cathcart Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 5th day of January, 1961.

MAURICE GERMAIN,
58037-o *President.*

Portneuf Mineral Corporation

Notice is hereby given that "Portneuf Mineral Corporation" (No Personal Liability), incorporated by letters patent on the 17th day of October, 1952, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at Room 904, 760 Victoria Square, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 15th day of June 1961.

A. P. GRIGG,
58044-o *Secretary.*

Sheffield Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Sheffield Holdings Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 6th day of April, 1961 and having its head office in the City of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 905, 132 St. James St. West, City of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the City of Montreal, this 23rd day of June, 1961.

(Seal) JEAN A. PINATEL, JR,
58045-o *Secretary-Treasurer.*

(A.G. 10196-54)

Senneterre Metals Mines Ltd.

(Libre de responsabilité personnelle)

By-law in view of changing the head office of the Company

Upon motion duly made and seconded, it was unanimously resolved to transfer the head office of the company of Senneterre to Montreal, 1030 Saint-Alexandre Street, Room 300.

Copy of a by-law of "Senneterre Metals Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), approved by the directors on March 28, 1961 and ratified unanimously at a special general meeting of the shareholders, held on April 11, 1961.

MARIO DI IACOBIS,
58057 *President.*

(P.G. 12269-60)

Omer Paré Inc.

Règlement numéro 9

(adopté par les directeurs à leur assemblée en date du 6 mai 1960 à laquelle tous les directeurs étaient présents.)

Il est par le présent règlement décrété comme suit:

Le bureau principal de la compagnie « Omer Paré Inc. » est transporté de Beauport où il était auparavant à 1630 Boulevard Laurier, en la cité de Sillery.

Le secrétaire est autorisé à faire les démarches nécessaires pour que ce changement apparaisse dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Je, soussigné, Gérard Chamberland, secrétaire de « Omer Paré Inc. » certifie que le règlement numéro 9 de « Omer Paré Inc. » a été décrété par le bureau de direction de la compagnie à une assemblée régulièrement convoquée et tenue le 6 mai 1960, à laquelle un quorum était présent et dûment sanctionné, ratifié et confirmé par le vote unanime des actionnaires de la compagnie présente à une assemblée spéciale dûment convoquée et tenue le même jour dans le but d'étudier ledit règlement et à laquelle cent pour cent des actionnaires étaient présent; et je certifie de plus que ledit règlement est encore en vigueur.

Signé à Sillery, ce dixième jour de mai 1961.

Le Secrétaire,

58058-o G. CHAMBERLAND.

(A.G. 12269-60)

Omer Paré Inc.

By-law number 9

(adopted by the directors at their meeting held on May 6, 1960, at which all the directors were present.)

By this by-law, it is enacted as follows:

The head office of "Omer Paré Inc." is moved from Beauport where it was before to 1630 Laurier boulevard, in the city of Sillery.

The secretary is authorized to make the necessary arrangements to have this change published in the *Quebec Official Gazette*.

I, the undersigned, Gérard Chamberland, secretary of "Omer Paré Inc.", certify that by-law number 9 of "Omer Paré Inc." has been enacted by the board of directors at a meeting regulary called and held on May 6, 1960, at which a quorum was present and duly sanctioned, ratified and confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company present at a special meeting duly called and held the same day for considering the said by-law and at which one hundred per cent of the shareholders were present; and furthermore certify that the said by-law is still in force.

Signed at Sillery, this tenth day of May, 1961.

G. CHAMBERLAND,

58058 *Secretary.*

Milado Mines (1957) Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Milado Mines (1957) Ltd. » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 juillet 1957, émises en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 215 ouest, rue St-Jacques, Montréal, P. Q.

Montréal, ce 21e jour de juin 1961.

Le Président,

58064 R. P. MILLS.

Milado Mines (1957) Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Milado Mines (1957) Ltd." (No Personal Liability) incorporated by letters patent dated 22nd July, 1957, issued under the Quebec Mining Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 215 St. James Street West, Montreal, P. Q.

Montreal, this 21st day of June, 1961.

R. P. MILLS,

58064-o *President.*

Soumissions

Village de Disraëli
Comté de Wolfe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Moïse Turcotte, secrétaire-trésorier, village Disraëli, comté de Wolfe, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 17 juillet 1961, pour l'achat de $53,000 d'obligations du village Disraëli, comté de Wolfe, datées du 1er août 1961 et remboursables par séries du 1er août 1962 au 1er août 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 145 tel que modifié — Travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tenders

Village of Disraëli
County of Wolfe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Moïse Turcotte, secretary-treasurer, village of Disraëli, county of Wolfe, until 8:00 o'clock p.m. on Monday, July 17, 1961, for the purchase of an issue of $53,000 of bonds for the village of Disraëli, county of Wolfe, dated August 1, 1961, and redeemable serially from August 1, 1962 to August 1, 1981, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 145 as modified — Work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $53,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1962	$1,500
1er août 1963	1,500
1er août 1964	1,500
1er août 1965	1,500
1er août 1966	2,000
1er août 1967	2,000
1er août 1968	2,000
1er août 1969	2,000
1er août 1970	2,500
1er août 1971	2,500
1er août 1972	2,500
1er août 1973	2,500
1er août 1974	3,000
1er août 1975	3,000
1er août 1976	3,500
1er août 1977	3,500
1er août 1978	3,500
1er août 1979	4,000
1er août 1980	4,000
1er août 1981	4,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Disraëli.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenu lundi, le 17 juillet 1961, à 8 heures du soir, en l'école Ste-Luce, village de Disraëli, comté de Wolfe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Village de Disraëli, (Comté de Wolfe), 22 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
MOÏSE TURCOTTE.

C. P. 370, village de Disraëli,
Comté de Wolfe, P. Q.
Téléphone: 259. 58046-o

Table of redemption — $53,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1962	$1,500
August 1, 1963	1,500
August 1, 1964	1,500
August 1, 1965	1,500
August 1, 1966	2,000
August 1, 1967	2,000
August 1, 1968	2,000
August 1, 1969	2,000
August 1, 1970	2,500
August 1, 1971	2,500
August 1, 1972	2,500
August 1, 1973	2,500
August 1, 1974	3,000
August 1, 1975	3,000
August 1, 1976	3,500
August 1, 1977	3,500
August 1, 1978	3,500
August 1, 1979	4,000
August 1, 1980	4,000
August 1, 1981	4,500

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Disraëli.

Capital and interest are payable at all branches of a charter bank in the province of Quebec.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 17, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in Ste-Luce school, village of Disraëli, county of Wolfe.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Village of Disraëli, (County of Wolfe), June 22, 1961.

MOÏSE TURCOTTE,
Secretary-Treasurer.

P. O. B. 370, Village of Disraëli,
County of Wolfe, P. Q.
Telephone: 259. 58046

Ville d'Aylmer
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L.-C. Savard, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 94 rue Principale, Aylmer, comté de Gatineau, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 17 juillet 1961, pour l'achat de $88,500 d'obligations de la ville d'Aylmer, comté de Gatineau, datées du 1er août 1961 et remboursables par séries du 1er août 1962 au 1er août 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 233, tel que modifié — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Town of Aylmer
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L.-C. Savard, secretary-treasurer, Town Hall, 94 Main St., Aylmer, county of Gatineau, untill 8:00 o'clock p.m. on Monday, July 17, 1961, for the purchase of an issue of $88,500 of bonds for the town of Aylmer, county of Gatineau, dated August 1, 1961, and redeemable serially from August 1, 1962 to August 1, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on February 1 and Aufust 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 233, ad modified — work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $88,500 — 15 ans

Année	*Capital*
1er août 1962	$5,000
1er août 1963	5,000
1er août 1964	5,000
1er août 1965	5,000
1er août 1966	5,500
1er août 1967	5,500
1er août 1968	6,000
1er août 1969	6,000
1er août 1970	6,000
1er août 1971	6,000
1er août 1972	6,500
1er août 1973	6,500
1er août 1974	6,500
1er août 1975	7,000
1er août 1976	7,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à quinze ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Aylmer, comté de Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Ottawa et à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 17 juillet 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 94 rue Principale, Aylmer, comté de Gatineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Aylmer, (Comté de Gatineau), ce 27 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
L.-C. SAVARD.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C. P. 479,
94 rue Principale,
Aylmer, (Gatineau), P. Q.
Téléphone: MU-4-5311. 58065-o

Table of redemption — $88,500 — 15 years

Year	*Capital*
August 1, 1962	$5,000
August 1, 1963	5,000
August 1, 1964	5,000
August 1, 1965	5,000
August 1, 1966	5,500
August 1, 1967	5,500
August 1, 1968	6,000
August 1, 1969	6,000
August 1, 1970	6,000
August 1, 1971	6,000
August 1, 1972	6,500
August 1, 1973	6,500
August 1, 1974	6,500
August 1, 1975	7,000
August 1, 1976	7,000

Please note that tenders are called for fifteen year terms only and that tenders for short terms shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Aylmer, county of Gatineau.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank at Ottawa and at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 17, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 94 Main St., Aylmer, county of Gatineau.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Aylmer (County of Gatineau), June 27, 1961.

L.-C. SAVARD,
Secretary-Treasurer.

Postal address: Town Hall, P. O. B. 479,
94 Main St.,
Aylmer, (Gatineau), P. Q.
Telephone: MU-4-5311. 58065

Ville de Greenfield Park
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, J.-H. Pagé, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 156 Boulevard Churchill, Greenfield Park, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 17 juillet 1961, pour l'achat de $380,000 d'obligations de la ville de Greenfield Park, comté de Chambly, datées du 1er août 1961 et remboursables par séries du 1er août 1962 au 1er août 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos:— 213 — $65,000, construction de trottoirs, travaux de drainage

Town of Greenfield Park
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, J.-H. Pagé, Secretary-Treasurer, Town Hall, 156 Churchill Boulevard, Greenfield Park, county of Chambly, until 8:00 o'clock p.m. Monday, July 17, 1961, or the purchase of an issue of $380,000 of bonds for the town of Greenfield Park, county of Chambly, dated August 1, 1961, and redeemable serially from August 1, 1962 to August 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos.:— 213 — $65,000, construction of sidewalks, sorks on drainage and paving;

et de pavage; 218 — $15,000, travaux d'égouts et d'aqueduc; et 229 — $300,000, construction d'un hôtel de ville et d'un centre sportif.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $380,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1962	$10,500
1er août 1963	11,000
1er août 1964	11,500
1er août 1965	12,500
1er août 1966	13,500
1er août 1967	14,000
1er août 1968	14,500
1er août 1969	16,000
1er août 1970	16,500
1er août 1971	17,500
1er août 1972	18,500
1er août 1973	20,000
1er août 1974	21,000
1er août 1975	22,000
1er août 1976	23,500
1er août 1977	24,500
1er août 1978	26,000
1er août 1979	27,500
1er août 1980	29,000
1er août 1981	30,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 17 juillet 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 156 Boulevard Churchill, Greenfield Park, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Greenfield Park, (Comté de Chambly), ce 27 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-H. PAGÉ.

Hôtel de Ville,
156 Boulevard Churchill,
Greenfield Park, (Chambly), P.Q.
Téléphone: OR-1-5955. 58066-o

218 — $15,000, work on sewers and aqueduct; and 229 — $300,000 construction of a town hall and a sports-center.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $380,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1962	$10,500
August 1, 1963	11,000
August 1, 1964	11,500
August 1, 1965	12,500
August 1, 1966	13,500
August 1, 1967	14,000
August 1, 1968	14,500
August 1, 1969	16,000
August 1, 1970	16,500
August 1, 1971	17,500
August 1, 1972	18,500
August 1, 1973	20,000
August 1, 1974	21,000
August 1, 1975	22,000
August 1, 1976	23,500
August 1, 1977	24,500
August 1, 1978	26,000
August 1, 1979	27,500
August 1, 1980	29,000
August 1, 1981	30,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at St-Lambert, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, July 17, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 156 Churchill Boulevard, Greenfield Park, county of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Greenfield Park, (County of Chambly), June 27, 1961.

J.-H. PAGÉ,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
156 Churchill Boulevard,
Greenfield Park, (Chambly), P.Q.
Telephone: OR-1-5955. 58066

Ville de Laval des Rapides
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Vianney Samson, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 298, Boulevard des Prairies, Laval des Rapides, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 17 juillet, 1961 pour l'achat de $332,500

Town of Laval des Rapides
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the unsersigned Vianney Samson, secretary-treasurer, Town Hall, 298 des Prairies boulevard, Laval des Rapides, county of Lval, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 17, 1961, for the purchase of an issue of $332,500 of bonds for the

d'obligations de la ville de Laval des Rapides comté de Laval datées du 1er août 1961 et remboursables par séries du 1er août 1962 au 1er août 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos: — 291 — $41,500, tel que modifié — travaux d'égouts. — 302 — $291,000 tel qu'amendé — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $332,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1962	$ 9,500
1er août 1963	10,000
1er août 1964	10,500
1er août 1965	11,000
1er août 1966	11,500
1er août 1967	12,000
1er août 1968	12,500
1er août 1969	14,000
1er août 1970	14,500
1er août 1971	15,500
1er août 1972	16,000
1er août 1973	17,000
1er août 1974	18,000
1er août 1975	19,000
1er août 1976	20,500
1er août 1977	21,500
1er août 1978	22,500
1er août 1979	24,000
1er août 1980	25,500
1er août 1981	27,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à ville de Laval des Rapides.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 17 juillet, 1961 à 8 heures du soir, à l'Hôtel de ville, 298, Boulevard des Prairies, Laval des Rapides, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval-des-Rapides, (Comté de Laval), ce 28 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
VIANNEY SAMSON.

Hôtel de Ville,
298, Boul. des Prairies,
Laval-des-Rapides, (Laval), P.Q.
Téléphone: MO 9-3533. 58067-o

town of Laval des Rapides, county of Laval, dated August 1, 1961, and redeemable serially from August 1, 1962 to August 1, 1981, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos.: — 291 — $41,500, as modified — sewer works. 302 — $291,000, as amended — aqueduct and sewer works.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $332,500 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1962	$ 9,500
August 1, 1963	10,000
August 1, 1964	10,500
August 1, 1965	11,000
August 1, 1966	11,500
August 1, 1967	12,000
August 1, 1968	12,500
August 1, 1969	14,000
August 1, 1970	14,500
August 1, 1971	15,500
August 1, 1972	16,000
August 1, 1973	17,000
August 1, 1974	18,000
August 1, 1975	19,000
August 1, 1976	20,500
August 1, 1977	21,500
August 1, 1978	22,500
August 1, 1979	24,000
August 1, 1980	25,500
August 1, 1981	27,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at town of Laval des Rapides.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the province of Quebec as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, July 17, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 298 des Prairies boulevard, Laval des Rapides, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Laval-des-Rapides, (County of Laval), June 28, 1961.

VIANNEY SAMSON,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
298 des Prairies boulevard,
Laval des Rapides, (Laval), P.Q.
Telephone: MO 9-3533. 58067

Municipalité de St-Ambroise
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Pierre Picard, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 150 rue Racine, Loretteville, ou jusqu'à 8 heures du soir, en l'École L'Ormière, St-Ambroise, (Québec), mardi, le 18. juillet 1961, pour l'achat de $76,000 d'obligations de la paroisse de St-Ambroise, comté de Québec, datées du 1er août 1961 et remboursables par séries du 1er août 1962 au 1er août 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos:— 189 — $6,000, travaux d'aqueduc; 190 — $15,000, travaux d'aqueduc et d'égouts; 191 — $16,500, travaux d'aqueduc et d'égouts; 197 — $15,000, travaux d'aqueduc, etc.; 198 — $6,000, paiement de l'excédent dans le coût des travaux du règlement 171; 199 — $11,000, construction d'aqueduc; et 200 — $6,650, travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $76,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1962	$ 2,000
1er août 1963	2,500
1er août 1964	2,500
1er août 1965	2,500
1er août 1966	2,500
1er août 1967	2,500
1er août 1968	2,500
1er août 1969	2,500
1er août 1970	2,500
1er août 1971	3,000
1er août 1972	3,500
1er août 1973	4,000
1er août 1974	4,000
1er août 1975	4,500
1er août 1976	4,500
1er août 1977	4,500
1er août 1978	4,500
1er août 1979	4,500
1er août 1980	5,500
1er août 1981	11,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 18 juillet 1961, à 8 heures du soir, en l'École L'Ormière, St-Ambroise, comté de Québec.

Municipality of St-Ambroise
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Pierre Picard, secretary-treasurer, until 7:30 p'clock p.m., at 150 Racine St., Loretteville, or until 8:00 o'clock p.m., in L'Ormière School, St-Ambroise, (Quebec), on Tuesday, July 18, 1961, for the purchase of an issue of $76,000 of bonds for the parish of St-Ambroise, county of Quebec, dated August 1, 1961, and redeemable serially from August 1, 1962 to August 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 189 — $6,000, work on aqueduct; 190 — $15,000, work on aqueduct and sewers; 191 — $16,500, work on aqueduct and sewers; 197 — $15,000, work on aqueduct, etc.; 198 — $6,000, payment of the surplus in the cost of the works of by-law 171; 199 — $11,000, construction of an aqueduct; and 200 — $6,650, work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $76,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1962	$ 2,000
August 1, 1963	2,500
August 1, 1964	2,500
August 1, 1965	2,500
August 1, 1966	2,500
August 1, 1967	2,500
August 1, 1968	2,500
August 1, 1969	2,500
August 1, 1970	2,500
August 1, 1971	3,000
August 1, 1972	3,500
August 1, 1973	4,000
August 1, 1974	4,000
August 1, 1975	4,500
August 1, 1976	4,500
August 1, 1977	4,500
August 1, 1978	4,500
August 1, 1979	4,500
August 1, 1980	5,500
August 1, 1981	11,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, July 18, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in L'Ormière School, St-Ambroise, county of Quebec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Ambroise, (Comté de Québec), ce 27 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE PICARD.

Adresse postale:
150 rue Racine,
Loretteville, (Québec), P.Q.
Téléphone: VI-2-4339. 58069-o

Ville de Naudville
Comté du Lac-St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Roméo Dion, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Naudville, comté du Lac-St-Jean, jusqu'à 7 heures p.m., mardi le 18 juillet, 1961, pour l'achat de $32,000 d'obligations de la ville de Naudville, comté du Lac-St-Jean, datées du 1er juillet 1961, et remboursables par séries du 1er juillet 1962 au 1er juillet 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 82, tel que modifié — travaux d'aqueduc et d'égouts, ouverture de nouvelles rues.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $32,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1962	$1,000
1er juillet 1963	1,000
1er juillet 1964	1,000
1er juillet 1965	1,000
1er juillet 1966	1,000
1er juillet 1967	1,000
1er juillet 1968	1,000
1er juillet 1969	1,500
1er juillet 1970	1,500
1er juillet 1971	1,500
1er juillet 1972	1,500
1er juillet 1973	1,500
1er juillet 1974	2,000
1er juillet 1975	2,000
1er juillet 1976	2,000
1er juillet 1977	2,000
1er juillet 1978	2,000
1er juillet 1979	2,500
1er juillet 1980	2,500
1er juillet 1981	2,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Naudville, comté du Lac St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Ambroise, (County of Quebec), June 27, 1961.

PIERRE PICARD,
Secretary-Treasurer.

Postal address:
150 Racine St.,
Loretteville, (Quebec), P.Q
Telephone: VI-2-4339. 58069

Town of Naudville
County of Lake St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. Roméo Dion, secretary-treasurer, Town Hall, Naudville, county of Lake St. John, until 7:00 o'clock p.m. on Tuesday, July 18, 1961, for the purchase of an issue of $32,000 of bonds for the town of Naudville, county of Lake St. John, dated July 1, 1961, and redeemable serially from July 1, 1962, to July 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on January 1 and July 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may according to maturities.

By-law No. 82 as modified — work on aqueduct and sewers; opening of new streets.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $32,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1962	$1,000
July 1, 1963	1,000
July 1, 1964	1,000
July 1, 1965	1,000
July 1, 1966	1,000
July 1, 1967	1,000
July 1, 1968	1,000
July 1, 1969	1,500
July 1, 1970	1,500
July 1, 1971	1,500
July 1, 1972	1,500
July 1, 1973	1,500
July 1, 1974	2,000
July 1, 1975	2,000
July 1, 1976	2,000
July 1, 1977	2,000
July 1, 1978	2,000
July 1, 1979	2,500
July 1, 1980	2,500
July 1, 1981	2,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Naudville, county of Lake St. John.

Capital and interest are payable at all branches of a charter bank in the province of Quebec.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether

comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 18 juillet 1961 à 7 heures du soir, à l'Hôtel de ville, Naudville, comté du Lac St-Jean.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Naudville, (Comté de Lac St-Jean), ce 27 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMÉO DION.

Hôtel de ville,
B. P. 100,
Naudville, (Lac St-Jean) P.Q.
Téléphone: NO 2-5317. 58068-o

interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, July 18, 1961, at 7:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Naudville, county of Lake St. John.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Naudville, (County of Lake St. John), June 27, 1961.

ROMÉO DION,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
P.O.B. 100,
Naudville, (Lake St. John), P.Q.
Telephone: NO 2-5317. 58068

Municipalité de St-Donat
Comté de Montcalm

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jules St-Georges, secrétaire-trésorier, St-Donat, comté de Montcalm, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 18 juillet 1961, pour l'achat de $29,000 d'obligations de la municipalité de St-Donat, comté de Montcalm, datées du 1er août 1961 et remboursables par séries du 1er août 1962 au 1er août 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 57 — construction de trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $29,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1962	$ 1,000
1er août 1963	1,000
1er août 1964	1,000
1er août 1965	1,000
1er août 1966	1,000
1er août 1967	1,000
1er août 1968	1,000
1er août 1969	1,000
1er août 1970	1,000
1er août 1971	1,500
1er août 1972	1,500
1er août 1973	1,500
1er août 1974	1,500
1er août 1975	1,500
1er août 1976	2,000
1er août 1977	2,000
1er août 1978	2,000
1er août 1979	2,000
1er août 1980	2,000
1er août 1981	2,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Donat, comté de Montcalm.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Municipality of St. Donat
County of Montcalm

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jules St-Georges, secretary-treasurer, St. Donat, county of Montcalm, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, July 18, 1961, for the purchase of an issue of $29,000 of bonds for the municipality of St. Donat, county of Montcalm, dated August 1, 1961, and redeemable serially from August 1, 1962 to August 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 57 — construction of sidewalks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $29,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1962	$ 1,000
August 1, 1963	1,000
August 1, 1964	1,000
August 1, 1965	1,000
August 1, 1966	1,000
August 1, 1967	1,000
August 1, 1968	1,000
August 1, 1969	1,000
August 1, 1970	1,000
August 1, 1971	1,500
August 1, 1972	1,500
August 1, 1973	1,500
August 1, 1974	1,500
August 1, 1975	1,500
August 1, 1976	2,000
August 1, 1977	2,000
August 1, 1978	2,000
August 1, 1979	2,000
August 1, 1980	2,000
August 1, 1981	2,500

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Donat, county of Montcalm.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 18 juillet 1961, à 8 heures du soir, en la salle du conseil, St-Donat, comté de Montcalm.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Donat, (Comté de Montcalm), ce 27 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES ST-GEORGES.

Adresse postale: C.P. 28,
St-Donat, (Montcalm), P.Q.
Téléphone: 35. 58070-o

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, July 18, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Council Hall, St. Donat, county of Montcalm.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Donat, (County of Montcalm), June 27, 1961.

JULES ST-GEORGES,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 28,
St. Donat, (Montcalm), P.Q.
Telephone: 35. 58070

Office des marchés agricoles du Québec

Les Producteurs de Lait du Québec à la Cie Carnation

Avis de réception d'une requête en amendement d'un plan conjoint de mise en marché

Avis est donné que conformément aux stipulations de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chap. 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a reçu, pour étude et adjudication au mérite, de la part de l'office des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation, une requête en amendement du plan conjoint des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation, tel que sanctionné par sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* du 10 août 1957.

Les modifications demandées audit plan conjoint de mise en marché seront soumises, par voie de référendum, à tous les producteurs de lait intéressés, suivant les prévisions de l'art. 23 du Statut, si l'Office des Marchés Agricoles décide de donner suite à ladite requête.

Montréal, ce 27 juin 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

58021-o

Les Producteurs de Tomates du Québec

Avis d'homologation de conventions entre producteurs et acheteurs de produits agricoles

Avis est par la présente donné que conformément aux prévisions de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chap. 37 at amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a homologué les conventions intervenues le 16 juin 1961 entre l'office des producteurs de tomates du Québec et l'Association des Conserveurs du Québec Inc., relativement à la modification de l'article 29 de la convention de vente de la tomate verte signée le 15 mars 1961 et à la modification de l'article 36 de la convention de vente de la tomate rouge signée le 14 février 1961 et amendée le 15 mars 1961, le tout conformément aux stipulations de l'article 24 du Statut.

Lesdites conventions ont pris effet le 27 juin 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

58021-o

Quebec Agricultural Marketing Board

The Quebec Carnation Company Milk Producers

Notice of reception of a request for an amendment to a joint marketing plan

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Eliz. II, chap. 37 and amendments), the Quebec Agricultural Marketing Board has received from the Quebec Carnation Company Milk Producers' Board, for consideration and adjudication on its merit, a request to amend the Quebec Carnation Company Milk Producers' joint plan, sanctioned and published in the *Quebec Official Gazette* of August 10, 1957.

The requested modifications to the said joint marketing plan will be submitted by referencum to all interested milk producers, in accordance with the provisions of article 23 of the Statute, should the Agricultural Marketing Board decide to pursue the said request.

Montreal, June 27, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.
LÉONARD ROY,
Secretary.

58021-o

The Quebec Tomato Growers

Notice of confirmation of agreements between producers and buyers of agricultural products

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Eliz. II, chap. 37, and amendments), the Quebec Agricultural Marketing Board confirms agreements concluded on June 16, 1961 between the Quebec Tomato Producers' Board and the Quebec Canners Association Inc., relative to modification of article 29 of the green tomato agreement signed on March 15, 1961, and modification of article 36 of the red tomato agreement signed on February 14, 1961, and amended on March 15, 1961; all the above being in accordance with the provisions of article 24 of the Statute.

The said agreements have been in force since June 27, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.
LÉONARD ROY,
Secretary.

58021-o

Vente — Loi de faillite

Antonio Groleau

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, (en matière de faillite), No 6813-F. Dans l'affaire de la faillite de Antonio Groleau, industriel, East Broughton, comté de Beauce, débiteur.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que MERCREDI le DIX-NEUF JUILLET 1961, à TROIS heures p.m. seront vendus par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de East Broughton, comté de Beauce, les immeubles ci-après décrits, savoir:

a) Un emplacement de cinquante pieds de front sur quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, et faisant partie du lot numéro treize A (Ptie de 13A) du cadastre officiel du sixième rang du Canton de Broughton, Beauce, avec bâtisses et dépendances, et ainsi borné: en front à la rue St-Augustin, en arrière à Ernest Paré, d'un côté à Vve Élie Champagne ou représentants, et de l'autre côté à Auguste Dodier ou représentants, sous réserve des mines et droits de mines à qui de droit.

Une terre sise et située dans la paroisse de St-Pierre de Broughton, dans le quinzième rang du Canton de Leeds connue et désignée comme étant le lot numéro vingt-quatre-B (24-B) des plan et livre de renvoi officiels pour ledit quinzième rang dudit Canton de Leeds, ladite terre mesurant environ trente-deux arpents et demie de longueur sur environ cinq arpents de largeur et ainsi borné; en avant par un chemin public, en arrière par un chemin public, d'un côté par un terrain appartenant à Albert Gagnon; et de l'autre côté par un terrain appartenant à Raymond Lecours, avec la maison et les autres constructions y érigées.

c) Une terre connue et désignée sous parties des lots numéros six cent sept et six cent dix (Ptie 607 et 610) pour la paroisse de St-Sylvestre, c'est-à-dire les parties bornées d'un côté au lot six cent six, de l'autre côté à la ligne de division entre ladite paroisse de St-Sylvestre et le canton de Leeds, d'un bout à l'est par la ligne du rang et de l'autre bout à un ruisseau coulant à une distance variant de trois à cinq arpents plus ou moins du chemin de front de la concession Handkerchief, avec le camp, le poêle dans le camp et son tuyau.

d) Un emplacement situé à East-Broughton Station, comté de Beauce, plus particulièrement décrit comme étant l'emplacement ayant déjà appartenu à l'avocat Morin, et que ce dernier a vendu à l'acquéreur le 19 avril 1945, dan le sixième rang du Canton de Broughton, mesurant cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, connu et désigné comme faisant partie du lot quatorze C (Ptie 14-C) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du Canton de Broughton, et ainsi borné; en front au nord-ouest par une rue; d'un côté au nord-est par Massé et Perreault, en arrière au sud-est et d'un côté au sud-ouest par des terrains restant au vendeur, sans bâtisses sous réserve des mines et droits de mines en faveur de qui de droit.

Ces immeubles seront offerts en vente au plus haut et derniers enchérisseur à charge des rentes

Sale — Bankruptcy Act

Antonio Groleau

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, (in the matter of bankruptcy), No. 6813-F. In the bankruptcy of Antonio Groleau, industrialist, East Broughton, county of Beauce, debtor.

Notice of sale

Notice is hereby given that WEDNESDAY, JULY NINETEENTH 1961, at THREE o'clock p.m., shall be sold by public auction, at the church door of the parish of East Broughton, county of Beauce, the immoveables hereinafter described, to wit:

a) An emplacement of fifty feet in front by eight-four feet in depth, and forming part of lot number thirteen A (Pt. of 13A) of the official cadaster of the sixth range of the township of Broughton, Beauce, with buildings and dependencies, and bounded thus: in front, by St-Augustin Street, in rear, by Ernest Paré, on one side by Widow Élie Champagne or representatives, and on the other side, by Auguste Dodier or representatives, under reserve of mines and mining rights to anyone having the right thereto.

b) A farm lying and situated in the parish of St-Pierre de Broughton, in the fifteenth range of the township of Leeds known and designated as being lot number twenty-four-B (24-B) on the official plan and in the book of reference for the said fifteenth range of the said township of Leeds, the said farm measuring about thirty-two arpents and one-half in length by about five arpents in width and bounded thus; in front, by a public road, in rear, by a public road, on one side, by a lot of land belonging to Albert Gagnon; and on the other side, by a lot of land belonging to Raymond Lecours, with the house and the other buildings thereon erected.

c) A lot of land known and designated under parts of lots numbers six hundred and seven and six hundred and ten (Pt. 607 and 610) by the parish of St-Sylvestre, i.e., the parts bounded on one side by lot six hundred and six, on the other side, by the dividing line between the parish of St-Sylvestre and the township of Leeds, at one end, on the east by the line of the range and on the other end, by a brook running at a distance varying from three to five arpents, more or less from the front road of the concession Handkerchief, with the camp, the stove in the camp and its stovepipe.

d) An emplacement situated at East-Broughton Station, county of Beauce, more especially described as being the emplacement having already belonged to the advocate Morin, and that the latter sold to the purchaser on April 19, 1945, in the sixth range of the township of Broughton, measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, known and designated as forming part of lot fourteen C (Pt. 14-C) on the official plan and in the book of reference for the cadaster of th sixth range for the township of Broughton, and bounded thus: in front on the northwest, by a street; on one side, on the northeast, by Massé and Perreault, in rear, on the southeast and on one side on the southwest by lots of land remaining to the vendor, without buildings under reserve of mines and mining rights in favor to anyone having the right thereto.

These immoveables shall be offered to the highest and last bidder subject to rents and

et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que sujets aux droits de mines et toutes autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Québec, 12 juin 1961.

Les Syndics,
JOSEPH MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE.
111, Côte de la Montagne,
Québec. 57914-24-2-o

church apportionments which may exist as well as subject to mining rights and all other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made according to articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also to article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sheriff's sale.

Quebec, June 12, 1961.

JOSEPH MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.
111 Mountain Hill,
Quebec. 57914-24-2

Vente par licitation

Grégoire *et al* vs Robidoux *et al*

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, No 13,492. Anna Grégoire, et Jean-Baptiste Niquet, demandeurs, *vs* Ovila Robidoux, William Robidoux, Léo Robidoux, défendeurs.

Avis de licitation (C.P. 1047)

Le QUATORZIÈME (14) jour du mois d'AOÛT 1961, à DEUX (2) heures de l'après-midi, devant le Protonotaire de cette Cour, à son bureau, au Palais de Justice, à Arthabaska, en exécution d'un jugement rendu par ce Tribunal le 24 avril 1961 dans l'instance engagée entre Anna Grégoire et Jean-Baptiste Niquet, demandeur, et Ovila Robidoux, William Robidoux et Léo Robidoux, défendeurs, numéro 13,492 du Greffe, il sera procédé à l'adjudication par licitation, aux enchères publiques, des immeubles ci-après:

a) Une terre située dans la paroisse de St-Eugène de Grantham, de la contenance de cinquante-cinq (55) acres en superficie, dans le treizième (13) rang, du canton de Grantham, la quelle terre est désignée au cadastre officiel dudit canton sous le numéro mille trois cent quatre-vingt-quatre (1,384) sans bâtisse;

et

b) Une terre située en la paroisse de St-Eugène de Grantham, de la contenance de soixante (60) acres en superficie, plus ou moins, étant la partie nord-est du lot numéro trente et un (31) du treizième (13) Rang, du cadastre officiel du canton de Grantham, comté de Drummond, et actuellement connu sous le numéro mille trois cent quatre-vingt-treize (1,393) sise, du côté nord-ouest du chemin de St-Hyacinthe, tenant devant au chemin de St-Hyacinthe, d'un côté à M. Alphonse St-Jean ou représentants, et à la profondeur, les terres de St-Eugène, avec maison et autres bâtisses dessus construites;

sujet aux charges, clauses et conditions stipulées au cahier des charges déposé au Greffe.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre, d'une consignation de mille dollars ($1,000.00).

Les oppositions à la vente, s'il y avait lieu, devront être formées, au plus tard le douzième (12) jour avant la date de la licitation, et les oppositions, à fin de conserver, dans les six (6) jours après l'adjudication, à peine de déchéance.

Drummondville, ce 13 juin 1961.

Le Procureur des demandeurs,
58001-25-2-o MARCEL MARIER.

Sale by Licitation

Grégoire *et al* vs Robidoux *et al*

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 13,492. Anna Grégoire, and Jean-Baptiste Niquet, plaintiffs, *vs* Ovila Robidoux, William Robidoux, Léo Robidoux, defendants.

Notice of licitation (C.P. 1047)

The FOURTEENTH (14) day of the month of AUGUST, 1961, at TWO (2) o'clock in the afternoon, before the Prothonotary of this Court, at his office, at the Court House, at Arthabaska, by execution of a judgment rendered by this Court of April 24, 1961, in the instance carried on between Anna Grégoire and Jean-Baptiste Niquet, plaintiff, and Ovila Robidoux, William Robidoux and Léo Robidoux, defendants, number 13,492 of the clerk's office, adjudication by licitation, by public auction, of the immoveables listed below, shall be proceeded with:

a) A farm situated in the parish of St-Eugène de Grantham, containing fifty-five (55) acres in area, in the thirteenth (13) range of the township of Grantham, which farm is designated on the official cadaster of the said township under number one thousand three hundred and eighty-four (1,384), without building;

and

b) A farm situated in the parish of St-Eugène of Grantham, containing sixty (60) acres in area, more or less, being the northeast part of lot number thirty-one (31) of the thirteenth (13) Range of the official cadaster of the township of Grantham, county of Drummond, and presently known under number one thousand three hundred and ninety-three (1,393), situated on the northwest side of the St-Hyacinthe Road, touching in front, the St-Hyacinthe Road, on one side, by Mr. Alphonse St-Jean or representatives, and on the depth, the farms of St-Eugène, with house and other buildings thereon erected;

subject to the charges, clauses and conditions stipulated on the list of charges deposited in the clerk's office.

Every bidder shall have his offer accompanied by a deposit of one thousand dollars ($1,000.00).

Oppositions to the sale, should there be any, shall be formed, at the lastest on the twelfth (12) day before the date of the licitation and opposition for payment, within the six (6) days after the adjudication, under penalty of forfeiture.

Drummondville, June 13, 1961.

MARCEL MARIER,
58001-25-2 *Advocate for the plaintiffs.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 11,090. JACK KENTISH, homme d'affaires de Malartic, district d'Abitibi, demandeur, *vs* HENRI FRENETTE, de St-Nazaire de Berry, district d'Abitibi, défendeur.

Avis de vente

Les droits acquis sur l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-sept (57) du rang huit (8) du canton Trécesson, comté d'Abitibi-Est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Nazaire de Berry, le DOUZIÈME jour de JUILLET 1961 à DIX heures de l'avant-midi.

Amos, 31 mai 1961.

Le Shérif d'Abitibi,
57827-23-2-o (*Signé*) CONRAD PAQUETTE.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, No 12390. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE SALABERRY DE VALLEYFIELD, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, demandeurs, *vs* ALPHONSE FORCIER, de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur.

À savoir:

« Un emplacement faisant partie du lot numéro dix-huit, de la subdivision du lot No huit cent quarante et un (Ptie 841-18) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, mesurant trente-deux pieds et six pouces de largeur, par quatre-vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec bâtisses dessus construites, et en particulier, une maison portant le numéro civique dix-neuf, de la rue Whitaker à Valleyfield, et borné comme suit: en front au nord-est par la rue Whitaker, lot No 841-22; au sud-est par une partie du lot No 841-18, au sud-ouest par une ruelle, lot No 841-14, et au nord-ouest par une partie du lot No 841-18, portant le No civique 21. La limite sud dudit emplacement est à une distance de cinq pieds de la ligne de division, entre les lots Nos 841-18 et 841-17. »

Pour être vendu a mon bureau, en la cité de Salaberry de Valleyfield, le JEUDI, DIXIÈME jour d'AOÛT 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Valleyfield, le 23 juin 1961. 58052-26-2-o
[Première insertion: le 30 juin 1961]

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

District of Abitibi

Superior Court, No. 11,090. JACK KENTISH, businessman of Malartic, district of Abitibi, plaintiff, *vs* HENRI FRENETTE, of St-Nazaire de Berry, district of Abitibi, defendant.

Notice of sale

The rights acquired on the immoveable known and designated as being lot number fifty-seven (57) on range eight (8) in the township of Trécesson, county of Abitibi-East, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of St-Nazaire de Berry, the TWELFTH day of JULY, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

Amos, May 31, 1961.

(*Signed*) CONRAD PAQUETTE,
57827-23-2 *Sheriff of Abitibi.*

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Magistrate's Court, No. 12390. THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF SALABERRY DE VALLEYFIELD, body politic and corporate, having its head office in the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiffs, *vs* ALPHONSE FORCIER, of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, defendant.

To wit:

"An emplacement forming a part of lot number eighteen, of the subdivision of lot No. eight hundred and forty-one (P. 841-18) of the official plan and book of reference of the city of Salaberry de Valleyfield, measuring thirty-two feet and six inches in width, by eighty-two feet in depth, English measure, more or less, with buildings thereon constructed, and, in particular, a house bearing the civic number nineteen Whitaker St., in Valleyfield, and bounded as follows: in front on the north-east by Whitaker St., lot No. 841-22; on the south-east by a part of lot No. 841-18, on the south-west by a lane, lot No. 841-14; and on the north-west by a part of lot No. 841-18; bearing civic No. 21. The south boundary of said emplacement is at a distance of five feet from the division line between lots Nos. 841-18 and 841-17."

To be sold at my office in the city of Salaberry de Valleyfield, on THURSDAY, the TENTH day of AUGUST, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Valleyfield, June 23, 1961. 58052-26-2
[First insertion: June 30, 1961]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, St-François, No 21,251. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LTD., corps politique légalement constitué avec place d'affaires à Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, *vs* OVILA ASSELIN, de Eastman, district de Bedford, défendeur.

« Un emplacement de chalets situé à proximité et au nord de l'étang Parker, dans le canton de Stukely, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Stukely comme étant partie du lot numéro deux cent trente-trois (Pt. 233), située juste à l'ouest du numéro deux cent trente-quatre, ledit terrain mesurant cent pieds (100′) de profondeur à partir du lac et en allant vers le nord, soit dans sa ligne est, sept cent soixante-dix pieds (770′) dans sa ligne nord, laquelle doit être parallèle à la ligne nord du lot, deux cent trente-cinq pieds (235′) dans la ligne ouest, et cent trente-cinq pieds (135′) dans la ligne sud qui rejoint ledit étang « Parker »; ledit emplacement étant donc borné comme suit: au nord et à l'ouest par le résidu dudit lot 233, à l'est par le lot 234 et au sud par l'étang et une autre partie dudit lot 233. Avec la bâtisse dessus. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne-de-la-Rochelle, dans le district de Bedford, le DEUXIÈME jour d'AOÛT 1961 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué,
24 juin 1961.

58047-26-2-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, St. Francis, No. 21,251. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LTD., body politic legally incorporated with a business office at Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, *vs* OVILA ASSELIN, of Eastman, district of Bedford, defendant.

"An emplacement of cottages situated near and to the north of Parker Lake, in the township of Stukely, known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Stukely as being a part of lot number two hundred and thirty-three (P. 233) situated just west of number two hundred and thirty-four, the said terrain measuring one hundred feet (100′) in depth from the lake and going towards the north, that is, on its east line, seven hundred and seventy feet (770′) on its north line, which should be parallel to the north line of the lot, two hundred and thirty-five feet (235′) on its west line, and one hundred and thirty-five feet (135′) on its south line which meets the said Lake Parker; the said emplacement being, therefore, bounded as follows: on the north and on the west by the remainder of said lot 233, on the east by the lot 234, and on the south by the lake and another part of said lot 233. With the building thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of Ste-Anne-de-la-Rochelle, in the district of Bedford, on the SECOND day of AUGUST, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que.,
June 24, 1961.

58047-26-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 27,899. { THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE COMPANY, corporation dûment constituée ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Toronto, province d'Ontario, et sa principale place d'affaires pour le Québec en les cité et district de Montréal, demanderesse; *vs* LÉOPOLD BOULAY, de la ville de Chicoutimi-Nord, district de Chicoutimi et y résidant au 115 rue St-Benoit, et ALFRED GARIÉPY, résidant en les cité et district de Chicoutimi, curateur nommé au délaissement de Léopold Boulay, défendeurs; et ROSARIO MORIN, des cité et district de Chicoutimi, adjudicataire, mis-en-cause;

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, à savoir, un terrain ou emplacement étant formé de la subdivision numéro trente-deux du lot original numéro un-B (No 1-B-32), dans le premier rang Est, au cadastre officiel du canton Tremblay, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de St-Luc, ville de Chicoutimi-Nord, le 6 avril 1961, aura lieu à TROIS heures de l'après-midi, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de JUILLET 1961, à la porte de l'église paroissiale de St-Luc, ville de Chicoutimi-Nord.

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 27,899. { THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE COMPANY, a corporation duly incorporated having its head office and principal place of business in the city of Toronto, Province of Ontario and its principal place of business for Quebec in the city and district of Montreal, plaintiff; *vs* LÉOPOLD BOULAY, of the town of Chicoutimi North, district of Chicoutimi and there residing at 115 St. Benoit St., and ALFRED GARIÉPY, residing in the city and district of Chicoutimi, curator, to the surrender of Léopold Boulay, defendants; and ROSARIO MORIN, of the city and district of Chicoutimi, adjudicator, mis-en-cause;

Notice is hereby given that the sale of immoveables seized in the present case, to wit, a lot of land or emplacement being formed by subdivision number thirty-two of the original lot number one-B (No. 1-B-32), in the first range East, on the official cadaster of the township of Tremblay, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, which was to have taken place at the parochial church door of St. Luc, town of Chicoutimi-North, on April 6, 1961, will take place at THREE o'clock in the afternoon, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of JULY, 1961, at the parochial church door of St-Luc, town of Chicoutimi-North.

Conformément à l'ordonnance émis par le Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Chicoutimi, en date du 9 décembre 1960, tout enchérisseur devra faire un dépôt au montant de $387.00 avant de pouvoir enchérir lors de la vente.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 27 juin 1961. 58075-o

Pursuant to ordinance issued by the Prothonotary of the Superior Court of the district of Chicoutimi, dated December 9, 1960, any bidder must make a deposit to the amount of $387.00 before being able to bid at the time of sale.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, June 27, 1961. 58075

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 8926. JOS. AUBRY, hôtelier, domicilié à Chénéville, district de Hull, en sa qualité d'exécuteur et d'administrateur testamentaire à la Succession Paul E. Duquette, de son vivant propriétaire de moulin à scie, domicilié à St. André Avellin, district de Hull, demandeur, *vs* ROSAIRE R. LAPORTE, domicilié à ville Jacques-Cartier, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro sept « B » du premier rang, au cadastre officiel du canton de Preston (Ptie 7B, rg. 1), mesurant 100′ x 100′, plus ou moins, et borné à l'est par le chemin public, et des autres côtés par le résidu dudit lot propriété d'Omer Girard ou représentants; ce terrain étant situé à environ un arpent de la ligne de division des lots 6 et 7; avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame du Mont Carmel, à Duhamel, le TREIZIÈME jour de JUILLET, 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST. PIERRE.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 5 juin, 1961. 57858-23-2-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 8926. JOS. AUBRY, innkeeper, domiciled at Chénéville, district of Hull, in his capacity as executor and testamentary administrator of the Estate of Paul E. Duquette, in his lifetime proprietor of a saw mill, domiciled at St. André Avellin, district of Hull, plaintiff, *vs* ROSAIRE R. LAPORTE, domiciled in the town of Jacques-Cartier, district of Montreal, defendant.

"An emplacement known and designated as forming a part of lot number seven "B" on the first range, in the official cadaster of the township of Preston (P. 7B, R. 1), measuring 100′ x 100′, more or less, and bounded on the east by the public road, and on the other sides by the remainder of said lot, belonging to Omer Girard or representatives; said terrain is situated at a distance of approximately one arpent from the division line between lots 6 and 7; with the buildings thereon constructed."

To be sold at the door of the church of Notre-Dame du Mont Carmel, at Duhamel, on the THIRTEENTH day of JULY, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST. PIERRE.
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, June 5, 1961. 57858-23-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, N° 21 595. ADELARD DUPONT, marchand, domicilié à Ripon, district de Hull, demandeur, *vs* ERNEST LAVERGNE, des mêmes lieux, défendeur.

« Le lot numéro vingt-neuf du rang neuf, au cadastre officiel du canton de Ripon, (No. 29, Rg. 9), d'une superficie totale de 99 acres, avec bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église St. Casimir, à Ripon, le CINQUIÈME jour D'AOÛT 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St. PIERRE.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 23 juin, 1961. 58048-26-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, No. 21 595. ADELARD DUPONT, merchant, domiciled at Ripon, district of Hull, plaintiff, *vs* ERNEST LAVERGNE, of the same place, defendant.

"The lot number twenty-nine on range nine, in the official cadaster of the township of Ripon, (No. 29, R. 9), having a total area of 99 acres, with the buildings thereon erected."

To be sold at church door of St. Casimir, at Ripon, on the FIFTH day of AUGUST, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST. PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, June 23, 1961. 58048-26-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 563. ROSCO METAL & ROOFING PRODUCTS LTD., corps politique et incorporé ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Toronto, province d'Ontario, et une place d'affaires en la cité de Montréal, province de Québec, demanderesse, *vs* T. SQUARE BUILDERS LIMITED, corps politique et incorporée ayant son siège social et principale place d'affaires en la ville d'Aylmer, district de Hull, défendeur.

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 563. ROSCO METAL & ROOFING PRODUCTS LTD., a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city of Toronto, Province of Ontario, and a place of business in the city of Montreal, Province of Quebec, plaintiff, *vs* T. SQUARE BUILDERS LIMITED, a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the town of Aylmer, district of Hull, defendant.

a) Subdivision numéro trois cent quarante-sept du lot numéro dix-huit « C » et subdivision numéro deux cent trente et un du lot numéro dix-neuf (18C-347 et 19-231) dans le premier rang (R. 1) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Hull; ensemble avec toutes les bâtisses dessus construites et améliorations faites et tous les droits, membres et appartenances y appartenant.

b) Subdivision numéro trois cent quarante-huit du lot numéro dix-huit « C » et subdivision numéro deux cent trente-deux du lot numéro dix-neuf (18C-348 et 19-232) dans le premier rang (R. 1) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Hull. Ensemble avec toutes les bâtisses dessus construites et améliorations faites et tous les droits, membres et appartenances y appartenant.

c) Subdivision numéro trois cent quarante-neuf du lot numéro dix-huit "C" et subdivision numéro deux cent trente-trois du lot numéro dix-neuf (18C-349 et 19-233) dans le premier rang (R. 1) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Hull. Ensemble avec toutes les bâtisses dessus construites et améliorations faites et tous les droits, membres et appartenances y appartenant.

d) Subdivision numéro trois cent cinquante-deux du lot numéro dix-huit « C » et subdivision numéro deux cent trente-six du lot numéro dix-neuf (18C-352 et 19-236) dans le premier rang (R. 1) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Hull. Ensemble avec les bâtisses dessus construites et améliorations faites et tous les droits, membres et appartenances y appartenant.

e) Subdivision numéro deux cent trente du lot numéro dix-neuf (19-230) dans le premier rang (R. 1) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Hull. Ensemble avec toutes les bâtisses dessus construites et améliorations faites et tous les droits, membres et appartenances y appartenant.

Pour être vendues à la porte de l'église St-Paul, en la ville d'Aylmer, le QUATRIÈME jour d'AOÛT 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St. Pierre.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 26 juin 1961.

58049-26-2

a) Subdivision number three hundred and forty-seven of lot number eighteen "C" and subdivision number two hundred and thirty-one of lot number nineteen (18C-347 and 19-231) in the first range (R. 1) on the official plan and in the book of reference for the township of Hull; together with all buildings thereon erected and improvements thereon made and all rights, members and appurtenances thereunto belonging.

b) Subdivision number three hundred and forty-eight of lot number eighteen "C" and subdivision number two hundred and thirty-two of lot number nineteen (18C-348 and 19-232) in the first range (R. 1) on the official plan and in the book of reference for the township of Hull. Together with all buildings thereon erected and improvements thereon made and all rights, members and appurtenances thereunto belonging.

c) Subdivision number three hundred and forty-nine of lot number eighteen "C" and subdivision number two hundred and thirty-three of lot number nineteen (18C-349 and 19-233) in the first range (R. 1) on the official plan and in the book of reference for the township of Hull. Together with all buildings thereon erected and improvements thereon made and all rights, members and appurtenances thereunto belonging.

d) Subdivision number three hundred and fifty-two of lot number eighteen "C" and subdivision number two hundred and thirty-six of lot number nineteen (18C-352 and 19-236) in the first range (R. 1) on the official plan and in the book of reference for the township of Hull. Together with buildings thereon erected and improvements thereon made and all rights, members and appurtenances thereunto belonging.

e) Subdivision number two hundred and thirty of lot number nineteen (19-230) in the first range (R. 1) on the official plan and in the book of reference for the township of Hull. Together with all buildings thereon erected and improvements thereon made and all rights, members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the door of the St-Paul church, in the town of Aylmer, the FOURTH day of AUGUST, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St. Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, June 26, 1961.

58049-26-2

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, No 11,033.

BANQUE DE MONTRÉAL, corporation commerciale ayant son siège social à Montréal, district de Montréal et une succursale à Napierville, dans le district d'Iberville, demanderesse, *vs* DENIS CÔTÉ, domicilié à Napierville, dans le district d'Iberville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur, savoir:

« Un emplacement situé au village de Napierville, sur St-Nicholas, connu et désigné comme étant des parties des lots numéros cent vingt-quatre et cent vingt-cinq et le lot numéro cent vingt-six (Pties Nos. 124 et 125 et No 126) du cadastre du village de Napierville, avec la maison et autres bâtisses dessus construites. »

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, No. 11,033.

THE BANK OF MONTREAL, commercial body having its head office at Montreal, district of Montreal, and a branch at Napierville, in the district of Iberville, plaintiff, *vs* DENIS CÔTÉ, domiciled at Napierville, in the district of Iberville, defendant.

As belonging to the defendant, to wit:

"An emplacement situated in the village of Napierville, on St-Nicholas, known and designated as being the parts of lots number one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-five, and lot number one hundred and twenty-six (Pt. No. 124, 125 and No. 126) in the cadaster of the village of Napierville, with a house and other buildings thereon constructed."

Pour être vendu à la porte de l'église de Napierville, MARDI, le ONZIÈME jour de JUILLET 1961 à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
RICHARD MERCIER.

Bureau du Shérif,
St-Jean, le 2 juin 1961. 57831-23-2-o

To be sold at the door of the church of Napierville, on TUESDAY, the ELEVENTH day of JULY, 1961, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

RICHARD MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. John's, June 2, 1961. 57831-23-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 22029. { LUCIEN OUELLET, demandeur; *vs* LES HÉRITIERS DE WILFRID PLOURDE, défendeurs.

« Une terre contenant environ 100 acres en superficie connue sous le numéro sept (7), rang 6, canton Hocquart, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendue à la porte de l'église de St-Pierre Lamy, comté de Rivière-du-Loup, le VINGTIÈME jour de JUILLET 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, le 6 juin 1961. 57859-23-2-o
[Première insertion le 10 juin 1961.]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 22029. { LUCIEN OUELLET, plaintiff, *vs* THE HEIRS OF WILFRID PLOURDE, defendants.

"A lot of land containing an area of approximately 100 acres, under number seven (7), range 6, township of Hocquart, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Pierre Lamy, county of Rivière-du-Loup, the TWENTIETH day of JULY, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, June 6, 1961. 57859-23-2
[First insertion: June 10, 1961.]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 530,758. { PEOPLE'S THRIFT AND INVESTMENT CO., demanderesse *vs* ADRIEN ROBITAILLE, défendeur.

Une propriété immobilière ayant front sur la rue Laurier, dans Laflèche (auparavant Mackayville) comté de Chambly, connue et désignée comme étant les lots cinq cent onze et douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre (204) 511 et 512 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant les numéros civiques 1743 et 1751 de ladite rue Laurier.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement dans le comté de Chambly, à Longueuil, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 6 juin 1961. 57860-23-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 469 639. { CONCRETERS READY MIX LTD., demandeur, *vs* L.-P. COSSETTE INC., défendeur, et ROX REALTY LTD., mis-en-cause,

« Ce certain emplacement situé sur le côté nord-est de la Montée des Sources, en la ville de Roxboro, comté de Jacques-Cartier, et connu et désigné comme étant la subdivision 255 du lot originaire No 294 (294-255) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève. »

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 530,758. { PEOPLE'S THRIFT AND INVESTMENT CO., plaintiff, *vs* ADRIEN ROBITAILLE, defendant.

An immoveable fronting on Laurier Street, in Laflèche (formerly Mackayville) county of Chambly, known and designated as being lots five hundred and eleven and twelve of the official subdivision of original lot number two hundred and four (204) 511 and 512 on the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil.

With the building thereon erected bearing civic numbers 1743 and 1751 on said Laurier Street.

To be sold at the registry office in the county of Chambly, in Longueuil, on the FOURTEENTH day of JULY, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, June 6, 1961. 57860-23-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 469 639. { CONCRETERS READY MIX LTD., plaintiff, *vs* L.-P. COSSETTE INC., defendant, and ROX REALTY LTD., mis-en-cause,

"That certain emplacement situated on the north-east side of Montée des Sources in the town of Roxboro, county of Jacques-Cartier, and being known and designated as subdivision 255 of original lot No. 294 (294-255) on the official plan and book of reference of the parish of Ste Genevieve."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 6 juin 1961. 57861-23-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 525 612. GERTRUDE CAYER, épouse contractuellement séparée de biens de Adelard Bosschaerts, demanderesse, *vs* ADELARD BOSSCHAERTS, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue St-Germain à Montréal, connu et désigné comme étant les subdivisions 216 et 217 du lot originaire numéro 50-216 et 217, aux plan et livre de renvoi officiels du Village d'Hochelaga, division d'enregistrement de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 2605 et 2607 rue St-Germain, à Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIÈME jour du mois d'AOÛT 1961, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 27 juin 1961. 58076-26-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 607 654. VILLE DE STE-DOROTHÉE, demanderesse, *vs* SYDNEY BRENNER, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot No. 94 aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Ste-Dorothée, comté de Laval. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Doroghée, comté de Laval, le QUATRIÈME jour du mois d'AOÛT 1961, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 27 juin 1961. 58077-26-2-o

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JULY 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, June 6, 1961. 57861-23-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 525 612. GERTRUDE CAYER, wife contractually separate as to property of Adelard Bosschaerts, plaintiff, *vs* ADELARD BOSSCHAERTS, defendant.

An emplacement having frontage on St-Germain St. in Montreal, known and designated as being the subdivisions 216 and 217 of original lot number 50-216 and 217, in the official plan and book of reference of the Village of Hochelaga, registry division of Montreal, with the buildings thereon erected, and bearing civic numbers 2605 and 2607 St-Germain St. in Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRD day of the month of AUGUST, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, June 27, 1961. 58076-26-2

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 607 654. TOWN OF STE-DOROTHÉE, plaintiff, *vs* SYDNEY BRENNER, defendant.

"An emplacement known and designated as being a part of lot No. 94 in the official plan and book of reference of the parish of Ste-Dorothée, county of Laval."

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Ste-Dorothée, county of Laval, on the FOURTH day of the month of AUGUST, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, June 27, 1961. 58077-26-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 59,214. LÉOPOLD MATHIEU, employé de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, *contre* ALFRED dit FREDDY RACINE, autrefois de Notre-Dame des Laurentides et maintenant de St-Tite-des-Caps, comté de Montmorency.

« Un emplacement formant partie du lot numéro soixante-dix-huit (P. de 78) au cadastre officiel de ladite paroisse de St-Tite; de figure irrégulière, mesurant en largeur en avant vers le nord trente-cinq pieds (35′) depuis le chemin de Ls. Goulet, à l'ouest jusqu'au chemin d'Odilon Morency, puis ledit emplacement rétrécit vers le sud en arrière mesuré le long de la rivière de la décharge, sur une longueur de soixante-quinze pieds (75′) le long du chemin de Ls. Goulet. Borné vers le nord par le terrain de Ls. Goulet, ainsi que vers l'ouest, vers l'est au chemin d'Od. Morency et vers le sud à la Rivière avec maison à deux logements et dépendances. Avec droit de sortie vers le chemin municipal dans le chemin d'Od. Morency, sans que l'un ou l'autre puisse embarasser ledit passage. »

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit : No. 59,214. LÉOPOLD MATHIEU, employee of L'Ange-Gardien, county of Montmorency, *against* ALFRED called FREDDY RACINE, heretofore of Notre-Dame des Laurentides and presently of St-Tite-des-Caps, county of Montmorency.

"An emplacement forming part of lot number seventy-eight (P. of 78) on the official cadaster of the said parish of St-Tite; of irregular figure, measuring in width in front on the north thirty-five feet (35′) from the road of Ls. Goulet, on the west to the road of Odilon Morency, then the said emplacement narrows towards the south in the rear measured along the backwater of the river, on a length of seventy-five feet (75′) along the road of Ls. Goulet. Bounded on the north by the lot of land of Ls. Goulet, as well as on the west, on the east by the road of Od. Morency, and on the south, by the River with two-storey house an dependencies. With right of way on municipal road in the road of Od. Morency without having one or the other blocking the said passage."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Tite des Caps, comté de Montmorency, le CINQUIÈME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DR J.-R. GOBEIL.

Bureau du Shérif,
Québec, le 23 juin 1961.

58050-26-2-o

[Première insertion: le 30 juin 1961.]
[Deuxième insertion: le 22 juillet 1961.]

To be sold at the church door of St-Tite des Caps, county of Montmorency, on the FIFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J.-R. GOBEIL,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, June 23, 1961.

58050-26-2-o

[First insertion: June 30, 1961.]
[Second insertion: July 22, 1961.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 15-510.

UBALD DANSEREAU, bourgeois, de la cité de Longueuil, district de Montréal, demandeur, *vs* ANDRÉ GEMME, (fils de Roland Gemme), commerçant, de Ste-Julie, de Verchères, district de Richelieu, défendeur.

« Un terrain situé en la paroisse de St-Amable, comté de Verchères, consistant en la partie ci-après décrite du lot connu et désigné sous le No deux cent dix-huit (Ptie de 218) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Julie, comté de Verchères, mesurant environ quarante-cinq pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds ou environ, mesure anglaise, plus ou moins, borné en front vers le sud-est, par le chemin de front du rang (Les-Vingt-Sept), au nord-ouest et du côté nord-est, à partie du même lot deux cent dix-huit, appartenant à Dollard Guimond, et d'autre côté, au sud-ouest, à partie du même lot deux cent dix-huit, appartenant à Jean-Pierre Gemme, avec une maison, et une bâtisse de dépendance, que le débiteur y a à lui-même érigées, et qu'il déclare être libres de privilèges ou charges quelconques. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Amable, comté de Verchères, le TRENTE et UNIÈME (31e) jour de JUILLET 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 21 juin 1961.

58051-26-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 15-510.

UBALD DANSEREAU, gentleman, of the city of Longueuil, district of Montreal, plaintiff *vs* ANDRÉ GEMME, (son of Roland Gemme), tradesman, of Ste-Julie, of Verchères, district of Richelieu, defendant.

"A lot of land situated in the parish of St-Amable, county of Verchères, consisting in that part hereinafter described of lot known and designated under No. two hundred and eighteen (Pt. of 218) on the official cadaster of the parish of Ste. Julie, county of Verchères, measuring about forty-five feet in width by a depth of one hundred feet or about, English measure, more or less, bounded, in front, on the southeast, by the front road of range (Les Vingt-Sept), on the northwest and on the northeast side, by part of the same lot two hundred and eighteen, belonging to Dollard Guimond, and on the other side, on the southwest, by part of the same lot two hundred and eighteen, belonging to Jean-Pierre Gemme, with a house, and a dependent building, that the debtor has himself erected, and that he declares to be free of privileges or encumbrances whetsoever."

To be sold at the parochial church door of St. Amable, county of Verchères, on the THIRTY-FIRST (31th) day of JULY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, June 21, 1961.

58051-26-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour d'Échiquier, No 163-121.

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET AMENDEMENTS *vs* J.-AURÈLE BOUCHARD, contracteur de la paroisse de Causapscal, district de Rimouski, défendeur.

Un emplacement avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connu sous le numéro cadastral No A-un-quatre (A-1-4) du rang un (1) du canton Causapscal, sujet aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant le grever.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Causapscal, le QUATORZIÈME jour de JUILLET, 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 6 juin 1961.

57834-23-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Court of the Exchequer, No. 163-121.

IN THE MATTER OF THE INCOME TAX ACT AND AMENDMENTS *vs* J.-AURÈLE BOUCHARD, contractor, of the parish of Causapscal, district of Rimouski, defendant.

An emplacement with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, known under the cadastral number No. A-one-four (A-1-4) on range one (1) in the township of Causapscal, subject to the servitudes, active and passive, apparent or unapparent which might encumber it.

To be sold at the door of the church of the parish of Causapscal, on the FOURTEENTH day of JULY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, June 6, 1961.

57834-23-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
District de Roberval

Cour Supérieure, District de Montréal, No. 491448. { J. JACQUES BEAUCHEMIN et ANDRÉ, VALIQUETTE, pratiquant ensemble leur

profession à Montréal, sous la raison sociale de: BEAUCHEMIN & VALIQUETTE, demandeurs *vs* SAMUEL L. LEVINE, résidant en la ville de Chicago, État de l'Illinois, un des États-Unis d'Amérique, défendeur.

Avis de vente

« Un certain lot de terre ou emplacement étant la subdivision numéro: deux cent cinq-seize (205-16) du bloc « D » aux plan et livre de renvoi officiels du canton McKenzie, comté d'Abitibi-Est ».

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Marcel de Chibougamau, dans le comté d'Abitibi-Est, le TREIZIÈME (13) jour de JUILLET 1961, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Roberval, le 1er juin 1961. 57828-23-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
District of Roberval

Superior Court, District of Montreal. No. 491448. { J. JACQUES BEAUCHEMIN and ANDRÉ VALIQUETTE, practicing their profes-

sion together at Montreal, under the style of: BEAUCHEMIN & VALIQUETTE, plaintiffs, *vs* SAMUEL L. LEVINE, residing in the city of Chicago, State of Illinois, one of the United States of America, defendant.

Notice of sale

"A certain lot of land or emplacement being subdivision number two hundred and five-sixteen (205-16) of block "D" on the official plan and in the book of reference of the township of McKenzie, county of Abitibi-East".

To be sold at the church door of the parish of St. Marcel of Chibougamau, in the county of Abitibi-East, on the THIRTEENTH (13) day of JULY, 1961, at TWO o'clock (2) in the afternoon.

LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Roberval, June 1, 1961. 57828-23-2

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 12-208. { MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION D'ACTON INC., *vs* GÉRARD LUS-

SIER, résidant à St-Théodore d'Acton, comté de Bagot.

Un emplacement situé en la paroisse de St-Théodore d'Acton (Bagot), Qué., connu comme faisant partie du lot soixante-sept (No P. 67) du cadastre officiel de la paroisse de St-Théodore d'Acton, comté de Bagot, de la contenance de cent deux pieds (102′) de largeur à compter du terrain appartenant à M. Lucien Bélanger, à côté est mesurée en venant vers l'ouest, par une profondeur de cinq arpents et quart et borné, ledit terrain comme suit:

En front, vers le nord, par le chemin public, en profondeur, par une autre partie du même lot appartenant à Jean-Paul Gauthier, aujourd'hui Ernest Leclerc; d'un côté, vers l'est, par le terrain de Lucien Bélanger et de l'autre côté, vers l'ouest, par une autre partie du même lot appartenant aujourd'hui à Rosaire Fontaine, avec les bâtisses y érigées ainsi que le téléphone avec sa boîte et accessoires et les droits d'actions qui peuvent y être attachés.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Théodore d'Acton, comté de Bagot, le ONZIÈME jour du mois de JUILLET 1961, à TROIS heures de l'après midi.

Le Shérif,
ROMÉO FORBES.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, le 5 juin 1961. 57833-23-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Hyacinthe

Superior Court, No. 12-208. { MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION D'ACTON INC., *vs* GÉRARD LUS-

SIER, residing at St. Théodore d'Acton, county of Bagot.

An emplacement situated in the parish of St. Théodore d'Acton (Bagot), Qué. known as forming part of lot sixty-seven (No. Pt. 67) of the official cadaster of the parish of St. Théodore d'Acton, county of Bagot, of an area of one hundred and two feet (102′) in width to be counted from the lot of land belonging to Mr. Lucien Bélanger, on the east side, measured by coming toward the west, by a depth of five arpents and one quarter and bounded the said lot of land, as flllows:

In front, on the north, by the public road, in depth, by another part of the same lot belonging to Jean-Paul Gauthier, today Ernest Leclerc; on one side, on the east, by the lot of land of Lucien Bélanger and on the other side, on the west, by another part of the same lot belonging to day to Rosaire Fontaine, with the buildings thereon erected, as well as the telephone with its booth and accessories and the rights of legal action which may be attached thereto.

To be sold at the church door of the parish of St. Théodore d'Acton, county of Bagot, on the ELEVENTH day of the month of JULY, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

ROMÉO FORBES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Hyacinthe, June 5, 1961. 57833-23-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 12-705. { NELSON AUCLAIR demandeur *vs* LES IMMEUBLES D'AUTEUIL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Hyacinthe

Superior Court, No. 12-705. { NELSON AUCLAIR, plaintiff *vs* LES IMMEUBLES D'AUTEUIL

INC. défendeur et RAINVILLE & BENOÎT ENR. mis en cause.

Un terrain situé dans la paroisse de St-Mathias connu et désigné comme faisant partie du lot No quatre-vingt-seize (P-96) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Mathias, mesurant cent pieds de largeur par toute la profondeur qu'il y a entre le chemin public et la rivière Richelieu, et borné: vers l'Est par ledit chemin; vers l'Ouest, par ladite rivière Richelieu; d'un coté, vers le Sud, par Lucien Loiselle ou représentants; et de l'autre côté, vers le Nord, par Esdras Loiselle ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Mathias, comté de Rouville le TROISIÈME jour du mois d'AOÛT 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ROMÉO FORBES.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, le 27 juin 1961. 58078-26-2-o

INC., defendant, and RAINVILLE & BENOÎT ENR., mis en cause.

A lot of land situated in the parish of St. Mathias known and designated as forming part of lot No. ninety-six (Pt. 96), on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Mathias, measuring one hundred feet in width by the whole depth there is between the public road and the Richelieu River and bounded: on the east, by the said road; on the west, by the said Richelieu River; on one side, on the south, by Lucien Loiselle or representatives; and on the other side, on the north, by Esdras Loiselle or representatives.

To be sold at the parochial church door of St. Mathias, county of Rouville on the THIRD day of the month of AUGUST, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROMÉO FORBES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Hyacinthe, June 27, 1961. 58078-26-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 491682. NORMAN THOMPSON, marchand de bois et de matériaux de construction résidant et faisant affaires à Montréal Nord, district de Montréal, demandeur, *vs* MARCEL GRAVEL, résidant autrefois au numéro 9141 du boulevard Pie IX en la cité de Montréal et maintenant au numéro 4175 de la 53ième Avenue à Ville St-Michel, district de Montréal, défendeur, et J. VICTORE LÉONARD & BENOIT TURBIDE « LÉONARD & TURBIDE » en leur qualité de régistrateurs pour la division d'enregistrement du comté de Terrebonne, mis-en-cause.

Avis de vente

L'immeuble suivant, appartenant au défendeur

« Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro 13 de la subdivision du lot originaire numéro 6 aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse St-Louis de Terrebonne, avec la bâtisse y érigée portant le numéro 37 de la 41ième Avenue, à Bois des Filion, circonstance et dépendance. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Maurice de Bois des Filion, JEUDI, le TREIZIÈME jour de JUILLET mil neuf cent soixante et un à DEUX heures de l'après-midi (13/7/61 à 2 h. p.m.).

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
le 2 juin 1961. 57830-23-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 491682. NORMAN THOMPSON, lumber merchant and of building materials, residing and carrying on business at Montreal-North, district of Montreal, plaintiff, *vs* MARCEL GRAVEL, residing heretofore at number 9141 Pie IX Boulevard, in the city of Montreal and presently at number 4175, 53rd Avenue in the Town of St-Michel, district of Montreal, defendant, and J. VICTOIRE LÉONARD & BENOIT TURBIDE, "LÉONARD & TURBIDE", in their quality of registrars for the registration division of the county of Terrebonne, mise-en-cause.

Notice of sale

The following immoveable, belonging to the defendant

"An emplacement known and designated as being lot number 13 of the subdivision of the original lot number 6 on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Louis de Terrebonne, with the building thereon erected bearing number 37 of the 41st Avenue, at Bois des Filion, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the St-Maurice de Bois des Filion church, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of JULY, one thousand nine hundred and sixty-one at TWO o'clock in the afternoon (13/7/61 at 2:00 p.m.).

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
June 2, 1961. 57830-23-2

INDEX No 26

Action en séparation de biens — ***Action for Separation as to Property***

Morin de Valcourt *vs* Barker 2960

Arrêtés en Conseil — ***Orders in Council***

1415 – Concernant certains actes administratifs du Département de la Chasse 2961
1415 – Concerning certain administrative acts of the Department of Game 2961
1436 – Classement du Domaine Globensky, à Saint-Eustache 2964
1436 – Classification of the Globensky Domain, at Saint-Eustache 2964

1438-A – Barbiers-coiffeurs, région de Hull 2965
1438-A – Barbers and hairdressers, region of Hull 2965
1438-B – Robe, Province 2965
1438-B – Dress, Province 2965
1438-C – Construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle 2966
1438-C – Construction in the counties of Terrebonne and Labelle 2966
1451 – Révocation des droits de mines dans les districts électoraux de Mégantic et de Wolfe. 2966
1451 – Revocation of mining rights in the electoral districts of Megantic and of Wolfe 2966

Avis divers ***Miscellaneous Notices***

Aluminum Industries, Ltd. (*Dist. de l'actif – Dist. of assets*) 2968
Asbestos, ville – town (*Règl.– By-law*) 2967
Association des Principaux Laïcs du Diocèse d'Ottawa (Partie Québecoise) (*Const.– Formation*) 2968
Cie de Construction Iberville Inc. (*Dir.*) 2969
Collège Saint-Vallier (*Règl.– By-laws*) 2971
Fraternité des Employés de l'Extérieur de la Commission Hydro-Électrique de Québec (*Const.*) 2972
Fraternité des Policiers de Granby (La) – (*Const.– Formation*) 2970
Henry Morgan Properties, Limited (*Dir.*) 2970
Hydro-Quebec Electric Commission Outside Employees' Fraternity (*Formation*) 2971
Hydro-Quebec Electric Commission Office Employees' Syndicate (*Formation*) 2972
Iberville Construction Inc. (*Dir.*) 2969
Kennco Explorations (Quebec) Limited (*Dist. de l'actif – Dist. of assets*) 2971
Montreal Commonwealth Club (The) – (*Règl.– By-law*) 2970
Nalo Development Co. Ltd. (*Dir.*) 2970
Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham (*Nom changé – Name changed*) 2969
Senneterre Metals Mines Ltd. (*Dir.*) 2971
Société Coopérative de St-Bruno (La) – (*Fond.– Found.*) 2969
Syndicat de Travail de Notre-Dame du Sacré-Coeur (*Fond.– Found.*) 2972
Syndicat des Employés de Bureaux de la Commission Hydro-Électrique de Québec (*Const.*) 2971
Syndicat des Producteurs de Bleuets de Ste-Elizabeth (*Fond.– Found.*) 2972
Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Eugène, Co. Roberval (Le) – (*Const.– Formation*) 2970

Chartes — Abandon de ***Charters — Surrender of***

Aluminum Industries, Ltd. 2972
Bélanger (René) Inc. 2973
Club Régent Inc. 2973
Compagnie Enveloppe Montréal (1961) Ltée 2973
Kennco Explorations (Quebec) Limited. 2973
Montreal Envelope Company (1961) Ltd 2973
Palma Real Estate Ltd 2973

Compagnies dissoutes ***Companies Dissolved***

Algami Corporation Ltd. 2973
Nairn Falls Pulp Company Ltd 2974
Phare Everell Inc. (Le) 2974

Curatelle publique ***Public Curatorship***

Quinn, Francis Peter (Succ.– Estate) .. 2974

Lettres patentes ***Letters Patent***

A.R.O. Construction Inc. 2926
All Star Attractions Inc. 2927
Alvical Co. Ltd 2927
Arcand Auto Body Inc. 2927
Autolav Inc. 2928
Bachand (F.) Inc. 2928
Barrie (H.) Poultry Ltd. 2928
Bayrut Outfitting Inc. 2929
Beauce Publications Ltée 2929
Beauvoir Development Corporation ... 2929
Bétons Lac-St-Jean Ltée 2930
C.A. Sales (Quebec) Corporation 2930
Cartier Industrial Equipment Inc. 2936
Caron & Fils (meubles) Inc. 2930
Centre de Golf Trout River Inc. 2931
Chabanel Industrial Centre Inc. 2931
Charest & Forget Électrique Inc. 2931
Coastal Homes Inc. 2932
Colibri Furniture Inc. 2932
Compagnie Dufresne & Vinet Ltée (La) 2932
Corporation de l'Hôpital de Sept-Iles (La) 2933
Dancing Modes Inc. 2945
D.B. Bowl More Co. Inc. 2933
Day Holdings Ltd 2933
Delico Sales Limited 2934
Dubé-Abitibi Limitée 2934
Dubois (Georges) Marine Ltd 2934
Dufresne & Vinet Company Ltd. 2932
Dumas (Cécile) Inc. 2935
East Angus Brick & Tile Inc. 2935
Entreprises d'Excavation Ste-Rose Ltée (Les) 2935
Entreprises Urgel St-Jacques Inc. (Les) 2936
Équipement Industriel Cartier Inc. 2936
Francon Limited 2936
G & M Construction Co. Ltd. 2937
Germac Enterprises Limited 2937
Giguère (Marc) Ltée 2937
Granville Enterprises Inc. 2938
Immeubles du Vallon Inc. (Les) 2938
Imprimerie L'Abord-à-Plouffe, Inc. 2938
Joliette Tracy Inc. 2939
Jones (F.H.) Tobacco Sales Co. Ltd. ... 2939
Koppel Lumber & Millwork Ltd. 2940
L. & L. Metals Ltd. 2944
Laboratoire d'Essais Universel Inc. 2940
La Combe Plaza Inc. 2940
Laprairie Bar-B-Q & Motor Court Inc. 2941
Laval Forestier Ltée 2941
Lessard Auto Electric Ltd. 2941
Marblecoat Ltd 2942
Marie Claire G. Inc. 2942
Marilard Enterprises Ltd. 2942
Mark III Industries Ltd 2943
Matteau & Associés Inc. 2943
Men's Clothing Manufacturers Association 2943
Métaux L. & L. Ltée (Les) 2944
Métro Automobile Co. Ltd 2944
Migneault Transport Inc. 2944
Milks Auto Parts Limited 2945
Modes Dansantes Inc. (Les) 2945
Montreal Commonwealth Club (The). 2953
N & H Construction Ltd 2945

Nordmende (Quebec) Ltd. 2946
Nordmende (Québec) Ltée 2946
O.T.J. de Sainte-Catherine de Laprairie (L') 2946
Oeuvre de Protection des Jeunes Filles (L') 2946
Omega Caisses Enrégistreuses Ltée 2947
Omega Cash Registers Ltd 2947
O'Sullivan College (Verdun) Inc. 2947
Petit Opérat de Montréal Inc. (Le) 2947
Petroleum Supply & Service Ltd 2948
Placements Demers Inc. 2948
Placements Ste-Rose Investment Inc. (Les) 2948
Plomberie Roxboro Inc. 2949
Realty Equities Company of Canada Ltd. 2949
Rite Manufacturing Ltd 2949
Robel Construction Inc. 2950
Rouleau (Roger) Paint Store Inc. 2950
Sample Dress Mfg. Corp. 2951
Security Research Corporation 2951
Service des Loisirs St-Jean-de-Dieu 2951
Service de Toilette Choisy Ltée (Le) 2952
Society Dafnioton (St. George) 2952
Statler-Kern Ltd 2952
Subud Quebec 2953
Talon Holdings Inc. 2953
Trout River Golf & Country Club Inc. 2931
Universal Testing Laboratory Inc. 2940
Valter Ltée 2954
Vipond Inc. 2954

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Abitibi Enterprises Ltd 2957
Arpin Gendron Limitée 2955
Arsenal Montreal Inc. 2955
Bélanger (A.) Limitée 2955
Boucherville Golf Club Inc. 2956
British Ungava Explorations Limited 2956
Canada Packaging Ltd. 2956
Canadian Cameo Chime Company Limited 2956
Club de Golf Boucherville Inc. 2956
Corporation Anaco Corporation 2957
Entreprises d'Abitibi Ltée (Les) 2957
Ferronnerie Lepage-Nazair Inc. 2957
Gagnon (Roland), Ltée 2957
Great Whale Iron Mines Limited 2958
Harbec & Frères Ltée 2958
Harvey (Samuel) Trading Ltd 2958
Olympia Floor & Wall Tile Co. (Quebec) Ltd. 2958
Olympia Floor & Wall Tile Co. (Quebec) Ltd. 2958
Quebec Industries, Limited 2959
Retail Service & Promotion Inc. 2959
Rora Inc. 2959
Sample Dress Inc. 2959
Service & Promotion du Détail Inc. 2959
Shapiro (Eli) Trading Corp. 2960
Smiley Universal Inc. 2960
Sun Shoe Supply Ltd 2960

Liquidation, avis de — ***Winding up Notices***

Langelier *vs* Gauvin 2975

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTS***

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

British Law Insurance Company Limited (The) 2975
Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de Notre-Dame de Bonsecours (La) – Comté de Rouville 2975
Metropolitan Fire Assurance Company. 2976
Renewal of Certificate of registration 2976
Renouvellement de certificat d'enrégistrement 2976

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Beauvoir (*Dem.– Appl.*) 2977
Belcourt (*Acc.– Grant.*) 2978
Calumet et – and Huberdeau (*Acc.– Grant.*) 2978
Causapscal (*Acc.– Grant.*) 2978
Chicoutimi (Cath.) (*Acc.– Grant.*) 2979
Cox, canton – township (*Dem.– Appl.*) 2977
Franquelin (*Acc.– Grant.*) 2980
Grande-Baie, Par. (*Acc.– Grant.*) 2980
Ham-Nord – North (*Acc.– Grant.*) 2981
Richmond, ville – town (*Acc.– Grant.*). 2981
St-David, village (*Dem.– Appl.*). 2978
Ste-Elisabeth-de-Proulx (*Acc.– Grant.*) 2981
St-Ours, par. (*Dem.– Appl.*) 2977
Ste-Sophie (*Acc.– Grant.*) 2981
St-Sylvestre-Sud (*Dem.– Appl.*) 2977
Ste-Victoire, par. (*Dem.– Appl.*) 2978
Terrebonne, ville – town (*Acc.– Grant.*). 2982
Trois-Pistoles No 1 (*Acc.– Grant.*) 2982
Val d'Or-Bourlamaque (Prot.) (*Acc.– Grant.*) 2982

Terres et Forêts — ***Lands and Forest***

Service du Cadastre: — *Cadastral Branch:*

Montbeillard, canton – township 2982
Montréal, par. 2983
St-Rémi, village 2983
Ste-Thérèse de Blainville, par. 2983

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Boîte de Carton, région de Québec (*Mod.*) 2983
Camionnage du district de Québec (*Prél.– Levy*) 2985
Chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants, Province (*Prél.*) 2987
Coiffure de Trois-Rivières (*Prél.– Levy*). 2988
Confection pour dames, Province (*Prél.*) 2990
Furniture, Quebec (*Levy*) 2993
Ladies cloak and suit, Province (*Levy*) 2990
Men's, boys' and children's cloth hat, cap and headwear, Province (*Levy*) 2987
Men's and boys' clothing, Province (*Levy*) 2996
Metal, region of Quebec (*Amend.*) 2984
Metal, region of Quebec (*Levy*) 2991
Métallurgie, région de Québec (*Mod.*) 2984
Métallurgie, région de Québec (*Prél.*) 2991
Meuble, Québec (*Prél.*) 2993
Paint (*Levy*) 2994
Paper box, region of Quebec (*Amend.*) 2983
Peinture (*Prél.*) 2994
Vêtements d'hommes et de garçons, Province (*Prél.*) 2996

Office des marchés agricoles du Québec — ***Quebec Agricultural Marketing Board***

Producteurs de Lait du Québec à la Cie Carnation (Les) (Requête amendement) 3010
Producteurs de Tomates du Québec (Les) — (Homologation) 3010
Quebec Carnation Company Milk Producers (The) — (Request for amendment) 3010
Quebec Tomato Growers (The) — (Confirmation) 3010

Proclamations *Proclamations*

Coming into force of the Act respecting the planning and embellishment of the region of the capital of Quebec (*Errata*) 2999
Coming into force of the Act to remedy the pollution of Water 2997
Mise en vigueur de la Loi concernant l'aménagement et l'embellissement de la région de la capitale du Québec (*Errata*) 2999
Mise en vigueur de la Loi pour remédier à la pollution des eaux 2997
Terme de la Cour du Banc de la Reine siégeant en première instance en matière criminelle, pour le district de Joliette 2998
Term of the Court of Queen's Bench (Crown side) for the district of Joliette 2998

Sièges sociaux *Head Offices*

Boiteau Inc. 3000
C.A. Sales (Quebec) Corporation 2999
Lessard Auto Electric Ltd. 3000
Milado Mines (1957) Ltd. 3002
Paré (Omer) Inc. 3002
Portneuf Mineral Corporation 3001
Produits Baladin & Cie Ltée (Les) 3000
Quebec Imports Ltd 3001
Senneterre Metals Mines Ltd. 3001
Sheffield Holdings Ltd 3001
Southern Business College Inc. 3000
St. Paul Development Corp. 3000

Soumissions *Tenders*

Aylmer, ville – town 3003
Disraëli, village 3002
Greenfield Park, ville – town 3004
Laval des Rapides, ville – town 3005
Naudville, ville – town 3008
St-Ambroise, par. 3007
St-Donat, munic. 3009

VENTES *SALES*

Licitation *Licitation*

Grégoire *et al vs* Robidoux *et al* 3011

Loi de faillite *Bankruptcy Act*

Groleau, Antonio 3012

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Abitibi *Abitibi*

Kentish *vs* Frenette 3013

Beauharnois *Beauharnois*

Salaberry de Valleyfield, Les commissaires d'écoles de la municipalité de la cité *vs* Forcie 3013
Salaberry de Valleyfield, The school commissions for the municipality of the city *vs* Forcier 3013

Bedford *Bedford*

Industrial Acceptance Corporation Ltd *vs* Asselin 3014

Chicoutimi *Chicoutimi*

Manufacturers Life Insurance Life Insurance Company (The) *vs* Boulay *et al* 3014

Hull *Hull*

Aubry *vs* Laporte 3015
Dupont *vs* Lavergne 3095
Rosco Metal & Roofing Products Ltd. *vs* T-Square Builders Limited 3095

Iberville *Iberville*

Bank of Montreal *vs* Côté 3016
Banque de Montréal *vs* Côté 3016

Kamouraska *Kamouraska*

Ouellet *vs* Héritiers de – Heirs of Plourde, Wilfrid 3017

Montréal *Montreal*

Cayer *vs* Bosschaerts 3018
Concreters Ready Mix Ltd *vs* Cossette Inc. 3017
People's Thrift and Investment Co. *vs* Robitaille 3017
Ste-Dorothée, ville – town *vs* Brenner 3018

Québec *Quebec*

Mathieu *vs* Racine 3018

Richelieu *Richelieu*

Dansereau *vs* Gemme 3019

Rimouski *Rimouski*

Income Tax and Amendements *vs* Bouchard 3019
Loi de l'Impôt sur le Revenu et amendements *vs* Bouchard 3019

Roberval *Roberval*

Beauchemin *et al vs* Levine 3020

Saint-Hyacinthe *Saint Hyacinthe*

Auclair *vs* Immeubles d'Auteuil Inc. (Les) 3020
Matériaux de Construction d'Acton Inc. *vs* Lussier 3020

Terrebonne *Terrebonne*

Thompson *vs* Gravel *et al* 3021

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec